RÉPUBLIQUE D'HAITI

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES
ET DU TRAVAIL **(MAST)**

SECRETAIRERIE D'ETAT A L'INTEGRATION
DES PERSONNES HANDICAPEES **(SEIPH)**

POLITIQUE NATIONALE DU HANDICAP

LES GRANDES ORIENTATIONS

SEPTEMBRE 2009

REPUBLIQUE D'HAITI

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL
(MAST)

**SECRETAIRERIE D'ETAT A L'INTEGRATION
DES PERSONNES HANDICAPEES
(SEIPH)**

POLITIQUE NATIONALE DU HANDICAP

LES GRANDES ORIENTATIONS

SEPTEMBRE 2009

Dépôt légal: 20-07-138
Bibliothèque Nationale d'Haïti.-

Achevé d'imprimer en septembre 2010
sous les presses de L'Imprimeur II

©2009
Secrétairerie d'Etat à l'Intégration
des Personnes Handicapées

Le présent document a été réalisé par
la Secrétairerie d'Etat à l'Intégration
des Personnes Handicapées.
Adresse : 66, rue Fernand Port-au-Prince, Haiti W.I
Tél : 509-2942-1707

Internet : www.seiph.gouv.ht
Courriel : info@seiph.gouv.ht

A la mémoire de Madame Denise Fouchard (Babou Magloire) décédée le 20 Novembre 2008, Journée Internationale des Droits de l'Enfant, et inhumée le 25 novembre 2008, Journée Internationale contre la Violence faite aux Femmes. Ces deux (2) dates traduisent de manière symbolique les préoccupations majeures de Babou : la problématique féminine et l'éducation des enfants, en particulier celle des enfants handicapés.

Des remerciements particuliers sont adressés aux personnes qui ont participé aux différents comités de travail mis sur pied pour l'élaboration de la politique nationale du handicap.

Également, des remerciements sont exprimés à tout le personnel de la Secrétairerie d'Etat à l'Intégration des Personnes Handicapées qui ont collaboré aux travaux de cette politique.

Message de la Ministre des Affaires Sociales et du Travail

Comment garantir aux personnes handicapées une place digne au sein de notre société, en luttant contre les préjugés négatifs et les opinions erronées relativement à la problématique du handicap ? Telle est l'ambition de la nouvelle Politique Nationale du Handicap.

S'il est une catégorie sociale dans notre pays, à la fois douloureusement marquée par les blessures de la vie et embourbée dans une multitude de difficultés qui hypothèquent son intégration dans la société, c'est bien les personnes handicapées. Comment en effet oublier les mythes et les croyances qui pèsent tant dans la structuration de l'imaginaire haïtien relatif au handicap que dans la formation des attitudes individuelles et collectives face aux personnes handicapées ? Le renversement de ces mythes et ces croyances – « faisant du handicap l'expression de la punition de Dieu ou de la malignité du diable » – reste donc un défi majeur. Nul ne doute que la précarité des conditions d'existence de ces personnes, qui ne manque pas d'influer négativement sur leur capacité de participation à la vie publique, complique cette intégration.

Mais plus grave encore est, sans aucun doute, l'absence pendant longtemps d'une véritable politique nationale du handicap dont le traitement était, par voie de conséquence, laissé aux seules initiatives d'institutions à caractère caritatif. La logique de charité, voire de compassion, présidant à ce type d'intervention empêchait de considérer les bénéficiaires, c'est-à-dire les personnes handicapées, comme des ayants-droits.

L'intérêt de la nouvelle initiative ne réside pas seulement dans le fait de garantir la fourniture de services au bénéfice des personnes handicapées. Il consiste surtout dans la promotion d'une vision et d'une dynamique qui font de la prise en charge du handicap un impératif de solidarité nationale, et donc un devoir de la société et de l'État. Il faut également rappeler sa contribution en termes de développement du sentiment de dépendance mutuelle, qui prédispose chacun à répondre de tous et tous de chacun. A travers ses orientations, ce Document se révèle être un élément important d'un projet de société à caractère inclusif et un outil privilégié pouvant faciliter à la communauté des personnes handicapées le plein exercice de la citoyenneté.

Aussi convient-il de féliciter chaleureusement le Secrétaire d'Etat à l'Intégration des Personnes Handicapées, le Docteur Michel A. Péan, pour l'action qu'il a engagée en organisant ce forum dont les résultats ont servi de base à l'élaboration de la ***Politique Nationale du Handicap.*** Ce Document est en to-

tal accord avec les principes de Solidarité et de Mobilisation nationales d'une part, d'Inclusion et de Citoyenneté, d'autre part, énoncés dans le *Document de Stratégie Nationale de Croissance et de Réduction de la Pauvreté* (DSNCRP), et repris dans la *Déclaration de Politique Générale de la Première Ministre*, Madame Michèle D. PIERRE-LOUIS.

Il est important de continuer dans cette voie permettant d'aboutir, conformément à la vision du Gouvernement, à l'édification d'une société plus équitable, solidaire et prospère au profit de tous et de toutes, sans discrimination aucune.

Gabrielle P. BEAUDIN
Ministre

Présentation par le titulaire de la Secrétairerie d'Etat à l'Intégration des Personnes Handicapées

Ce document est utile et même nécessaire. Il est conçu et écrit autant pour donner confiance aux personnes handicapées que pour sensibiliser l'État, la société, les familles et inciter les entreprises à manifester plus de solidarité envers ces personnes.

Au cours de ces 50 dernières années, dans un cadre restreint, des associations et institutions de la société civile telles l'Ecole St Vincent pour Enfants Handicapés, l'Institut Montfort, la Société Haïtienne d'Aide aux Aveugles (SHAA), le Centre d'Education Spéciale (CES), l'Institution PAZAPA, la Fédération Haïtienne des Associations et Institutions des Personnes Handicapées d'Haïti (FHAIPH), le Réseau Associatif National pour l'Intégration des Personnes Handicapées (RANIPH) **qui regroupe une trentaine d'associations œuvrant dans le domaine du handicap,** ont franchi des étapes importantes sur la voie de l'intégration des personnes handicapées. Toutefois, faute de moyens financiers suffisants, elles n'ont pu offrir

des modèles d'intégration que dans le domaine particulier de l'éducation.

Avec la création de la Secrétairerie d'État à l'Intégration des Personnes Handicapées (SEIPH), *il nous faut passer de la **stratégie de modèle d'intégration à la stratégie d'intégration massive** des personnes handicapées et ceci dans tous les compartiments de la vie sociale y compris celui des technologies de l'information et de la communication.*

La Secrétairerie d'État à l'Intégration des Personnes Handicapées est un organisme public rattaché au Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST). En tant qu'organe du Gouvernement œuvrant au premier plan de l'organigramme étatique, son titulaire a le titre de Secrétaire d'Etat et en assure la fonction. Ces titres et qualités lui confèrent le droit de participer sans restriction au Conseil des Ministres et au Conseil de Gouvernement.

Le premier titulaire de cette toute nouvelle institution, en l'occurrence votre serviteur, le Docteur Michel A. PEAN, est aux prises avec une tâche de pionnier. Il doit tout inventer. Il lui revient l'honneur et aussi la lourde responsabilité de rendre viable cette structure et de la faire fonctionner en tant que machine étatique. Pour ce faire, il lui faut développer tout un support idéologique, mettre en place un certain nombre d'outils essentiels aussi bien techniques que scientifiques. Il est tenu de rester attentivement à l'écoute de ce qui se fait pour le mieux dans le domaine du handicap tant en Haïti qu'à travers le monde pour mieux vulgariser cette problématique, sensibiliser les Haïtiens sur cette question et améliorer la condition des personnes en situation de handicap en Haïti.

C'est dans cette perspective que ce fascicule a été rédigé. Aussi se donne-t-il comme objectifs à atteindre les finalités et buts suivants:

- combler, sur tous les plans, le fossé entre personnes handicapées et personnes non handicapées ;
- travailler d'arrache-pied, en partenariat avec tous les secteurs concernés, à la mise en place d'un système de protection et d'intégration sociale qui inclut entre autres les soins de santé mentale et physique, l'assistance familiale et les opportunités d'emploi ;
- faire sien ce courant humaniste qui, à côté des bons sentiments, encourage l'utilisation de toutes les potentialités. Dans la perspective d'une société inclusive, démocratique refusant de faire rimer handicap avec impuissance et incapacité.

La SEIPH est créée dans un contexte sociopolitique difficile marqué par un état de pauvreté, des inégalités et bien d'autres problèmes sociaux. Sa vision s'est forgée à partir d'un lourd passif qui prend sa source dans notre passé colonial : le système esclavagiste fabriquait des handicapés à tour de bras. Hommes, femmes, adolescents pleins de vigueur et de vitalité pouvaient être amputés pour un oui ou pour un non. L'histoire d'Haïti relate le cas de ce célèbre esclave fugitif au nom révélateur ***Colas Janmkoupe*** qui, en réaction aux atrocités dont il a été victime, sema la mort et la dévastation dans tout le nord-ouest d'Haïti.

Après des siècles de despotisme, d'amputation physique, morale et psychologique du peuple haïtien, la SEIPH tient à

apporter sa contribution à la construction de l'édifice démocratique en Haïti, créant ainsi des conditions objectives pour empêcher le retour des pratiques productrices de handicap, défendre le droit des personnes handicapées et humaniser leur sort sur tout le territoire haïtien sans parti pris, ni exclusive par l'éducation, la culture, en un mot, par l'amélioration de leur condition de vie matérielle. Ces objectifs à atteindre sont à la base de la vision de la Secrétairerie d'État à l'Intégration des Personnes Handicapées, laquelle repose sur l'épistémologie du progrès.

Dr. Michel A. PEAN
Secrétaire d'Etat

Sommaire

Contexte.....15

- Un sujet d'intérêt public.....16
- Le handicap et la perception qu'on en a 17

Les idées forces du livre 18

Chapitre I : CADRE GLOBAL ET PERSPECTIVES.....19

A. Situation géographique d'Haïti 19

B. Historique (Evolution de la situation des personnes handicapées en Haïti).....21

B.1. Actions en faveur des personnes handicapées sur le plan international 23

B.2. Actions en faveur des personnes handicapées sur le plan national.....24

C. La SEIPH : un instrument au service des personnes handicapées 26

C.1. Sa Mission 28

C.2. Ses objectifs généraux et spécifiques 28

C.3. Structure opérationnelle de la SEIPH.....30

- La Structure Centrale 30
- La Structure Régionale.....31

Chapitre II : POLITIQUE NATIONALE D'INTEGRATION DES PERSONNES HANDICAPEES 32

A. Politique d'Intégration de la SEIPH.....32

B. Définition du handicap 33

C. Typologie du handicap 34
1. Handicap moteur 34
2. Handicap visuel 35
3. Handicap mental 36
4. Handicap psychique 36
5. Handicap auditif 37
D. Etat de la situation du Handicap en Haïti 38
D.1. Tableau de répartition de la population handicapée en Haiti 39
E. Domaines d'intervention 40
E.1. L'accès aux soins de santé limité 40
E.2. Le problème d'accessibilité aux services et celui de l'intégration 40
E.3. Les problèmes liés à l'Education des enfants et des jeunes handicapés 42
E.4. Les réticences à intégrer les personnes handicapées dans le système de l'emploi et celui de la production. 44
E.5. Un support juridique à mettre en place 44
E.6. Les tentatives de correction 45
1. Au point de vue politique: 46
2. Au point de vue sanitaire : une mesure de prévention 46
3. Sur le plan social 46
4. Sur le plan éducatif 46
5. En ce qui a trait aux Sports et aux Loisirs 47
6. Réalisations concrètes 47

Chapitre III : POUR UNE POLITIQUE NATIONALE GLOBALE DU HANDICAP 49

A. Enoncé de Politique Nationale 49
A.1. Renforcement institutionnel 50
A.2. Politique Nationale au bénéfice des personnes handicapées 51
A.3. Plan directeur 52
A.4. Politique d'insertion 53
A.5. Un agenda approprié 54

Chapitre IV : POLITIQUES PUBLIQUES DE LA SEIPH 55

A. Définition et Enoncé de politiques publiques 55
A.1. La Prévention 56
A.2. La problématique de la petite enfance en situation de handicap 59
A.3. La Condition de la femme handicapée 62
A.4. La problématique des personnes âgées 64

B. L'Accessibilité aux services de base 67
B.1. La Santé.....68
B.2. Le Logement et l'environnement sécurisants 69
B.3. Le Transport 70
B.4. L'Education/la Formation Professionnelle.....71
B.5. L'Emploi.....73
B.6. L'Accès à la justice et au service juridique.....74
B.7. L'Accès aux Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC).....75
B.8. La Culture, les Loisirs et le Sport 76

C. La Coopération au bénéfice du Handicap.....77

Conclusion.....79

Contexte

Une politique nationale prenant en compte la problématique du handicap
(Justification de la politique nationale).

Le 17 mai 2007, Son Excellence M. René Préval, Président de la République d'Haïti et le Premier Ministre M. Jacques Edouard Alexis créèrent par arrêté, *le Bureau du Secrétaire d'État à l'Intégration des Personnes Handicapées*.

La création de cette nouvelle structure a été généralement accueillie avec satisfaction par la collectivité nationale.

Le nouveau Secrétaire d'Etat nommé par le Président Préval, le Docteur Michel A. Péan, est un non-voyant, parfaitement pénétré de la problématique du handicap, coordonnateur de la ***Société Haïtienne d'Aide aux Aveugles***, ancien secrétaire national du RANIPH et également membre du comité exécutif du ***Conseil Caraïbéen des Aveugles*** dont le siège est à Antigua.

Une fois installé, ayant effectué les premières analyses suite à un constat sans complaisance et recueilli les données brutes, le Secrétaire d'État, fort du soutien du Ministre des Affaires Sociales et du Travail d'alors, M. Gérald GERMAIN, de ses collaborateurs immédiats, des associations et institutions œu-

vrant dans le domaine du handicap, s'est orienté vers l'idée de l'élaboration d'un document dans lequel seront consignées les grandes orientations de la nouvelle entité. Dans l'esprit de plus d'un, il était évident que pour garantir une masse critique d'idées pertinentes, assemblant des opinions, remarques et considérations venant de toutes parts, l'idée d'un forum a été retenue. Ce forum, réalisé les 4 et 5 octobre 2007 sous le patronage du Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST), a été fécond en propositions et recommandations de toutes sortes. Les actes de ce forum ont apporté un authentique éclairage et un vibrant témoignage sur l'intérêt que suscite cette catégorie de personnes jusque là négligée. Sa tenue et les révélations qui en ont résulté ont enrichi la vision de départ par une authentique contribution venant des personnes handicapées elles-mêmes ainsi que d'autres secteurs qui acceptent d'embrasser leurs causes. La concordance de certaines préoccupations indique que les hypothèses de départ étaient fondées pour les choix politiques qui ne seront pas de simples vœux pieux ou des énoncés de principe mais des actes concrets à poser au bénéfice de la population handicapée d'abord et de toute la nation ensuite.

Un sujet d'intérêt public

Le problème du handicap dépasse les limites d'Haïti; c'est, tout compte fait, un problème d'envergure mondiale comme l'atteste le chiffre de 650,000.000 de personnes handicapées à travers le monde selon les dernières statistiques avancées par les Nations Unies. Chez nous, son impact est d'autant plus grand que nous sommes un pays pauvre en proie à une misè-

re atroce, à un sous-développement chronique frappant plus cruellement les personnes handicapées. Doublement fragilisées par leur handicap et par la misère, celles-ci demeuraient jusque là ignorées d'un Etat défaillant dans tous les domaines et dont la politique sociale envers les personnes handicapées constituerait le dernier des soucis et préoccupations.

Le handicap et la perception qu'on en a

Pendant très longtemps, trop longtemps, la société haïtienne a accablé de son mépris les personnes handicapées et a fait montre d'insensibilité à leur égard, mises à part quelques actions caritatives entreprises par des églises ou autres institutions philanthropiques de la société civile. Cette attitude inhumaine est susceptible de créer chez bon nombre de personnes handicapées un sentiment d'inutilité et même un complexe psychologique d'infériorité. Un tel comportement répréhensible et condamnable s'expliquait par les croyances populaires selon lesquelles toute forme de handicap venait de Dieu ou du malin. Abandonnées à elles-mêmes, les personnes handicapées en proie à la faim et à la mendicité, versent dans l'oisiveté avant de sombrer dans le désespoir. Heureusement, à côté des cas de réadaptation spontanée identifiés au niveau de la population handicapée d'Haïti, des associations et institutions œuvrant dans ce domaine ont largement contribué à sensibiliser les Haïtiens et les Haïtiennes sur la situation de ces personnes et la nécessité de prendre en compte la défense de leurs droits.

Vulgariser, mettre à découvert ces problèmes, agir avec efficacité pour améliorer progressivement les conditions des personnes handicapées et changer la perception de la société sur la

problématique du handicap, constituent des tâches urgentes dans l'édification d'une République juste à vocation égalitaire.

Les idées forces du livre

Ce livre se veut un instrument d'échange et de liaison entre les personnes handicapées, l'État, les organismes non gouvernementaux et la population. Il pose, entre autres, le problème du handicap aujourd'hui, et les différentes difficultés auxquelles sont confrontées ces personnes. A partir de ce constat, la présente brochure dégagera les idées forces d'une politique publique et nationale en vue d'une amélioration voire d'une solution définitive aux problèmes des personnes vivant avec une incapacité.

Ces idées forces sont :

- prendre à bras le corps, en Haïti, la problématique du handicap et en faire une priorité en application de la Convention des Nations Unies adoptée en décembre 2006 et ratifiée par le Parlemnt haïtien le 12 mars 2009;
- situer cette problématique au niveau des préoccupations essentielles de l'État haïtien ;
- changer, par l'intégration sociale, la vision traditionnelle du handicap en Haïti ;
- faire des personnes handicapées une catégorie d'êtres responsables ayant droit au respect, au travail et à la production sans discrimination aucune.

CHAPITRE I

Cadre global et perspectives

A. Situation géographique d'Haïti

Haïti a une superficie de 27.700 km^2. Cette superficie en fait la troisième des grandes Antilles en taille, comparée à celles de Cuba : 114.524 km^2 et de la République Dominicaine : 48.442 km^2. Cîme émergée de l'Arc des Antilles, Haïti, terre montagneuse, est plus accidentée que la Suisse. Pour traduire la complexité et le bouleversement de son relief, des géographes le comparent à une feuille de papier froissée.

Haïti, Quisqueya, Bohio au nom officiel retenu d'Haïti est définitivement une République après avoir connu d'autres formes de Gouvernement et d'autres régimes.

Nom officiel	**:** République d'Haïti
Drapeau	**:** Bleu et rouge placés horizontalement Le bleu au-dessus.

Capitale : Port-au-Prince
Superficie : 27.750 km^2
Population : 8.706,497 (estimation 2007)
Taux de croissance : 2,45 % (estimation 2007)
Espérance de vie : 57 années (estimation 2007)
Taux de mortalité infantile : 64 pour 1.000
Langues officielles : Français et Créole haïtien
Religions principales : Catholicisme, Protestantisme, Vaudou

Les indicateurs suivants sont utilisés pour présenter la situation qui prévaut en Haïti :

- la pression démographique : 250 habitants au Km^2 ;
- l'urbanisation sauvage, l'exode et la pauvreté : chaque hectare de terre cultivable nourrit et fait vivre au minimum 12 personnes ;
- la pyramide des âges en 1995, estimait que 43% des Haïtiens avaient moins de 15 ans et qu'un Haïtien sur cinq avait entre 15 et 24 ans ;
- la production, l'emploi et les revenus : le PIB par tête d'habitant est de 3.000 gourdes par an et 50% des Haïtiens arrivent à peine à assurer la couverture de leurs besoins essentiels ;

- le taux de scolarisation est encore bas ; le taux d'analphabétisme est de 65% ; cette situation générale est aggravée par un fort pourcentage de personnes handicapées. Celles-ci, pour la plupart, font partie de la classe des défavorisés ; ce qui a pour conséquence l'augmentation de la pauvreté générale et la marginalisation des personnes handicapées.

Un État responsable se doit de corriger cet état de fait inacceptable. C'est dans ce sens que s'orientent depuis un peu plus de deux ans les actions de la nouvelle équipe gouvernementale et plus particulièrement de la Secrétairerie d'Etat à l'Intégration des Personnes Handicapées.

B. Historique (Evolution de la situation des personnes handicapées en Haïti).

L'un des traits caractéristiques des sociétés humaines est leur tendance à l'affrontement permanent. De tout temps, sous toutes les latitudes, dans ses agissements et ses pratiques, comme dit le vieux dicton, **« *l'homme est un loup pour l'homme* ».**

Grace à l'évolution dans les rapports humains au cours des siècles, il y eut une nette amélioration de ceux-ci rendue possible par une humanisation certaine due au recul de l'ignorance, à la multiplication des voyages, donc à une meilleure connaissance de l'autre. Toutefois, supplices et tortures continuent d'être appliqués par l'homme moderne contre ses semblables.

Si le handicap résulte avant tout de la perception sociale négative des incapacités et des barrières que la société dresse en face de celles-ci, on doit attribuer aussi à des causes historiques la plupart de ses manifestations. A côté des tares psychologiques que l'homme haïtien a héritées de la colonisation, il y a lieu de mettre sur le compte de cette dernière des pratiques de violence ayant provoqué dans le passé, et continuant de perdurer dans le présent, d'innombrables mutilations et infirmités physiques accablant une catégorie assez importante de la population haïtienne.

Certaines dispositions du Code Noir publié en 1685, deux ans après la mort de son instigateur Jean Baptiste Colbert (1619-1683), puissant Contrôleur Général et Ministre du Roi de France Louis XIV, entérinaient la pratique esclavagiste à St Domingue, justifiaient implicitement et légalisaient atrocités et mutilations exercées au détriment de l'esclave. Comme en témoigne l'article 38 de cette charte.

> ***Article 38***
> ***L'esclave fugitif qui aura été en fuite pendant un mois, à compter du jour que son maître l'aura dénoncé en justice, aura les oreilles coupées et sera marqué d'une fleur de lys à une épaule; S'il récidive un autre mois pareillement du jour de la dénonciation, il aura le jarret coupé, et il sera marqué d'une fleur de lys sur l'autre épaule; et, la troisième fois, il sera puni de mort.***

Cette remontée dans l'histoire est loin d'être sans intérêt. Elle nous permet de constater qu'avant même notre indépendance, le 1er janvier 1804, il existait déjà dans la colonie, des handicaps parfois naturels, mais le plus souvent provoqués par un système inhumain.

Pourtant, aucun texte de loi adopté après l'indépendance et tout au long des différents régimes qui se sont succédé n'a pris en compte le problème de ces personnes handicapées.

B.1. Actions en faveur des personnes handicapées sur le plan international

A travers le monde, les personnes vivant avec une déficience physique, mentale ou sensorielle ont toujours été l'objet de discrimination tant familiale que sociale. Cependant, avec la promotion des Droits de l'Homme, en la deuxième moitié du vingtième siècle, sur le plan international, des pas importants ont été franchis surtout avec l'adoption de différents Accords, Déclarations, Conventions, Traités, (non contraignants) visant la protection des personnes handicapées. Retenons à cet égard les documents ci-après :

- ***La Déclaration des Droits des Personnes Retardées Mentales***
- ***La Déclaration des Droits des Personnes Handicapées***
- ***Le Programme d'Action Mondial concernant les Personnes Handicapées***
- ***Les Directives de Tallin d'Action pour le Développement des Ressources Humaines dans le domaine de l'incapacité***
- ***Les Principes pour la Protection des Personnes vivant avec une Maladie Mentale et l'Amélioration de la Santé Mentale***
- ***Les Règles Standards pour l'Egalisation des Personnes vivant avec des Incapacités***
- ***Les Recommandations de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) au sujet de la réadaptation professionnelle des personnes handicapées***

- ***La Déclaration de Sundberg sur des Actions et des Stratégies pour l'Education et l'Intégration.***

Les plus réputés de ces documents demeurent la **Convention Interaméricaine pour l'Élimination de toutes les Formes de Discrimination contre les Personnes Handicapées adoptée par l'Organisation des Etats Américains (OEA) en 1999** et la **Convention des Nations Unies relative aux Droits des Personnes Handicapées adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies en 2006.**

Au fil des ans et systématiquement au début des années 80, des efforts considérables ont été consentis. Aussi, l'année 1981 a-t-elle été déclarée **« ANNÉE MONDIALE DES PERSONNES HANDICAPÉES ».** Dans la même perspective, par la suite, l'Assemblée Générale des Nations Unies a proclamé la période 1983-1992, **« DECENNIE DES NATIONS-UNIES POUR LES PERSONNES HANDICAPEES »** et a retenu la date du 3 décembre comme **« Journée Internationale des handicapés ».**

B.2.- Actions en faveur des personnes handicapées sur le plan national

Sur le plan national, passant en revue toutes les Constitutions de la République de 1801 à 1983, si l'on part du principe général cardinal « tous les hommes naissent et demeurent égaux en droit et en dignité », il est certain que, dès la publication de notre première Constitution, celle de Toussaint Louverture, les droits fondamentaux des personnes handicapées étaient théoriquement garantis. Toutefois, si l'on considère que la personne vivant avec une incapacité a des besoins spéciaux et en conséquence doit bénéficier d'une protection

légale spéciale, il est clair que ce secteur a toujours été traité en parent pauvre, car nulle part, il n'est fait mention d'une quelconque protection spécifique des personnes handicapées. Même la Constitution de 1889, qui a le plus longtemps survécu, a omis de réserver un espace plaidant pour une prise en compte des personnes handicapées.

Il faudra attendre la promulgation de la Constitution de 1987 pour panser la plaie de l'injustice que représentent tant d'années d'exclusion. En effet, en son article 32-8, cette Constitution reconnait aux personnes handicapées le droit à l'autonomie, à l'éducation et à l'indépendance.

A part cette reconnaissance, il faut mettre à l'actif des gouvernements haïtiens un bilan très maigre dans le domaine de l'intégration des personnes handicapées :

- prévision dans la loi organique créant le Ministère des Affaires Sociales et du Travail de mesures de protection en faveur de personnes atteintes d'une incapacité causée par un accident de travail ;
- création en 1983, par l'Etat haïtien, du Conseil National pour la Réhabilitation des Personnes Handicapées (CONARHAN) ;
- ratification en 1994, par le Parlement haïtien, de la Convention relative aux Droits de l'Enfant reconnaissant aux enfants handicapés les mêmes droits que les enfants dits normaux ;
- signature en 1998, par l'Etat haïtien, de concert avec d'autres Etats de la Caraïbe et de l'Amérique latine de la Déclaration de San Juan de Porto-Rico reconnaissant la

nécessité pour les personnes handicapées de participer au processus démocratique de la zone ;

- signature par Haïti en 1999 de la Convention Interaméricaine pour l'Elimination de toutes les Formes de Discrimination contre les Personnes Handicapées adoptée par l'Organisation des Etats Américains (OEA).

Il nous faut mentionner que, à l'instigation du Gouvernement, la Convention Interaméricaine et celle des Nations Unies relatives aux Droits des Personnes Handicapées ont été ratifiées par le Parlement haïtien réuni en Assemblée Nationale le jeudi 12 mars 2009.

C. La SEIPH : un instrument au service des personnes handicapées

La création de la Secrétairerie d'Etat à l'Intégration des Personnes Handicapées, en mai 2007 par l'Exécutif haïtien, a été perçue par l'opinion publique haïtienne comme un acte inédit dans l'administration de l'État haïtien. Depuis l'adoption de la Constitution de 1987, c'est la première fois que l'article 32-8 de cette charte a été visé dans un arrêté présidentiel dans le cadre de la nomination du Secrétaire d'Etat à l'Intégration des Personnes Handicapées.

Cet article fait obligation à l'État haïtien de fournir aux personnes handicapées et aux surdoués des moyens nécessaires à leur fonctionnement.

En prenant cette décision, le Gouvernement a fait montre

de clairvoyance et de sens de responsabilité. Les personnes handicapées ont été pendant toute l'histoire de notre pays, une catégorie marginalisée, délaissée, subissant l'indifférence ou la tyrannie des autorités étatiques, des parents et de la société en général.

En créant cette structure étatique, le Gouvernement de la République peut s'enorgueillir de tenter de relever le défi auquel faisaient face les personnes handicapées. Celui d'avoir accès aux soins de santé, à l'éducation, au travail. À travers le monde, ces personnes évoluent dans un environnement social, culturel, économique généralement difficile. Elles y sont marginalisées.

Si cette situation déplorable reste un problème non encore résolu dans les pays occidentaux, on peut facilement imaginer son ampleur dans les pays en développement. En effet, le facteur pauvreté a renforcé le processus d'exclusion, découragé la distribution des services sociaux et l'adoption de mesures légales visant l'intégration, le développement plein et entier des personnes handicapées.

De surcroît, en Haïti, les personnes handicapées, en plus des problèmes particuliers liés à des conditions économiques exécrables et l'état du pays en général, sont également confrontées à d'autres types de difficultés résultant de leur limitation fonctionnelle face à un environnement physique et matériel dégradé (rues défoncées, trottoirs encombrés, absence de facilités d'accès dans les bâtiments ouverts au public).

Aux problèmes confrontés par ces personnes, la Secrétairerie d'Etat à l'Intégration des Personnes Handicapées entend

apporter des solutions appropriées dans le cadre de sa compétence et en fonction de ses moyens. Elle s'est attelée à cette mission spécifique.

C.1. Sa Mission

La Secrétairerie d'Etat à l'Intégration des Personnes Handicapées s'est vu confier par l'État haïtien la mission suivante:

- concevoir, élaborer une politique nationale en faveur des personnes handicapées ;
- poser des gestes concrets sur différents plans non seulement pour soulager la misère générale mais encore pour contribuer à l'épanouissement et à l'intégration de la population handicapée d'Haïti.

Cette mission est claire et sans détour. Elle vise à l'amélioration de la vie des personnes handicapées en changeant d'une part la perception qu'en a la population et d'autre part en relevant leur condition de vie. L'action en faveur des personnes vivant avec un handicap doit être abordée sous un aspect national en harmonie avec l'esprit de décentralisation que postule la constitution et sans discrimination aucune. **Cette action doit être transversale en termes d'intervention au niveau de l'Etat et être entreprise dans le respect de la dignité de ces personnes, c'est-à-dire dégagée de toute tendance à la commisération, à la pitié, et de tout esprit de charité.**

C.2.- Ses objectifs généraux et spécifiques

Réussir sa mission implique pour la SEIPH de se donner les orientations générales suivantes qui sont pour elle autant

d'objectifs à atteindre :

- développer une politique publique en faveur des personnes handicapées en tenant compte des éléments d'identification et de repérage suivants : caractéristiques, recensement, localisation ;
- préciser les différentes actions à poser adéquatement pour réussir cette politique ;
- reconnaître les personnes handicapées dans leur plénitude d'hommes, de femmes, de citoyens et de citoyennes comme partenaires ;
- encourager les personnes handicapées à s'organiser pour défendre leurs droits citoyens ;
- identifier les problèmes des personnes handicapées par ordre de priorité en visant graduellement à leur solution ;
- améliorer les services publics pour faciliter leur accès aux personnes handicapées;
- sensibiliser les uns et les autres aux problèmes des personnes en situation de handicap ;
- provoquer un grand élan de générosité et de solidarité comme contribution de la SEIPH à la transformation au mieux de la nation ;
- contribuer à la prévention et à la réduction du nombre de personnes handicapées ;
- contribuer à l'édification d'une société solidaire.

C.3.- Structure opérationnelle de la SEIPH

La transversalité de la question du handicap oblige les responsables à dialoguer avec les organismes publics et privés en vue de la recherche de solutions durables à l'intégration des personnes handicapées. Pour y parvenir, la SEIPH a mis en place une structure opérationnelle fonctionnant à un double niveau central et régional.

La Structure Centrale

a. ***Le Bureau du Secrétaire d'Etat*** est l'organe exécutif de la SEIPH. Le Secrétaire d'Etat prend les décisions politiques et entérine les décisions administratives. Il participe aux conseils de gouvernement, aux conseils des ministres et applique la politique du Gouvernement dans le domaine du handicap.

b. ***Le Cabinet Technique*** est composé de cadres (professionnels, techniciens et spécialistes) qui conseillent et assistent le Secrétaire d'Etat dans des domaines aussi différents que spécifiques comme la réadaptation, la politique d'accessibilité, l'économie, le cadre juridique, l'éducation spéciale, la production intellectuelle, etc.

c. ***Le CONARHAN***, Conseil National pour la Réhabilitation des Personnes Handicapées, est un organe consultatif pour la SEIPH. Il joue le rôle d'élément de liaison entre le Gouvernement et la Société Civile, facilite le dialogue entre ces deux instances et œuvre à la prise de décision en faveur des personnes handicapées. Le CONARHAN est composé de neuf (9) membres, tous nommés par arrêté présidentiel.

d. Les Unités et Services

d.1. L'Unité Administrative : Elle a à sa tête un coordonnateur administratif qui règle toutes les questions relevant de l'administration de la SEIPH.

d.2. L'Unité d'Etudes, de Planification et d'Investissement : C'est un organe technique de la Secrétairerie d'Etat à l'Intégration des Personnes Handicapées qui a pour mission de :

a. participer à l'élaboration des politiques nationales d'intégration socio-économique des personnes handicapées ;
b. concevoir, élaborer, évaluer les dossiers de projets et veiller à leur application et suivi.

d.3. Le Service de Sensibilisation et de Formation : Il a pour rôle de sensibiliser l'ensemble de la communauté haïtienne sur la problématique du handicap d'une part et d'assurer la formation continue des cadres de la SEIPH d'autre part. Ce service s'occupe aussi des relations publiques de l'Institution.

La Structure régionale

a. Les Bureaux départementaux : différents départements seront progressivement dotés de Bureau dont le rôle est de servir de liaison avec le Bureau Central pour appliquer la politique de la SEIPH sur le handicap.

b. Des Commissions Communales d'Accessibilité: composées de membres de secteurs publics et privés seront constituées pour faciliter l'accessibilité des personnes handicapées aux services publics comme les soins de santé, l'école, les espaces ouverts aux publics (parcs, trottoirs, parkings etc).

CHAPITRE II

Politique nationale d'intégration des personnes handicapées

A.- Politique d'Intégration de la SEIPH

Dans l'imposant dispositif des politiques publiques, la politique d'intégration se veut une démarche théorique après observation et analyse, une intervention dynamique dont l'activité et l'influence s'exercent d'abord sur les personnes handicapées, ensuite sur la société civile et sur les instances étatiques et gouvernementales, chacune en ce qui la concerne.

Partant du principe que la personne handicapée est un citoyen à part entière et conscient de l'être, astreinte à des devoirs familiaux et citoyens, la société doit tout mettre en œuvre pour que toute personne handicapée jouisse de ses droits civils et politiques et bénéficie des avantages que nécessite sa condition, sans arrière pensée caritative.

A ce propos, la politique nationale élaborée devra tenir compte à la fois des expériences passées, de l'action présente instrumentalisée, pour préparer et aménager le futur. La politique nationale, la même partout sur le territoire, selon les possibilités financières, vise le bien-être collectif et se concrétise par des activités de communication, de formation, d'insertion et autres. Un état des lieux donc s'impose permettant de diagnostiquer le problème, identifier les besoins et agir en conséquence pour l'amélioration, sur tous les plans, de la situation générale des personnes handicapées.

Les personnes handicapées sont présentes dans toutes les couches sociales tant à la campagne que dans les zones urbaines du pays. Une approche de cette problématique qui s'étend à l'échelle de la nation implique de la bien cerner d'abord, ensuite d'appréhender sa manifestation en Haïti (un état des lieux) et enfin de délimiter les domaines d'intervention pour y apporter des éléments de solution.

B.- Définition du handicap

Le terme « handicap se réfère à une déficience physique, mentale, ou sensorielle, qu'elle soit de nature permanente ou temporaire, qui limite la capacité d'exercer une ou plusieurs activités essentielles de la vie quotidienne, et qui peut être causée ou aggravée par l'environnement économique et social ». ***(Convention Interaméricaine pour l'Elimination de toutes les Formes de Discrimination contre les Personnes Handicapées).***

Il existe différents types de handicap que nous aborderons à travers la typologie suivante :

C.- Typologie du handicap

1. Handicap moteur

Le handicap moteur peut toucher un membre ou l'ensemble du corps. Ainsi, les personnes atteintes de ce handicap se déplacent soit debout en s'aidant d'une paire de béquilles, soit en fauteuil roulant. En pratique, les déficiences motrices engendrent une gêne ou un empêchement dans les déplacements, la préhension d'objets et parfois l'expression.

On distingue différents types de handicap moteur. Sans être exhaustif, nous pouvons citer:

La Blessure médullaire : lésion de la moëlle épinière.

La Paraplégie : paralysie du corps au niveau de la lésion de la moëlle épinière dorsolombaire se traduisant par une atteinte motrice et/ou sensitive des membres inférieurs et de la sangle abdominale.

La Quadraplégie : paralysie motrice et/ou sensitive des quatre membres et du tronc due à une lésion de la moëlle épinière cervicale (au niveau du cou).

Le Spasme musculaire : Mouvement involontaire et incontrôlable des membres paralysés, le plus souvent chez le blessé médullaire.

La Trachéotomie : Passage au niveau du cou qui permet à une canule de se loger dans la trachée afin de permettre à la personne de respirer dans le cas de traumatisme ou de maladie respiratoire.

L'Hémiplégie : paralysie motrice et/ou sensitive de la moitié du corps dans le sens vertical due à une lésion cérébrale.

L'Accident Vasculaire Cérébral (AVC): Il peut avoir pour origine soit un vaisseau qui se bouche (thrombose) ou bien qui se fissure (hémorragie).

L'Infirmité motrice cérébrale ((IMC): affection se traduisant par des troubles moteurs liés à une lésion cérébrale mais ne touchant pas l'intellect.

Le Traumatisme Crânien : Atteinte cérébrale due à un traumatisme accidentel. Chez le traumatisé crânien, des troubles moteurs peuvent exister (type hémiplégie) mais également des troubles du comportement (lenteur, excitabilité, désinhibition, perte de repère dans le temps et/ou dans l'espace).

2.- Handicap visuel

Le handicap visuel recouvre des réalités variées, s'échelonnant d'un trouble visuel à une cécité complète.

On peut citer dans la catégorie des handicaps visuels:

L'Amblyopie : baisse de l'acuité visuelle sans lésion de l'œil.

La Malvoyance : cas de cécité partielle

La Cécité : état d'une personne totalement aveugle

3. Handicap mental

L'Autisme : handicap du développement entraînant des difficultés à communiquer et comprendre les relations sociales.

L'Encéphalopathie : déficience mentale associée à des troubles moteurs ou sensoriels.

La Trisomie 21 : anomalie de la paire 21 des chromosomes entraînant de graves déficiences intellectuelles.

4.- Handicap psychique

L'Hystérie : névrose caractérisée par une exagération de l'expression psychique et affective.

La Névrose : affection caractérisée par des troubles affectifs et émotionnels dont le sujet est conscient.

La Psychose : affection caractérisée par une altération profonde de la personnalité et des fonctions intellectuelles dont le sujet n'est pas conscient.

La Schizophrénie : psychose caractérisée par un disfonctionnement psychique, une perte du contact avec autrui et un repli sur soi.

Les Troubles Obsessionnels Compulsifs (TOC): le sujet souffre d'obsessions et de compulsions. Les obsessions sont des images ou des pensées récurrentes qui créent de l'anxiété. Les compulsions sont des comportements répétitifs émis en réaction aux obsessions.

5.- Handicap auditif

Qu'il soit de naissance, dû à une maladie ou à un accident, le handicap auditif compromet sensiblement la communication et l'accès à l'information si l'environnement n'y veille pas. La personne sourde ou malentendante développe sa propre stratégie pour contourner son handicap et communiquer. Face à ce handicap peu visible et souvent sous-estimé, certaines personnes sourdes ou malentendantes réagissent en évitant les contacts et parfois en s'isolant progressivement. Cependant, les modes de communication adaptée, les nouvelles méthodes d'apprentissage et l'appareillage approprié leur permettent de s'intégrer et de vivre presque « normalement ».

Les handicaps auditifs sont:

La Surdité de transmission : elle touche l'oreille externe et se caractérise par une perte des sons graves.

La Surdité de perception: touche l'oreille interne. Généralement, elle se corrige efficacement par des appareils auditifs. Elle peut être causée par des expositions à des sons très forts.

Face à ces différents types de handicap, il va sans dire que l'Etat doit agir avec célérité, étant inspiré par des politiques publiques prenant en compte les difficultés qu'engendre chaque type de handicap. Des actions correctives visant l'adaptation des immeubles, la multiplication des appareils orthopédiques, la disponibilité des médicaments dans le cas des personnes atteintes de trisomie doivent être entreprises non seulement à Port-au-Prince et dans les zones urbaines, mais encore dans les provinces et dans les coins les plus reculés du pays.

D. Etat de la situation du Handicap en Haïti

Cette question n'a pas de réponse immédiate. Pour tout élément de réponses, il est urgent d'envisager un recensement sérieux suivi d'enquêtes devant tenir compte des spécificités locales et des disparités régionales. Dans cette même démarche, la typologie du handicap doit être une donne importante qui mérite d'être prise en compte. Cela va sans dire que les études antérieures sont, pour le moment, d'un grand apport pour mener à bien ce travail qui utilisera donc des chiffres qui, même s'ils datent de plus de 20 ans, peuvent servir d'indicateurs, étant en conformité avec les calculs standards des Nations- Unies, en attendant que de nouvelles recherches sur le terrain fournissent des statistiques plus récentes nécessaires à un meilleur éclairage de la problématique à l'heure actuelle.

Ces chiffres, figurant dans le tableau ci-dessous, font état d'une population handicapée estimée à 800.000 personnes, soit environ 10% de la population totale d'Haïti. En tenant compte des différents types de déficience, cette population est répartie de la manière suivante :

D.1- Tableau de répartition de la population handicapée en Haiti

Type de déficience	%	Nombre de personnes
Déficients moteurs	25	200.000
Déficients visuels	9	72.000
Déficients auditifs	9	72.000
Personnes en difficultés d'apprentissage	43	344.000
Cas de lèpre non soignés	1	8.000
Cas d'épilepsie non soignés	6	48.000
Personnes avec des comportements étranges	6	48.000
Déficients multiples	1	8.000
Total	**100**	**800.000**

Source : Handicap International et RANIPH (2003).-

Les personnes handicapées sont pénalisées en raison du manque d'accès aux services de base. Il serait hasardeux d'affirmer que, de nos jours, 3% de la population des personnes à besoins spéciaux ont accès aux services de santé, d'éducation, de réadaptation à l'échelle du pays. Les besoins que nécessite la condition des Haïtiens vivant avec une déficience dévoilent les nombreuses et graves contraintes auxquelles ils doivent faire face. Toute politique publique qui se veut responsable doit en tenir compte en identifiant d'abord ces contraintes pour les éliminer ensuite par des actions ponctuelles et énergiques.

E.- Domaines d'intervention

E.1.- L'accès aux soins de santé limité

Une étude réalisée par Healing Hands for Haïti Foundation, en janvier 2002, révèle que seulement 1 à 3% de la population haïtienne bénéficie d'une forme de protection sociale de la part de l'État face à la maladie, la maternité, les accidents ou la vieillesse.

Les personnes handicapées sont souvent considérées comme ***les pauvres des pauvres*** car, en plus de leur situation difficile, elles sont plus vulnérables vu qu'elles sont au chômage et sans ressources financières pour faire face aux problèmes de tout ordre. En raison de la détérioration des conditions de vie en Haïti, l'accès aux soins de santé curatifs et préventifs est limité ; dans le cas des personnes handicapées, aucun système spécifique n'a été valablement expérimenté.

L'accès aux soins de santé est d'autant plus limité pour ces personnes que le nombre de postes de santé desservant l'ensemble de la population haïtienne est restreint.

E.2.- Le problème d'accessibilité aux services et celui de l'intégration

Le caractère exclusiviste, sectaire et clanique de la société haïtienne, frappe de plein fouet les personnes handicapées. En effet, ces personnes doivent tout mettre en œuvre pour essayer d'arriver à s'intégrer et à vivre normalement dans cette société où même des personnes jouissant de toutes leurs capacités peinent à émerger. La situation des personnes handicapées vivant

dans les pays occidentaux s'est largement améliorée. Des dispositions ont été prises dans ces pays pour faciliter leur intégration et rendre leur vie moins pénible, plus aisée. A leur intention, des espaces sont aménagés en vue de faciliter leur déplacement (construction de rampes, aménagement d'aires de stationnement et de circulation réservées). En leur qualité de citoyens et de citoyennes à part entière bénéficiant de droits, elles sont astreintes à des devoirs et sont mêmes assujetties au paiement des impôts et taxes prévus par la loi en plus de s'acquitter des frais de services qui leur sont fournis par les différentes institutions publiques, semi-publiques et privées.

Or, en Haïti, la Direction Générale des Impôts et l'Administration Générale des Douanes, les deux principales institutions responsables de la collecte des recettes de l'État, pour ne prendre que ces deux exemples, font peu de cas de cette catégorie de contribuables. De même, aucune disposition n'est prise en vue de favoriser leur accès aux bâtiments et espaces tant publics que privés. En plus des nuisances déjà signalées (inexistence de rampes, absence d'aires de stationnement réservées) d'autres ne manquent pas qui diminuent encore davantage la mobilité des personnes handicapées :

- difficulté de circulation sur fauteuils roulants pour cause d'espaces non aménagés à cette fin ;
- occupation des trottoirs par des marchands, des petits commerçants ou des garagistes ;
- dissémination des crevasses à travers les différentes rues de la capitale et des principales villes du pays ;
- non observance de la règle de priorité à accorder aux personnes handicapées dans les transports publics.

Ce ne sont là que quelques exemples de difficultés que les personnes handicapées affrontent et essayent de surmonter quotidiennement pour vivre de façon autonome et décente en Haïti.

La politique d'intégration doit prendre en compte cette situation inacceptable et intenable par un effort de correction, de réparation et de restauration pour rétablir dans leur plein droit les personnes handicapées.

E.3.- Les problèmes liés à l'Education des enfants et des jeunes handicapés

Les résultats d'une enquête conduite par la Commission de l'Adaptation Scolaire et d'Appui Social (CASAS) du Ministère de l'Education Nationale en 1998 font état de 23 écoles spéciales et centres de réadaptation pour des personnes handicapées. Sur une population de 120.000 jeunes et enfants handicapés en âge de fréquenter l'école, 2019 ont accès à l'instruction, soit 1.7 %. Au cours de ces dix dernières années (1998-2008), le taux de scolarisation des personnes handicapées est passé de 1.7% à 3,5%. Le tableau est encore sombre : 3,5 % d'enfants handicapés scolarisés contre 70% d'enfants non handicapés scolarisés.

L'enquête de la CASAS révèle que sur un total de 46.919 professeurs (1er et 2ème cycle fondamental), seulement 298 ont reçu une formation en éducation spéciale.

Le manque de préparation des enseignants haïtiens au niveau des écoles régulières est flagrant. Il explique que ceux-ci soient mal armés pour détecter les cas de difficultés d'appren-

tissage et faciliter l'intégration des jeunes handicapés. On ne retrouve pas de modules d'éducation spéciale dans le curriculum des universités, en particulier dans les centres de formation des enseignants. L'une des lacunes du Plan National d'Education et de Formation demeure l'absence de service en éducation spéciale comme section à part entière.

Le système éducatif haïtien ne prend pas en considération les cas de déficiences en général. Cependant, on pourrait citer des cas d'aveugles et de sourds-muets qui parviennent à réussir dans le système. Dans le même ordre d'idées, les enfants ayant des difficultés d'apprentissage sont fort souvent ignorés. Dans cette catégorie, distinguons ceux qui sont scolarisables (déficience légère allant jusqu'à la moyenne) de ceux qui sont non scolarisables (déficiences profondes et déficiences multiples).

Les expériences réalisées par les éducateurs spécialisés prouvent que ceux de la première catégorie peuvent parvenir à boucler le cycle primaire. Ces enfants sont cependant pénalisés par le système éducatif vu qu'il n'y a pas un curriculum spécial pour eux. De ce fait, ils subissent les mêmes examens que les enfants des écoles régulières.

Les éducateurs spécialisés soulignent l'importance de l'encadrement familial dans le processus de réadaptation d'un enfant handicapé. Fort souvent, des enfants handicapés doivent faire face aux coutumes et mœurs des parents qui constituent un obstacle à leur récupération. À titre d'exemple, ces parents qui rejettent le diagnostic du spécialiste et assimilent le comportement de leur enfant à du crétinisme ou à une malédiction.

E.4.- Les réticences à intégrer les personnes handicapées dans le système de l'emploi et celui de la production.

En juillet 2004, l'effectif de l'administration publique était estimé à 50.000 employés. Pour chaque tranche de 10.000 employés, la fonction publique comptait 2 personnes handicapées, soit un total de 10 fonctionnaires. Il y a de cela plus d'une dizaine d'années, aucune personne avec une déficience ne travaillait dans l'administration publique. Actuellement, trente personnes handicapées travaillent dans l'administration publique.

Dans le privé, au niveau du circuit formel, une sensible amélioration est constatée. Sur un effectif de 1.050 employés d'une entreprise de la place, 31 sont handicapés ; soit 2,95%. On peut également signaler quelques cas de personnes handicapées travaillant dans des entreprises familiales. Cependant, force est de constater qu'à qualification égale, le candidat ne souffrant d'aucune déficience sera retenu au détriment de celui ayant des limitations fonctionnelles, cause de ce taux de chômage surélevé au sein de la population handicapée.

Malgré les fortes réticences des institutions financières, (banques, caisses d'épargne, micro crédits) à octroyer des prêts aux personnes handicapées, plusieurs d'entre elles s'adonnent au commerce, notamment dans le circuit informel, en vue de subvenir à leurs besoins ainsi qu'à ceux de leur famille.

E.5.- Un Support juridique à mettre en place

Un support juridique s'avère nécessaire pour corriger les faiblesses existant dans ce domaine. En effet, jusqu'au vote

par le Parlement haitien, le 12 mars 2009, des Conventions de l'OEA et des Nations-Unies relatives aux Droits des Personnes Handicapées, seul l'article 32-8 de la Constitution faisait référence aux personnes handicapées. Cet article stipule: **« *L'Etat garantit aux handicapés et aux surdoués des moyens pour assurer leur autonomie, leur éducation, leur indépendance* ».**

Ce qui n'était qu'une déclaration de principes est en passe de devenir une réalité avec le vote de ces deux Conventions, car, selon l'article 276-2 de la Constitution en vigueur, les Conventions, Traités ou Accords internationaux, une fois sanctionnés par le Parlement, font partie de la législation nationale. Toutefois, un comité de suivi et d'application reste à mettre en place en vue de s'assurer du plein respect des droits des personnes handicapées.

La nomination d'un Secrétaire d'Etat à l'Intégration des Personnes Handicapées, en mai 2007, a joué un rôle important dans ce processus d'édification juridique. Cependant, force est de reconnaître qu'avant la création de la SEIPH, des efforts considérables ont été consentis notamment par des organisations de la société civile regroupées pour la plupart au sein du Réseau Associatif National pour l'Intégration des Personnes Handicapées (RANIPH).

E.6.- Les tentatives de correction

Même si les mesures prises en vue de corriger les carences dont sont victimes les personnes handicapées ne sont pas légion, il importe d'en énumérer quelques unes :

1. - Au point de vue politique:

Création de la Secrétairerie d'Etat à l'Intégration des Personnes Handicapées (SEIPH) suite à la nomination par arrêté présidentiel d'un Secrétaire d'Etat le 17 mai 2007.

2.- Au point de vue sanitaire : une mesure de prévention

Création du Comité National de Prévention de la Cécité (CNPC) regroupant des institutions tant du secteur public que du secteur privé en l'année 1998.

3. - Sur le plan social:

- La Caisse d'Assistance Sociale (CAS), pendant des années, était la seule institution publique qui faisait face aux problèmes des démunis et des personnes handicapées en leur donnant parfois un modeste chèque de 250 gourdes. Actuellement, ce montant est passé à 500 gourdes.

- Création, par un secteur intéressé de la société civile, du Réseau regroupant des associations œuvrant dans le domaine du handicap ; le Réseau Associatif National pour l'Intégration des Personnes Handicapées (RANIPH).

- Arrêté de la Mairie de Delmas en date du 28 novembre 2007, faisant obligation aux nouveaux bâtiments destinés à un service public de disposer des facilités spatiales pour les personnes handicapées.

4. - Sur le plan éducatif:

- Création, depuis 1994 au sein du Ministère de l'Education Nationale, d'une Commission dénommée Commission de

l'Adaptation Scolaire et d'Appui Social (CASAS) chargée de l'intégration scolaire des enfants handicapés dans le système éducatif régulier.

- Arrêté de la Mairie de Delmas en date du 28 novembre 2007 faisant obligation aux établissements scolaires d'accueillir les personnes handicapées.

5.- En ce qui a trait aux Sports et aux Loisirs :

Création du Comité Paralympique Haïtien, en l'année 2006, par la Fédération Haïtienne des Associations et Institutions des Personnes Handicapées d'Haïti (FHAIPH)

> ***(A noter pour mémoire, qu'au cours du mois de novembre 2007, deux athlètes haïtiens handicapés ont participé aux jeux paralympiques de Shangaï, David Rosenthal et Marinique Dubuisson. David a remporté deux médailles, une d'argent et une de bronze en 400 et 800 mètres marche).***

6.- Réalisations concrètes

Certaines réalisations méritent d'être mentionnées compte tenu de leur impact social :

• Création du Centre de Diagnostic Intégré (CDTI) situé à l'Avenue Charles Summer.

• Aménagement de rampes et guichets spéciaux par certaines banques et institutions privées en faveur des personnes handicapées, là ou le besoin se fait sentir.

Un autre exemple encourageant l'intégration des personnes handicapées est la création, en 1983, du Conseil National pour la Réhabilitation des Personnes Handicapées

(CONARHAN) qui a été reconstitué en Janvier 2008 suite à un arrêté présidentiel. Cependant, il convient de mentionner qu'avant cette reconstitution, malgré les efforts du Dr. Gérard Léon (premier Secrétaire Exécutif de cette entité) et l'appui du PNUD, le CONARHAN n'avait pas pu remplir pleinement sa mission.

Ce constat met en évidence, entre autres choses, le caractère transversal de la problématique du handicap dans la recherche de solutions. Dans cette perspective, il est tout à fait indiqué de noter ici l'effort qui doit être consenti par tout un chacun et par différentes institutions en vue d'un changement réel dans la vie des personnes handicapées.

CHAPITRE III

Pour une politique nationale globale du handicap

A. Enoncé de Politique Nationale

Dans le cadre de sa mission, la SEIPH se fixant un but, des objectifs généraux et spécifiques, se propose une vision large englobant les aspects tant géographique, politique, social, économique qu'humain pour asseoir sa politique nationale. Dans cette perspective, sa politique aura comme boussole l'équité sociale, dans la recherche de la satisfaction des besoins de toutes les personnes handicapées où qu'elles se trouvent sur le territoire national, dans un effort constant d'améliorer leur sort.

À considérer la situation du handicap en Haïti, les problèmes qui y sont liés, l'ampleur de ses manifestations (typologie), les solutions éparses et insuffisantes et la quasi insignifiance des corrections qui lui sont apportées dans les domaines qui lui sont transversaux (la Santé, l'Education, l'Emploi, la Justice…), la SEIPH se propose de s'attaquer à ces problèmes en vue de leur trouver des solutions appropriées. Ce qui passe par le renforcement institutionnel devant faciliter ensuite la

mise en place de cette politique nationale adéquate au bénéfice des personnes à besoins spéciaux.

A.1.- Renforcement institutionnel

Dans le domaine du renforcement institutionnel, la SEIPH fait la promotion des idées de déconcentration, de modernisation et de planification pour la recherche et l'obtention de résultats. Pour y parvenir, le Bureau du Secrétaire d'Etat doit répondre à des critères de structuration, de capacité, de compétence pour une planification des actions à accomplir à l'intérieur de programmes établis.

En termes de déconcentration, la SEIPH sera représentée à travers le pays par des structures ou antennes offrant des services satisfaisants répondant aux besoins des personnes handicapées vivant en dehors de la capitale et du département de l'ouest et même dans les îles adjacentes.

En ce qui a trait à la modernisation, la SEIPH s'engagera, d'une part, à faire appel à des cadres choisis après analyse de dossiers, par voie de concours, et d'autre part, à munir le Bureau de ressources matérielles adaptées et modernes.

Refusant toute idée d'improvisation, la Secrétairerie d'Etat à l'Intégration des Personnes Handicapées accordera une place privilégiée à la planification des programmes en fonction des besoins et après sollicitation des bénéficiaires. Pour y parvenir, la SEIPH se propose de créer une Unité de statistiques chargée de la collecte des données sur les personnes handicapées en collaboration avec l'Institut Haïtien de Statistiques et d'Informatique (IHSI).

Tout résultat fera l'objet d'évaluation mesurable et quantifiable à partir d'une masse critique saisie dans le concret en fonction de critères préétablis.

En matière d'encadrement, la Secrétairerie d'Etat encouragera la signature de protocoles d'accord avec d'autres entités étatiques ou paraétatiques et même privées. Dans la perspective d'élargir la coopération avec l'étranger, des ententes avec des ONG et des organismes internationaux privés ou paraétatiques sont à envisager.

La vision de la SEIPH englobe par-dessus tout l'intégration massive des personnes handicapées par le biais des objectifs suivants à atteindre coûte que coûte:

- sensibiliser les personnes handicapées elles-mêmes autour de leurs droits et devoirs ;
- sensibiliser l'ensemble de la société y compris la famille sur la situation des personnes handicapées et promouvoir le respect des droits et de la dignité de ces personnes ;
- étendre la transversalité de la problématique du handicap ;
- impliquer l'université dans le processus d'intégration (formation et service communautaire…) ;
- faciliter l'accès des personnes handicapées aux soins de santé, au système éducatif régulier (intégration scolaire et professionnelle).

A.2.- Politique Nationale au bénéfice des personnes handicapées

Au niveau national, il n'existait aucune politique étatique visant l'insertion ou l'intégration des personnes handicapées dans la société. Même la création du Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST) n'a pas eu pour résultat d'améliorer leurs conditions de vie.

Au niveau du Ministère des Affaires Sociales et du Travail, les interventions relatives aux personnes handicapées se manifestaient essentiellement à travers la Caisse d'Assistance Sociale (CAS). Cette entité, évoluant sous la tutelle de ce Ministère, était jusqu'à tout récemment la seule structure étatique ou instance publique qui s'était donnée pour mission de faire face aux problèmes de cette catégorie de personnes. Mais historiquement, elle n'a jamais pu remplir la mission pour laquelle elle était créée. Les pouvoirs politiques s'en servaient à des fins clientélistes. Toutefois, il faut le reconnaitre, un effort a été entrepris pour assainir le fonctionnement interne de la CAS et lui permettre de subvenir aux besoins des personnes nécessiteuses, sa vraie clientèle.

Pour pallier ces carences, la SEIPH définit un plan directeur appliquant sa politique d'insertion dans le cadre d'un agenda et d'un calendrier rigoureux établi à cet effet.

A.3.- Plan directeur

En relation avec les buts, le mandat et les objectifs émis plus haut, la SEIPH se dote d'un plan directeur d'où se dégagent les grands axes de l'orientation de sa politique publique.

Ce cadre d'orientation comportera une suite ordonnée d'opérations, de moyens destinés à réaliser un programme répondant aux attentes des personnes handicapées avec l'apport agissant et concret de la société civile. Dans cet ordre d'idées, l'esprit fondateur du plan directeur repose sur une politique d'équité, de justice sociale comptant chaque Haïtien handicapé ou non pour un citoyen à part entière. C'est ce qui explique l'effort affiché de ce plan directeur d'offrir aux personnes handicapées toutes les conditions d'insertion.

A.4.- Politique d'insertion

Chaque déficience réclame et nécessite une pédagogie déterminée. Ainsi, la pédagogie adaptée pour les déficients visuels ne sera pas adéquate dans le cas des sourds-muets ou pour les handicapés moteurs et cela, vice versa. Avec les avancées technologiques, l'intégration d'une personne vivant avec une déficience est devenue plus facile. Par exemple, pour les handicapés visuels, c'est-à-dire les malvoyants et les non-voyants, l'écriture Braille, les livres en gros caractères, la tablette et le poinçon, l'ordinateur à synthèse vocale et à imprimante braille, la canne blanche sont autant de matériels utilisés pour répondre aux besoins de cette catégorie vulnérable. À ce point de vue, ces outils sont nécessaires pour l'adaptation ou la réadaptation de ces personnes dans la société. Les malentendants ou déficients auditifs, réclament l'utilisation de matériels visuels et le langage des signes.

Conscient de ces besoins essentiels, la SEIPH doit en tenir compte dans l'élaboration de son plan directeur. Il en sera de même pour tous les autres cas de déficience inventoriés. Bien entendu, des facteurs contraignants comme par exemple l'instabilité politique ou l'indisponibilité des ressources budgétaires peuvent ralentir la réalisation de tels objectifs. Quoi qu'il en soit, la situation des personnes handicapées nécessite des actions concrètes et urgentes partout où le besoin le justifie. De façon concomitante, un travail de sensibilisation et de motivation doit être réalisé pour modifier notre comportement vis-à-vis de ces personnes à travers les médias, auprès de la société civile, pour une intégration intelligente notamment dans le domaine de l'éducation, du sport et des loisirs.

Pour les trois prochaines années, une planification rigoureuse est prévue, privilégiant des thèmes répondant, pour l'essentiel, aux buts et aux objectifs visés dans le plan directeur et tenant compte de la réalité du terrain, en rapport avec la typologie et les lieux de concentration des personnes handicapées.

A.5.- Un agenda approprié

L'Agenda adopté à cet effet pour la période 2008-2010 accordera la priorité à :

- l'établissement de données fiables sur la population handicapée d'Haïti ;
- l'accessibilité des personnes handicapées aux soins de santé ;
- l'éducation et la formation professionnelle ;
- l'intégration des personnes handicapées dans le monde du travail ;
- l'amélioration des conditions de vie des personnes handicapées ;
- la motivation communautaire sur les droits et les devoirs des personnes à besoins spéciaux;
- le cadre juridique visant la protection des personnes handicapées ;
- la déconcentration en vue des implantations régionales de la SEIPH à travers le pays.

Un calendrier y relatif sera mis en place à cet effet.

CHAPITRE IV

Politiques publiques de la SEIPH

A. Définition et Enoncé de politiques publiques

Les politiques publiques se définissent comme un ensemble d'actions coordonnées mises en œuvre avec pour objectif d'aboutir à une modification ou une évolution d'une situation jugée précaire. Autrement dit, les politiques publiques de la SEIPH sont des objectifs différents, concrets, formant l'ensemble de sa politique nationale.

Les principes directeurs des politiques publiques de la SEIPH reposent sur les points suivants, ce, dans une perspective d'universalité, c'est-à-dire, avec l'objectif de couvrir tout le champ politique, social et économique relatif à la vie de la société en général et à celle des personnes handicapées en particulier:

- assurer la situation sanitaire des personnes handicapées (campagne de prévention, campagne de soins, campagne de vaccination) ;
- permettre la circulation des personnes handicapées et mettre les services de base à leur disposition ;

- mettre en place des réseaux de transport après signature de protocoles avec les entités concernées ;
- contribuer à l'éducation des citoyens et citoyennes en situation de handicap ;
- promouvoir le plein emploi en évitant la pauvreté subie ;
- garantir le bien-être et le revenu de tous ;
- veiller à la sécurité et au maintien des droits de chacun dans un État de droit.

En définitive, les politiques publiques doivent, dans une perspective de réparation au bénéfice des personnes handicapées, jouer un rôle de redistribution devant garantir l'égalité des chances.

Après un délai raisonnable allant de 3 à 5 ans, des évaluations qualitatives et quantitatives doivent être réalisées afin de vérifier, en termes de politiques publiques, si les objectifs visés ont été atteints de manière palpable et efficiente chez les personnes handicapées. De plus, l'évaluation des politiques publiques peut être considérée comme un élément majeur qui permet de rationaliser les dépenses publiques en regard des objectifs et des actions réalisées.

Dans le cadre de l'action à entreprendre et parmi les axes prioritaires sur lesquels agir, mentionnons :

A.1- La Prévention

La prévention est l'ensemble des mesures prises pour prévenir un danger, un risque, un mal, pour l'empêcher de survenir.

D'un point de vue historique, la prévention a souvent succédé à des périodes de prohibition et à des prises de position extrêmes comme «La Ligue Anti-alcoolique» en France ou la période prohibitionniste aux Etats-Unis qui ont révélé les désastres d'une politique de santé trop radicale.

La nécessité d'une politique de prévention en matière de handicap apparaît comme une évidence. Prévenir les handicaps, c'est **« *tantôt agir sur les faits, sur les circonstances qui les produisent, tantôt les déceler à temps pour empêcher qu'ils ne s'aggravent alors qu'ils peuvent demeurer bénins et même disparaître* ».**

Assurer le bien-être physique, mental et social du citoyen, lui garantir les conditions d'une vie digne et le préserver de toutes causes et formes de désintégration et marginalisation, c'est là un défi et une devise de la SEIPH et c'est dans cet esprit que la prévention du handicap bénéficie d'une attention particulière et occupe une place de choix dans les priorités de la Secrétairerie d'État.

C'est également parce que l'homme est à la fois l'instrument et la finalité de toute œuvre de développement, que la SEIPH compte déployer le peu de moyens mis à sa disposition pour la mise en valeur du facteur humain à travers des programmes dont l'envergure n'a d'égale que la diversité. De tels programmes visent l'amélioration des conditions de vie et la promotion socio-économique du citoyen comme fondements d'une politique préventive de toute forme de déficience humaine. Dans ce contexte, la prévention est perçue comme étant une composante principale des politiques sectorielles notamment celles de la santé, de l'environnement, de l'emploi, de la promotion et de la sécurité sociale, ...

La mise en œuvre de ces politiques se caractérise par l'importance des actions d'éducation, d'information et de sensibilisation de la population.

Ainsi, l'éducation sanitaire comme activité de soutien aux différents programmes de santé ; l'éducation en matière de protection de l'environnement visant à introduire la dimension environnementale dans le comportement quotidien du citoyen ; la sensibilisation et l'information en matière de prévention des risques professionnels et des accidents de la route et autres accidents de la vie, figurent-elles parmi les axes prioritaires de ces politiques.

Cette action s'appuie par ailleurs sur la participation effective du citoyen et le concours de plus en plus important des associations et institutions compétentes travaillant dans le domaine du handicap.

Les domaines prioritaires de prévention reflètent, en fonction de leur importance, ces secteurs où toute carence est pourvoyeuse de risques pouvant être à l'origine d'un handicap.

Si les motifs restent encore difficiles à déterminer, la plupart des handicaps ou déficiences d'origine périnatale peuvent être dépistés dans les premières années de la vie. Il convient donc de mettre en place une détection précoce des lésions cérébrales chez les enfants à risques et de développer une politique de prévention systématique à destination des populations les plus fragiles.

Cette démarche préventive doit également s'accompagner de la mise en place d'un projet thérapeutique adapté et d'un suivi effectif de l'enfant.

La plupart des handicaps ou déficiences d'origine périnatale peuvent être détectés dans les trois premières années de l'en-

fant, notamment le handicap moteur, les déficiences neurosensorielles et les troubles envahissants du développement.

Les interventions précoces peuvent se définir comme l'ensemble des stratégies de prévention et de traitement destinées, dans la première ou la deuxième année de vie, à favoriser un développement cérébral et une structuration optimaux. Elles reposent essentiellement sur deux grands axes :

- ***des stratégies d'intervention éducative précoce, qui s'appuient sur le concept de plasticité cérébrale et se traduisent par des interventions rééducatives sur un cerveau en plein développement. La connaissance des différents mécanismes du développement cérébral confirme en effet l'importance cruciale des premières années de vie pour l'acquisition de compétences cognitives ;***
- ***des stratégies de neuroprotection, dont l'usage, initialement réservé aux molécules protégeant ou prévenant les phénomènes de mort cellulaire, peuventt maintenant être étendus à toutes les actions favorisant un développement cérébral harmonieux et empêchant la survenance de troubles spécifiques.***

A.2. La problématique de la petite enfance en situation de handicap

a. La Condition de l'enfant handicapé

L'annonce d'un handicap touchant leur enfant, est toujours un drame pour les parents. Douleur, colère, culpabilité, révolte

et sentiment d'injustice... l'épreuve est terrible. Car, ils doivent accepter le fait que cet enfant n'est pas celui dont ils avaient rêvé, qu'il est différent, et qu'il va falloir affronter et accepter cette différence. L'amour met donc parfois du temps à s'installer chez les parents en particulier et chez la famille en général. Parvenir à accepter cet enfant comme il est, et non comme il devrait être, c'est recevoir toutes les richesses qu'il a, lui aussi, à offrir. Tout l'amour qu'il a, lui aussi, à donner. Et c'est transmettre aux autres l'idée que la différence ne doit pas faire peur.

b. Les actions à mener en vue de l'amélioration des difficultés liées au handicap dès la petite enfance.

• Le rôle de la famille : doter l'enfant handicapé d'un entourage réconfortant

Les professionnels, qui prendront en charge les troubles psychoaffectifs des enfants, les dépressions maternelles et les désordres familiaux post-natals, recueilleront les témoignages de parents porteurs de séquelles traumatiques liées à la non-prise en compte de leurs émotions.

Il est impératif que les parents ne soient pas tenus à l'écart et des réponses doivent être apportées à leurs besoins spécifiques face au handicap. Les premiers effets positifs de leur implication seront mesurés à la diminution des effets pathogènes liés au stress, à l'établissement d'une meilleure relation avec l'enfant et à la moindre atteinte à l'équilibre familial.

• L'apport de la SEIPH

A ce point de vue, la SEIPH entend dynamiser et intégrer les problèmes de l'enfant dans le cadre d'une politique générale de prévention des personnes handicapées par :

• *La création des filières de soins dans chaque département*

Il en est ainsi de la nécessité de mettre en œuvre des politiques de prévention systématique ou de l'utilité de créer des **filières de soins** dans chacun des départements géographiques du pays. Ce, pour améliorer la prise en charge des malades, comme le rappellent les différentes propositions des institutions œuvrant dans le domaine du handicap.

• *L'établissement de données fiables*

Il est également frappant de constater la pauvreté des informations disponibles sur les jeunes enfants handicapés en Haïti, suite à la honte éprouvée, en général, par leurs parents à les présenter en public. Ainsi, la disponibilité de données statistiques haïtiennes concernant les handicaps du tout-petit fait cruellement défaut. Ce qui rend difficile la collecte et le traitement des données en Haïti.

Il devient donc indispensable **d'établir des données fiables** permettant l'évaluation de l'efficacité des politiques, et surtout d'envisager les dispositions adéquates.

• *Le Support à l'intégration scolaire équilibrée*

À la question souvent posée, « Faut-il changer la manière d'enseigner aux enfants handicapés? », la réponse est non. Il n'y a pas deux pédagogies, l'une pour l'enfant handicapé, l'autre pour l'enfant non handicapé. Il faut seulement procéder à des adaptations lorsque cela s'avère nécessaire.

La réponse à cette question a plutôt tendance à enrichir la pédagogie et à permettre, ensuite, une meilleure approche des situations très diverses de l'enseignement aujourd'hui.

Quant aux élèves en difficulté, loin de les pénaliser, il faut reconnaitre que certaines adaptations peuvent favoriser une meilleure ambiance pour l'apprentissage.

Une intégration réussie se joue aussi dans le regard porté sur l'élève. Le handicap peut légitimement effrayer, déranger. On risque alors de se focaliser sur lui, de définir l'élève par ses seuls manques, de ne plus l'appréhender comme une personne à part entière. Or, l'enfant handicapé est d'abord un enfant qui n'aime rien tant que d'être considéré comme les autres. Alors, cela peut commencer par une simple question de vocabulaire en évitant le recours au catalogage (« l'aveugle », « le sourd », « le trisomique »).

Autre regard, celui qui banalise, qui veut gommer la différence, « faire comme si » et, par négation des besoins et difficultés, qui risque de mettre l'élève en situation d'échec.

L'équilibre, il est vrai, n'est pas facile à trouver entre la reconnaissance d'une différence et le refus d'y aliéner l'enfant.

Du côté des élèves, la présence d'un élève handicapé dans leur classe les amène à poser un autre regard sur la différence. Ils trouvent, là, l'occasion d'exercer leur esprit de tolérance, d'apprendre la solidarité, le respect de l'autre.

A.3.- La Condition de la femme handicapée

Parmi les personnes handicapées, les femmes représentent une population à part ; en général, elles sont plus vulnérables. Souvent, ces deux facteurs, leur handicap et leur condition de femme, les obligent à faire face à l'exclusion, à la peur ou aux superstitions.

Si le handicap des femmes n'entraîne que rarement de nouvelles formes de discrimination, il les amplifie. Celles-ci existent couramment au sein même des familles haïtiennes : moins de soins, de nourriture, mises à l'écart des relations familiales et des activités économiques. Elles ont plus de risques d'être victimes de violence que les hommes dans la même situation.

Une double discrimination frappe certaines femmes. Sous-estimées, exclues et parfois violentées, elles suscitent rejet et superstitions du fait de leur handicap.

En Haïti, où, traditionnellement, les femmes handicapées ont plus de mal à accéder aux soins et à l'éducation, une famille investira éventuellement plus de moyens et consentira plus de sacrifices pour envoyer un garçon à l'école plutôt qu'une fille.

Les femmes handicapées sont plus souvent victimes d'abus, de violences physiques et verbales que les hommes handicapés. ***Certains, faibles d'esprit et superstitieux, pensent qu'avoir des relations sexuelles avec une femme handicapée apporte chance et fortune***. De surcroît, dans certaines zones du pays, abuser sexuellement d'une femme handicapée aurait le pouvoir de guérir de certaines maladies. Des pratiques intolérables, souvent taboues, qui mettent en évidence la plus grande vulnérabilité des femmes handicapées. Ces pratiques créent et accroissent l'inégalité entre homme et femme.

Sur ces questions sensibles, l'avis de spécialistes et praticiens en la matière tels le Dr. Legrand BIJOUX, madame Marguerite DERENONCOURT, madame Denise FOUCHARD (BABOU) et tous les autres qui ont bien voulu nous accorder des entretiens sur le sujet, confirment la discrimination. (Voir Annexes II, II et IV).

En définitive, la problématique des femmes handicapées est directement liée à leur place dans la communauté et à leur reconnaissance ; une place qui n'évoluera pas sans un changement des regards et des comportements dans la société.

Les actions à mener par la SEIPH

L'éducation de la jeune fille ou de la femme, base de l'insertion, est avant tout, une responsabilité de la personne elle même ; mais elle est également partagée par les instances de l'État auquel cette responsabilité est dévolue aussi.

À l'égard des femmes et de leurs besoins, la SEIPH développe une politique d'accompagnement selon leurs prédispositions et leurs talents.

Sur tous les plans, la femme reçoit une assistance constante au niveau de la sécurité : soins de base (santé, éducation …), sécurité sociale, sécurité alimentaire, sécurité du travail et protection de sa personne. La SEIPH encourage la femme à s'intégrer dans la vie sociale ; ce qui est une de ses attributions citoyennes.

A.4.- La problématique des personnes âgées

Tirant profit de la politique de décentralisation, la SEIPH se propose de mettre en branle des activités devant conduire non seulement à l'encadrement des personnes âgées partiellement ou totalement diminuées pour causes de vieillissement et/ou de handicap, mais aussi d'œuvrer à leur insertion dans leur environnement social.

a. Les conditions des personnes âgées

L'importance accordée à l'âge est relativement récente. L'âge comptait bien moins que certains signes visibles. A ce point de vue, la notion de personnes âgées est très relative. Quand nous interrogeons les critères qui permettent de définir cette catégorie à risques, les indicateurs fournis ne sont pas du tout fiables. Il y a des différences marquantes de classification qui confirment la complexité de définition relative aux représentants multiples de cette population par rapport au facteur âge.

Dans le cas des femmes plus précisément, dans de nombreuses régions, avoir fini d'élever des enfants ou être veuve faisait entrer au sein du groupe des vieilles. Aujourd'hui, la relation à l'âge et au vieillissement a évolué. On est socialement vieux de plus en plus jeune, et biologiquement vieux de plus en plus tard.

La mort frappe de plus en plus les personnes de plus de 70 ans et les maladies et handicaps sont statistiquement plus nombreux au fur et à mesure que l'on avance en âge. La vieillesse devient aisément associée dans l'esprit de l'homme contemporain à la maladie et à la mort et les personnes âgées sont souvent décrites comme forcément malades et/ou handicapées et dépendantes.

En relation à la notion dite de personnes âgées, on peut de près ou de loin y associer la gériatrie, la gérontologie, le vieillissement, la démence et la maladie d'Alzheimer. Dans le cas qui nous préoccupe, il pourrait s'agir de vieillissement physique, de vieillissement psychologique, de vieillissement comportemental accentué parfois par un contexte social délétère.

Mais le vieillissement normal n'est pas, comme le pensent la plupart des observateurs, un phénomène pathologique. Il importe de dissiper cette confusion et de faire comprendre que, en dépit des apparences, la vieillesse n'est pas synonyme de maladie ou de handicap.

b. La politique publique de la SEIPH envers les personnes âgées

La politique publique de la SEIPH envers les personnes âgées épouse les lignes de forces de la vision et des objectifs qu'elle s'est donnés en termes d'actions pour soulager les maux des personnes âgées et leur procurer plus de bien-être dans leurs vieux jours. Dans cet ordre d'idées, une politique de prise en charge partielle des personnes âgées peut renouveler les approches, les connaissances et les thérapies par rapport aux analyses antérieures. Cette politique inclura :

- la prévision des soins en gérontologie et en gériatrie ;
- l'encouragement à la formation et à la spécialisation des cadres techniques et professionnels au service des personnes âgées ;
- des approches adaptées aux besoins particuliers de cette clientèle spécifique ;
- l'assistance sociale et psychologique ;
- l'incitation à se maintenir en forme et à être autonome ;
- l'observation régulière de l'état général du sujet ;
- l'approche communautaire des problèmes des personnes âgées ;
- le respect de ses désirs et préférences.

En outre, la SEIPH travaillera à sauvegarder, et le plus longtemps possible, leur autonomie, en les rendant plus aptes à se gouverner par leur propres moyens, à subvenir à leurs besoins propres.

On note, dans les pays occidentaux depuis des décennies, l'augmentation de l'espérance de vie des habitants. Même en Haïti, la tendance dans ce sens est manifeste. Partant du principe que vieillesse n'est pas maladie, qu'on peut être vieux sans être malade, la SEIPH, à travers sa politique de promotion de l'éducation par la santé, se donne pour objectif d'accompagner cette catégorie de fragilisées que sont les personnes âgées et de multiplier leur capacité d'adaptation par rapport à leur environnement *(Voir en annexe V le tableau présentant les caractéristiques des personnes âgées vulnérables tirées du cahier de formation projet SIPA et préparées par Paul LEBEL, MD Spécialiste en Santé Communautaire).*

B.- L'Accessibilité aux services de base

Que recouvre la notion de services de base ?

Dans le cadre d'une politique publique, les services de base sont des services essentiels que nulle société ne saurait négliger et dont ne peut se passer sans risque de déséquilibre ou de nuisances graves aucun membre d'une communauté organisée, aucun citoyen, aucun contribuable d'un État. À ce point de vue, l'accès à ces services doit être général et faire

partie d'une planification préalable qui prend en compte tous les paramètres et tous les enjeux pour une réelle couverture des besoins.

Des services de base on retient : ceux relatifs à la Santé, aux Services sécurisant le Logement et l'Environnement, au Transport, à l'Education et à la Formation Professionnelle, à l'Emploi, à la Justice, et ceux facilitant l'accession aux Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC), à la Culture, aux Loisirs et aux Sports**.**

B.1.- La Santé

Les services de santé publique interviendront pour la solution des besoins primaires que suscitent les cas spécifiques suivants : la malnutrition, les maladies endémiques et épidémiques, pour l'établissement de centres de santé polyvalents de proximité avec accès facile aux personnes handicapées.

Compte tenu des carences sanitaires et des structures minimales pour aider efficacement ces dernières, la SEIPH, en coopération avec le Ministère de la Santé Publique (MSPP) entend :

- généraliser les soins de santé (motivation des acteurs existants : centres hospitaliers, professionnels de la santé, etc);
- encourager les hôpitaux à développer des services de réadaptation pour permettre aux personnes handicapées de recevoir les soins et les thérapies que nécessite leur cas ;
- instituer une politique d'entraide médicale au bénéfice des personnes handicapées nécessiteuses sous forme

d'assurance, moyennant une contribution du bénéficiaire (proposition d'une loi en la matière) ;

- sensibiliser, en langage des signes, le milieu des personnes handicapées (sourd- muet) sur le VIH/SIDA ;
- signer des protocoles d'accord avec des ONG oeuvrant dans le domaine du VIH/SIDA.

B.2.- Le logement et l'environnement sécurisants

Toujours dans un effort résolu d'intégrer dans la mouvance sociale les personnes handicapées, la SEIPH prônera une politique de logement et veillera au contrôle de la qualité de l'hébergement de ce secteur longtemps laissé pour compte. Ces citoyennes et citoyens handicapés doivent vivre décemment dans le respect de leur intégrité morale et humaine. Le logement doit être construit selon les normes de l'urbanisme. Toute tentation de ghettoïsation doit être écartée pour que la personne en situation de handicap ne vive pas avec un sentiment d'exclusion suscitant la commisération. Dans son appartement, la personne handicapée doit évoluer en toute autonomie, bénéficiant de l'essentiel du confort et de la commodité dans le respect des normes sanitaires. Elle devra bénéficier, pour mener une existence qui la met à l'abri de la pauvreté et de la gêne, d'un système de sécurité sociale qui prévoit assistance, assurance et formation.

La personne handicapée doit évoluer dans un environnement sécurisant, impliquant la protection voire même la bienveillance. Des trottoirs spécifiques bordant les rues doivent être aménagés pour sa sécurité. Des règlements et des lois

seront élaborés à cet effet. Une politique publique de la SEIPH doit prévoir, préconiser, appliquer dans le respect des uns et des autres, la paix des rues et la paix des cœurs pour tous. Un environnement sécurisant avec garde-fous et espaces adaptés pour les personnes handicapées facilitera leur plus grande autonomie. Hormis les grands centres urbains, de telles interventions se feront dans les régions, dans les communes et dans les sections communales dès que le besoin le justifie. A ce stade, il faut réfléchir aux nouvelles structures à édifier, au plan local et au plan régional avec la création des commissions communales et départementales d'accessibilité.

B.3.- Le Transport

Le droit à la mobilité est un droit fondamental à toute personne. En ce sens, un transport public adapté, en plus d'être un droit imprescriptible des personnes handicapées, est un élément essentiel à leur intégration massive, à leur épanouissement psychologique, social et professionnel. D'où la nécessité d'une politique publique dans ce domaine. Dans cet objectif, outre les routes et les espaces publics aménagés à cet effet, il est important de doter les véhicules existants d'un maximum de sécurité en ce qui a trait à leur configuration interne et externe, à la conception de leurs portes d'accès, de leurs issues de secours. Des autobus, par exemple, peuvent être aménagés pour recevoir des personnes en fauteuils roulants.

La Secrétairerie d'Etat à l'Intégration des Personnes Handicapées travaille actuellement sur un Avant-projet de loi incluant un système d'organisation du transport national au bénéfice des personnes handicapées ou à mobilité réduite.

Obligation y sera faite aux compagnies de transports publics utilisant « véhicules, bateaux à moteur, à vapeur ou à voile » de mettre en place des conditions de fonctionnement dans le respect strict des normes de sécurité.

La concrétisation de cet objectif à multiples facettes prendra du temps certainement, mais la mise en service à court terme de quelques autobus adaptés à l'usage des personnes handicapées constituera un premier pas très important.

B.4.- L'Education/la Formation Professionnelle

Selon les prescrits de la Constitution du 29 mars 1987, tous les citoyens ont des devoirs envers le pays notamment en ce qui a trait aux paiements des impôts et taxes prévus par la loi.

Cependant, à ces devoirs se rattachent également des droits inaliénables non seulement consacrés par les lois haïtiennes mais encore par les différents accords, traités, conventions signés et ratifiés par l'État haïtien. En effet, les articles 32-1, 32-2, 32-3 et 32-8 de la Constitution stipulent que l'éducation, tout au moins au niveau primaire, est gratuite et l'État doit tout mettre en œuvre pour matérialiser ce principe qui concerne tous les Haïtiens sans distinction. Les personnes handicapées en tant que citoyens à part entière doivent pouvoir bénéficier de toutes les prérogatives constitutionnelles au même titre que les autres Haïtiens. Dans cette perspective, après le constat combien lamentable de la situation des personnes handicapées, la Secrétairerie d'Etat à l'Intégration des Personnes Handicapées, en partenariat avec le Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle

(MENFP), dans une perspective d'éducation massive, se propose comme objectif la scolarisation des 120.000 enfants handicapés non scolarisés.

Pour y arriver, cette Secrétairerie se propose de :

- intégrer autant que possible les enfants handicapés dans les écoles de proximité c'est-à-dire situées non loin de leur environnement familial ;
- établir des classes spéciales et/ou des classes ressources dans des écoles régulières en vue de faciliter l'intégration des enfants handicapés dans le milieu éducatif ordinaire ;
- créer des écoles spéciales là où le besoin le justifie (concentration de non-voyants, malvoyants, sourds-muets, etc.) ;
- assurer la formation continue des professeurs en éducation spéciale et en réadaptation par la signature de Conventions avec l'Université d'État d'Haïti et les Universités privées;
- utiliser la méthode braille et le langage des signes pour alphabétiser les personnes handicapées. La signature d'un protocole d'accord avec la Secrétairerie d'État à l'Alphabétisation facilitera une telle initiative ;
- organiser la formation professionnelle de manière à faciliter l'accès des personnes handicapées aux métiers.

Le besoin de s'ouvrir aux autres par l'éducation et la culture étant un fait avéré, la SEIPH encourage dans sa politique publique la formation sous toutes ses formes, à tous les degrés et dans tous les domaines et disciplines dans une perspective d'éducation permanente : alphabé-

tisation, alphanétisation, formation dans les techniques du micro crédit, de l'administration et de la gestion, formation manuelle, technique, technologique et professionnelle, formation sportive, formation littéraire et artistique (l'art d'écrire, la danse, l'art dramatique).

B.5.- L'Emploi

Comme tout citoyen, la personne handicapée a droit à un emploi rémunéré. Il est difficile dans un pays aux faibles moyens financiers d'offrir du travail en grand nombre aux personnes handicapées, d'exercer une discrimination positive en leur faveur. Il n'est nullement demandé aux responsables de révoquer des travailleurs honnêtes et compétents et de nommer des personnes handicapées à leur place. Il est simplement demandé d'être juste envers celles-ci et de prévoir dans toute politique d'emploi un pourcentage de places en fonction de leur habilité à s'insérer dans le monde du travail. En dépit d'une certaine limitation due à un handicap, le travail de la personne handicapée exige des employeurs éventuels une certaine mise en place propre à la mettre en condition de fournir un rendement satisfaisant respectant les normes de l'entreprise en termes de production.

Dans le domaine de l'emploi, la Secrétairerie d'État à l'Intégration des Personnes Handicapées se veut un catalyseur pour inciter la société civile, qui commence déjà à emboiter le pas dans cette grande bataille pour l'intégration pleine et entière des personnes en situation de handicap, à leur offrir de plus en plus des opportunités d'emploi. Ainsi, pour concrétiser ses objectifs, la SEIPH entend et commence par :

- signer des protocoles d'accord et des chartes d'engagement avec des secteurs de la société civile ;
- proposer une loi accordant certains avantages fiscaux aux entreprises de 50 employés et plus, ayant plus de 2% d'employés handicapés ;
- encourager la mise en place d'ateliers protégés et/ou adaptés.

Entourée du support des uns et des autres, la personne handicapée peut gravir avec courage et détermination les degrés et les étapes conduisant à la dignité. Avec l'appui de tous et l'accompagnement des structures de l'État, elle pourra s'intégrer avec moins de frustration et de brimades dans le marché du travail. Si elle est déterminée et si elle est dotée de la force et du talent nécessaires, elle pourra monter sa propre entreprise qui, même modeste, contribuera elle aussi, par l'exemple, à ouvrir aux autres le monde du travail.

B.6.- L'Accès à la justice et au service juridique

Qu'ils soient en situation de demandeurs ou de défenseurs, les personnes handicapées doivent bénéficier d'une justice équitable. Advenant une incapacité à s'acquitter des dettes ou frais encourus lors des procès, l'État et la société ont pour devoir de lui fournir une assistance juridique complète et adéquate allant des prestations du guide accompagnateur jusqu'aux honoraires d'avocats. Si la personne handicapée est invitée à se déplacer, l'organisme l'invitant doit s'assurer qu'un service d'accueil de même que des dispositifs soient mis en place pour la recevoir.

B.7.- L'Accès aux Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC)

Le 15 mai 2008, au moment du lancement du sommet HT du Réseau de Développement Durable d'Haïti (RDDH), le Président de la République, M. René PREVAL, a pris une position claire préconisant l'accès des personnes handicapées aux NTIC. Le thème de la Journée de 2008 souligne combien il est important d'élargir l'accès des équipements et des services de communication et d'information aux personnes handicapées, afin de répondre à leurs besoins.

Le 17 mai 2008 - Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information - l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) avait choisi pour thème **:** ***« L'accessibilité aux TIC pour les personnes handicapées »***. Pour emboiter le pas, la Secrétairerie d'État a, ce même jour, signé une charte d'engagement avec les opérateurs de téléphonies mobiles en Haïti avec pour support un comité de suivi composé d'un membre de chaque entité, en vue de rendre, de manière effective, les NTIC accessibles aux personnes handicapées.

Pour que tout cela soit possible, il faut d'abord et avant tout, que les bâtiments, les places soient accessibles. Pour ce faire, la SEIPH se propose, comme vient de le faire la Mairie de Delmas **(par le biais d'un *arrêté communal faisant obligation aux constructeurs de nouveaux bâtiments de les rendre accessibles aux personnes handicapées),*** d'agir de concert avec les municipalités des différentes communes de la République pour que tous les bâtiments, ouverts au public, soient accessibles aux personnes handicapées. Une telle action se fera en amont, c'est-à-dire dès la conception et la planification de la construction.

B.8.- La Culture, les Loisirs et le Sport

Bien des gens, pourtant avertis, s'étonnent que les personnes handicapées ne soient pas dépourvues de talent. Ils ont sans doute oublié en Haïti des artistes comme Joe Jacques, Ti Pierre, Bekenn et d'autres talentueux musiciens œuvrant dans l'orchestre philharmonique de Sainte Trinité par exemple. Dans le monde des personnes handicapées, les talents ne demandent qu'à être détectés, encouragés pour éclater dans toutes leurs riches facettes. La SEIPH entend encourager ces talents à travailler d'arrache-pied en vue de se perfectionner et d'atteindre d'éventuelles performances.

Les personnes handicapées ont droit aux loisirs, aux rencontres sociales, tels les pique-niques, les jeux de société, les visites guidées des sites historiques, des musées, des édifices publics, des trésors du patrimoine, sans oublier la pratique de la danse et celle du sport. De même, il faut un encadrement rigoureux pour amener ceux et celles qui le peuvent aux compétitions, aux paralympiques et, pourquoi pas ? à toutes autres activités sportives, comme la marche par exemple, capables de les maintenir en santé et aptes à faciliter leur socialisation et leur épanouissement.

Pour encourager cette pratique sportive et culturelle, la SEIPH se donne pour objectifs de :

- répertorier les personnes handicapées possédant un talent. Les encadrer en vue de leur permettre de performer sur un pied d'égalité avec les autres personnes ;
- encourager les tenants de bibliothèques pour rendre celles-ci accessibles aux personnes handicapées, les équiper

de matériels adaptés (livres en gros caractères, livres en caractères Braille, livres sonores) ; les inciter également à mettre à leur disposition des moniteurs spécialisés en vue de répondre à leur question ;

- encourager le Ministère de la Jeunesse, des Sports et de l'Acton Civique à donner plus d'encadrement au comité paralympique et développer avec ledit Ministère un partenariat pour la vulgarisation des compétitions sportives ;
- mettre sur pied des activités récréatives inclusives pour pallier le manque de loisirs des personnes handicapées ;
- organiser seule ou avec d'autres, des compétitions sportives.

C.- La Coopération au bénéfice du Handicap

Notre pays et l'organe chargé de la mise en œuvre de la politique publique à l'endroit des personnes handicapées, en l'occurrence la SEIPH, se proposent de développer une forte coopération dans tous les azimuts. Cette coopération sera fondée sur le respect des règles de la réciprocité, les principes de respect, d'égalité et surtout du libre choix des priorités d'Haïti et de la SEIPH.

Au sens large, la coopération est une action conjointe consistant à prendre part à une œuvre ou à un projet commun. Elle est la capacité de participer à cette action commune tout en œuvrant à l'amélioration des liens tissés entre les partenaires coopérant ensemble vers ces trois objectifs : **un renforcement des structures, une amélioration des services et enfin la réalisation effective des projets élaborés en vue du**

bien-être des personnes handicapées. La coopération est une politique d'aide économique, financière, culturelle et technique mise en œuvre au bénéfice de partenaires nationaux ou/et internationaux. Elle peut être multilatérale, impliquant plusieurs pays (parfois des organismes internationaux) ou bilatérale mettant en rapport deux pays. Cette coopération prendra donc trois directions : celle des rapports Nord/Sud, celle des rapports Sud/Sud et celle de partenariat avec des entités locales, nationales (entreprises privées socioprofessionnelles, confessionnelles ou syndicales), des organisations non gouvernementales (ONG) ou des organisations internationales (OI). Avec les pays riches, la coopération se fera dans un esprit d'ouverture et dans des rapports d'égal à égal. Autant avec ces derniers qu'avec les pays en développement, l'échange vise d'abord le bien-être de la personne handicapée.

Conclusion

La politique nationale du handicap assortie des grandes orientations constitue globalement la politique publique du handicap de la Secrétairerie d'Etat à l'Intégration des Personnes Handicapées (SEIPH). Elle s'étaie sur les principes universels reconnus par la Constitution. Elle répond aux impératifs de solidarité et de fraternité de la nation haïtienne tel que nos luttes historiques de peuple nous l'ont indiqué. Elle vise à faire de nous des êtres plus tolérants, capables de voir dans la différence une opportunité plutôt positive. ***Par devant l'histoire nous proclamons bien haut que nous sommes condamnés à réussir***. Pour y parvenir, il nous faut le support de tous et de toutes aussi bien des Haïtiens de l'intérieur que de la diaspora. N'ayons pas peur de dire : l'apport de la communauté internationale dans ce domaine est incontournable.

C'est à ce travail à la fois de déconstruction, en ayant en tête : **« *déconstruire n'est pas détruire* »** et de construction dans la solidarité, que compte s'atteler la SEIPH dans le cadre de sa politique publique, de sa politique nationale d'intégration des personnes handicapées dont elle a tracé ici les grandes orientations.

REPIBLIK D AYITI

MINISTE AFE SOSYAL AK TRAVAY
(MAST)

SEKRETERI DETA POU ENTEGRASYON MOUN ANDIKAPE YO
(SEIPH)

POLITIK NASYONAL ANDIKAP

GRAN ORYANTASYON YO

SEKTANM 2009

Depo legal: 20-07-138
Bibliyotèk Nasyonal d Ayiti.-

Enpwesyon : L'Imprimeur II

©2009

Sekretèri Deta pou Entegrasyon
Moun Andikape yo

Dokiman sa reyalize pa Sekretèri Deta
pou Entegrasyon Moun Andikape yo

Adrès : 66, ri Fènan Pòtoprens, Ayiti W.I
Telefòn : (509) 2942-1707

Sit Entènet : www.seiph.gouv.ht

Adrès elektronik: info@seiph.gouv.ht

Nou pap janm bliye Madam Denise Fouchard (Babou Magloire) ki mouri 20 novanm 2008, Jounen entènasyonal Dwa Timoun e ki antere 25 novanm 2008, Jounen Entènasyonal kont Vyolans k ap fèt sou Fanm. De (2) dat sa yo se senbòl ki tradui 2 bagay ki te chè pou Babou : pwoblematik fanm nan ak edikasyon timoun, espesyalman timoun andikape yo.

Yon remèsiman espesyal pou tout moun ki patisipe nan komite travay ki te mete sou pye pou elabore dokiman sa ki rele Politik Nasyonal Andikap/Gran Oryantasyon yo.

Nou remèsye tou, tout amplwaye Sekretèri Deta pou Entegrasyon Moun Andikape yo pou kontribisyon yo nan mete dokiman sa sou pye.

Mo pa Minis Afè Sosyal ak Travay la

Kòman pou n garanti moun andikape yo yon plas ak diyite anndan sosyete a, nan lite kont prejije negatif ak tout move lide k ap simaye sou pwoblèm andikap la? Se sa ki anbisyon nouvo **Politik Nasyonal Andikap la.**

Si gen yon kategori sosyal nan peyi nou an ki pote ak doulè mak blesi lavi a epi k ap viv yon pakèt difikilte ki prèske pa ba yo chans pou yo entegre nan sosyete a, se moun andikape yo. Kouman pou n ta fè bliye tout kwayans ak mit ki nan tèt Ayisyen an konsènan andikap la? Kouman pou n fè bliye tou fòmasyon nou resevwa ki fè nou gen yon seri konpòtman dwòl vizavi moun andikape yo? Nou gen yon gwo defi pou n leve, fò n kwape mit ak kwayans sa yo ki fè nou kwè moun andikape a se Bondye k ap pini l oubyen se djab k ap fè l sa. Pèsonn pa gen dout sou kondisyon frajil moun sa yo ap viv, ralanti patisipasyon yo nan lavi piblik peyi a epi sa fè entegrasyon yo vin pi konplike tou.

Men, sa ki fè sitiyasyon an pi grav la, se paske pa te gen yon politik nasyonal andikap serye kidonk se enstitisyon charitab yo sèlman ki te oblije ap okipe de sa. Zafè lacharite a, ki te menm sanble ak yon koze bon kè te anpeche yo konsidere moun andikape yo kòm moun ki gen dwa.

Demach tou nèf sa a pa fèt sèlman pou pèmèt moun andikape yo jwenn sèvis. Li vini sitou pou fè pwomosyon yon vizyon ak yon dinamik ki vle pou koze pran swen moun andikape yo tounen yon devwa solidarite nasyonal kidonk yon devwa sosyete a ak Leta. Fò n raple tou sa demach sa a pote kòm patisipasyon nan devlope yon santiman ki fè nou konprann youn depann de lòt ak yon lespri youn pou tout, tout pou youn. Nan oryantasyon dokiman sa a, li parèt tankou yon pwojè sosyete ki mete tout moun anndan epitou se zouti enpòtan pou fasilite kominote moun andikape yo jwi sitwayènte yo kòmsadwa.

Konsa fò m felisite Sekretè d Eta pou Entegrasyon Moun Andikape yo, Doktè Michel A. Péan, pou jefò li te fè pou òganize fowòm sa a ki bay lide ki sèvi baz pou prepare dokiman **Politik Nasyonal Andikap la**. Dokiman sa a tonbe daplon yon bò, ak prensip Solidarite ak Mobilizasyon nasyonal epi yon lòt bò ak prensip Enklizyon ak Sitwayènte nou jwenn nan Dokiman Estrateji Nasyonal pou Kwasans ak pou Redui Povrete a (DSNCRP), e ki reparèt nan Deklarasyon Politik Jeneral Premye Minis lan, Madam Michèle D. Pierre-Louis.

Li enpòtan pou n kontinye sou menm chimen sa a k ap pèmèt nou abouti, dapre vizyon Gouvènman an, nan bati yon sosyete pi jis, ki gen plis solidarite e ki fè plis pwogrè nan benefis tout moun alawonnbadè, san diskriminasyon.

Gabrielle P. BEAUDIN
Minis

Sekretè d Eta pou Entegrasyon Moun Andikape yo (SEIPH) ap prezante dokiman

Dokiman sa a itil e li menm nesesè. Li fèt pou bay moun andikape yo konfyans epitou pou sansibilize Leta a, sosyete a, fanmi yo epi li fèt tou pou ankouraje antrepriz yo fè plis jès solidarite ak moun andikape yo.

Pandan 50 ane ki pase yo, nan yon kad pi fèmen, plizyè asosyasyon ak enstitisyon nan sosyete sivil la tankou Lekòl Sen Vensan pou timoun andikape, Enstiti Monfò, Sosyete Ayisyen k ap Ede Avèg yo (SHAA), Sant Edikasyon Espesyal (CES), Enstitisyon PAZAPA, Federasyon Ayisyen Asosyasyon ak Enstitisyon Moun Andikape d Ayiti (FHAIPH), Rezo Asosyatif Nasyonal pou Entegrasyon Moun Andikape yo (RANIPH) ki regwoupe anviwon trant asosyasyon k ap travay sou kesyon andikap la, te franchi kèk etap enpòtan sou chimen entegrasyon moun andikape yo. Sepandan, akoz yo manke mwayen lajan, se sèlman nan zafè edikasyon yo rive ofri kèk modèl entegrasyon.

Avèk kreyasyon SEIPH la, fòk nou kite estrateji modèl entegrasyon an pou n antre nan yon estrateji entegrasyon tout mas

moun andikape yo epi fòk estrateji sa a touche tout pati lavi sosyal la san bliye teknoloji enfòmasyon ak kominikasyon yo.

Sekreteri d Eta pou Entegrasyon Moun Andikape yo se yon kreyasyon nasyonal ki atache ak Ministè Afè Sosyal ak Travay (MAST). Kòm ògàn gouvènman an ki tabli nan premye plan òganigram leta a, responsab SEIPH la gen tit Sekretè d Eta e li okipe fonksyon an. Tit ak kalite sa yo ba li tout dwa pou l patisipe nan Konsèy Minis yo ak Konsèy Gouvènman an.

Kòm premye patwon enstitisyon tou nèf sa a a, sèvitè nou Doktè Michel A. PEAN, gen yon wòl pou trase wout la (wòl pyonye a). Li dwe envante tout bagay. Se li menm ki gen lonè ak chay responsablite pou mete estrikti sa a kanpe sou de pye l epi fè l mache kòm yon enstitisyon leta. Pou l rive la, fò l devlope yon sipò ideyolojik, fò l mete an plas yon seri zouti teknik ak syantifik ki enpòtan anpil pou travay la fèt. Li oblije mete zòrèy li an twonpèt pou l koute sa k ap fèt ki bon nan domèn andikap la kit ann Ayiti kit nan lemond antye pou gaye nouvèl la pi byen, pou sansibilize Ayisyen yo sou kesyon an epi pou amelyore kondisyon moun ki nan sitiyasyon andikap ann Ayiti.

Se nan pèspektiv sa a ti liv sa a fèt. Konsa li bay tèt li objektif pou l rive nan finalite ak bi sa yo :

- konble twou ki egziste ant moun andikape ak moun ki pa andikape yo nan tout nivo ;
- travay san pran souf men nan men ak tout sektè ki konsène pou mete an plas yon sistèm pwoteksyon ak entegrasyon sosyal ki gen ladan l swen sante pou lespri ak sante pou kò a, asistans pou fanmiy yo ak posiblite pou jwenn djòb ;
- ranmase kouran imanis sa a ki, akote bon santiman yo, ap ankouraje itilizasyon tout kapasite yo. Yon fason pou tabli

yon sosyete ki entegre tout moun, yon sosyete demokratik kote andikap pa vle di enpisans ak enkapasite.

SEIPH la kreye nan yon kontèks sosyal ak politik difisil kote se lamizè, inegalite ak anpil lòt pwoblèm sosyal ki domine. Vizyon SEIPH la tabli apati yon eritaj ki gen rasin li nan istwa nou kòm ansyen koloni : sistèm esklavaj la te fabrike andikap san gade dèyè. Gason, fanm, jèn ki te ak tout fòs kouraj yo te konn pèdi bra yo oubyen pye yo pou ti krik ti krak. Listwa d Ayiti pale sou ka yon esklav mawon selèb ki te gen yon non byen dwòl Colas Janmkoupe. Pou l reyaji kont zak kriminèl li te konn viktim, esklav mawon sa a te konn simen lanmò epi fè devastasyon nan tout nòdwès d Ayiti.

Apre plizyè syèk pouvwa gwo ponyèt, kraze zo, plizyè syèk kote yo t ap domaje pèp ayisyen nan kò l, nan lespri l ak nan moral li, SEIPH la vle pote patisipasyon pa l nan konstriksyon yon sosyete demokratik ann Ayiti ; nan kreye bon jan kondisyon pou anpeche pratik k ap pwodui andikap yo retounen ankò ; pou defann dwa moun andikape yo epi ede yo viv tankou moun nan tout rakwen peyi a, san patipri, san yo pa mete pesonn sou kote, gras ak edikasyon, lakilti, pou rive amelyore kondisyon lavi materyèl yo. Se objektif sa a ki nan fondman vizyon Sekreteri d Eta pou Entegrasyon Moun Andikape yo, yon vizyon ki chita sou demach pou pwogrè.

Dr Michel A. PEAN
Sekretè dEta

Somè

Kontèks 93

- Yon sijè enterè piblik 94
- Andikap la ak fason moun wè l 95

Gwo lide ki travèse dokiman an 95

Chapit I : KAD GLOBAL AK PESPEKTIV.....97

A. Sitiyasyon jeyografik peyi d Ayiti 97

B. Istwa (evolisyon sitiyasyon moun andikape yo ann Ayiti).....99

B.1. Aksyon ki fèt an favè moun andikape yo nan nivo entènasyonal 100

B.2. Aksyon ki fèt an favè moun andikape yo nan nivo nasyonal.....102

C. Prezantasyon SEIPH: Yon zouti nan sèvis moun andikape yo. . 103

C.1. Misyon SEIPH 105

C.2. Gwo objektif ak objektif espesyal SEIPH 105

C.3. Chapant SEIPH.....106

- Estrikti santral la.....106
- Estrikti rejyonal la: 108

Chapit II : POLITIK NASYONAL POU ENTEGRASYON MOUN ANDIKAPE YO.....109

A. Politik Entegrasyon SEIPH la 109

B. Ki sa Andikap la ye.....110

C. Divès kalite andikap.....110

1. Andikap motè.....110
2. Pwoblèm nan je 112

3. Andikap mantal 112
4. Andikap sichik 112
5. Andikap oditif 113
D. Eta sitiyasyon Andikap la an Ayiti 114
D1. Tablo repatisyon moun andikape nan peyi d Ayiti 115
E. Domèn entèvansyon yo 115
E.1. Posiblite pou jwenn swen sante yo limite 115
E.2. Pwoblèm pou jwenn sèvis yo k pwoblèm entegrasyon an 116
E.3. Pwoblèm ki gen pou wè ak Edikasyon timoun ak jèn andikape 117
E.4. Retisans pou entegre moun andikape yo nan sistèm travay ak sistèm pwodiksyon an. 119
E.5. Yon sipò jiridik solid pou kore batay moun andikape yo 119
E.6. Demach pou eseye korije sitiyasyon an 120
1. Nan nivo politik: 120
2. Nan nivo sanitè: yon mezi prevansyon 121
3. Nan nivo sosyal 121
4. Nan nivo edikasyon 121
5. Konsènan Espò ak Divètisman : 122
6. Aksyon enpòtan ki realize deja 122

Chapit III : POU YON POLITIK NASYONAL GLOBAL ANDIKAP 123

A. Enonse Politik Nasyonal la 123
A.1. Ranfòsman enstitisyonèl 124
A.2. Politik Nasyonal anfavè moun andikape yo 125

A.3. Plan k ap gide aksyon yo 126
A.4. Politik entegrasyon an..... 126
A.5. Yon ajennda ki makònen ak reyalite a..... 128

Chapit IV : POLITIK PIBLIK SEIPH 129

A. Definisyon ak Enonse politik piblik yo 129
A.1- Prevansyon 130
A.2. - Pwoblèm timoun ki nan sitiyasyon andikap..... 133
A.3. Kondisyon fanm andikape..... 135
A.4. Pwoblèm nan lè se moun aje..... 137

B. Pou mete sèvis debaz yo alapòte moun andikape yo..... 139
B.1. La sante 140
B.2. Kay ak yon anviwònman ki ofri sekirite..... 141
B.3. Transpò 142
B.4. Edikasyon/Fòmasyon pwofesyonèl 142
B.5. Travay 144
B.6. Mete lajistis ak sèvis jiridik alapòte moun andikape yo 145
B.7. Mete Nouvo Teknoloji Enfòmasyon ak Kominikasyon (NTIC) yo alapòte moun andikape yo 145
B.8. Kilti, divètisman ak espò 146

C. Pou yon koperasyon anfavè Andikap la 148

Pou fini..... 149

Kontèks

Yon politik nasyonal ki pran pwoblèm andikap la an konsiderasyon
(Jistifikasyon politik nasyonal la).

17 me 2007, Ekselans René Préval, Prezidan Repiblik d Ayiti ak Premye Minis Jacques Edouard Alexis pran yon arete pou kreye Biwo Sekretè d Eta pou Entegrasyon Moun Andikape yo.

Se tout peyi a ki te byen akeyi kreyasyon nouvo biwo sa a.

Nouvo Sekretè d Eta Prezidan Préval nonmen an, Doktè Michel A. Péan, se yon avèg, ki konn pwoblèm andikap la fen, li se kòdonatè nasyonal Sosyete Ayisyen k ap Ede Avèg yo (*SHAA)*, ansyen sekretè nasyonal RANIPH epitou li se manm komite egzekitif Konsèy Karayibeyen Avèg yo ki gen lokal li nan Antigua.

Yon fwa Sekretè d Eta a fin enstale, se premye enfòmasyon ki soti nan premye analiz ki te fèt san paspouki yo ki te oryante l. Gras ak sipò Minis Afè Sosyal ak Travay la, Gérald Germain, kolaboratè ki pi pre l yo, asosyasyon ak enstitisyon k ap travay nan domèn andikap la, patwon SEIPH la te wè nesesite pou prepare yon dokiman kote l ap prezante gran oryantasyon nouvo enstitisyon leta sa a. Anpil moun te panse se yon bagay

nòmal, si pou n jwenn yon kantite bon lide, rasanble divès kalite opinyon, remak ak konsiderasyon ki soti nan tout sektè, se yon fowòm pou n òganize. Fowòm sa a ki te fèt anba patwonaj Ministè Afè Sosyal ak Travay (MAST), 4 ak 5 oktòb 2007, te pèmèt nou ranmase tout kalite pwopozisyon ak rekòmandasyon. Dokiman ki soti nan fowòm nan pote bon jan limyè ak temwayaj sou enterè ki gen pou kategori moun sa yo yo te toujou neglije nan sosyete a. Dewoulman fowòm nan ak tout revelasyon ki soti ladan l vin anrichi vizyon nou te genyen nan kòmansman an ak lide ki soti bò kote moun andikape yo menm ansanm ak lòt sektè ki asepte kore batay yo a. Fason prèske tout moun wè bagay yo menm jan an montre lide nou te genyen nan kòmansman yo te byen chita e sa pèmèt nou fè chwa politik ki pap rete kòm senp pawòl anpil men ki pral tounen aksyon konkrè k ap fèt anfavè moun andikape yo ak tout nasyon an.

Yon sijè enterè piblik

Pwoblèm andikap la depase limit peyi d Ayiti, se yon pwoblèm mondyal lè nou konsidere chif 650 milyon moun andikape ki gen sou tè a, dapre dènye chif Nasyonzini pibliye sou kesyon an. Lakay nou, konsekans andikap la pi grav toujou paske nou se yon peyi pòv kote lamizè ak soudevlopman an frape moun andikape yo pi di. Andikap la, plis mizè a fè moun andikape yo viktim doub fwa e, sa k pi rèd, yo pa egziste pou yon Leta ki echwe nan tout domèn. Kidonk zafè politik sosyal pou moun andikape se dènye sousi yon Leta konsa.

Andikap la ak fason moun wè l

Pandan lontan, twò lontan menm, sosyete ayisyen an te toujou meprize moun andikape, li pa te janm sansib pou yo, esepte kèk aksyon charite yon seri legliz ak enstitisyon imanitè nan sosyete sivil la konn fè pou ede yo. Konpòtman sa a konn fè anpil moun andikape santi yo pa itil e yo konn menm panse yo enferyè. Konpòtman malonèt sa a ki merite pou yo ta kondane soti nan kwayans popilè a ki di depi yon moun andikape se Bondye k ap pini l oubyen se dyab ki fè l sa. Kòm yo lage pou kont yo, moun andikape yo ki anba grangou ak mandyansite, tonbe nan parès epi nan dezespwa. Erezman, akote kèk ka readaptasyon nou jwenn nan popilasyon andikape a ann Ayiti, gen asosyasyon ak enstitisyon k ap travay nan sektè a ki rive sansibilize yon bon kantite Ayisyen ak Ayisyèn sou sitiyasyon moun sa yo epi fè wè nesesite pou defann dwa yo.

Gaye pawòl la, mete pwoblèm nan devan je tout moun, aji kòmsadwa pou amelyore kondisyon lavi moun andikape yo epi chanje mantalite sosyete a sou pwoblèm andikap la, se yon travay prese prese si nou vle bati yon Repiblik kote moun egalego.

Gwo lide ki travèse dokiman an

Liv sa a se yon zouti k ap pèmèt echanj ak lyezon ant moun andikape yo, Leta a, ONG yo ak popilasyon an. Pami lòt pwoblèm yo, li poze pwoblèm andikap la jodi a ak tout kalite difikilte moun sa yo ap rankontre. Apati konsta ki fèt la, liv la ap bay gwo lide yon politik piblik nasyonal pou amelyore e menm rezoud nèt pwoblèm moun k ap viv ak enkapasite yo.

Gwo lide sa yo se*:*

- ranmase pwoblèm andikap la ann Ayiti epi fè l tounen yon priyorite jan Nasyonzini swete l la ;
- mete pwoblèm nan nan mitan pi gwo sousi Leta ayisyen ;
- sèvi ak entegrasyon sosyal pou chanje vizyon tradisyonèl sou andikap la ann Ayiti ;
- fè moun andikape yo tounen yon kategori moun responsab, ki gen dwa pou yo respekte yo, pou yo jwenn travay e pou yo pwodui san okenn diskriminasyon.

CHAPIT I

Kad global ak pespektiv

A. Sitiyasyon jeyografik peyi d Ayiti

Ayiti mezire 27.700 km2. AK kantite tè sa a, Ayiti se twazyèm pi gwo peyi nan gran Antiy yo, (Kiba 114.524 km2, Repiblik Dominikèn 48.442 km2). Ayiti, yon tè ki chaje ak tèt mòn, pi aksidante pase Lasuis. Pou jeyograf yo kab esplike konplikasyon ak boulvèsman relyèf li a, yo konpare l ak yon fèy papye chifonnen.

Pami Ayiti, Kiskeya, Boyo, se Ayiti yo te kenbe kòm non ofisyèl. Ayiti se yon Repiblik, men anvan sa li te pase lòt fòm gouvènman ak lòt rejim.

Non ofisyèl	**:** Repiblik d Ayiti
Drapo	**:** Ble ak wouj nan sans orizontal (tout lajè). Ble a anwo

Kapital	: Pòtoprens
Sipèfisi	: 27.750 km^2
Popilasyon	: 8.706 497 (estimasyon 2007)
To kwasans	: 2,45 % (estimasyon 2007)
Kantite tan moun viv	: 57 lane (estimasyon 2007)
To mòtalite kay timoun	: 64 sou 1000
Lang ofisyèl	: Franse ak kreyòl ayisyen
Relijyon ki pi pratike	: Katolik, Pwotestan, Vodou

Men endikatè yo sèvi pou prezante sitiyasyon Ayiti a:

- presyon demografik : 250 abitan pou chak kilomèt kare
- konstriksyon sovaj, egzòd ak povrete : chak kawo tè killtivab nouri oubyen fè pou pi piti 12 moun viv ;
- dapre chif ki te soti an 1995 sou laj popilasyon an, yo te estime gen 43% Ayisyen ki pa te ko gen 15 lane epi yon Ayisyen sou chak 5 te gen ant 15 e 24 lane ;

- pwodiksyon, plas travay ak revni : PIB pou chak tèt abitan se 3000 goud pou yon lane e gen 50% Ayisyen se nan di yo rive satisfè bezwen esansyèl yo ;
- kantite timoun ki al lekòl la toujou trè fèb ; kantite moun ki pa konn li ak ekri a se 65%. Sitiyasyon jeneral sa a vin agrave ak yon gwo kantite moun andikape. Laplipa moun sa yo se nan klas defavorize a yo ye ; sa lakoz povrete a vin pi grav nan peyi a epi yo kontinye mete moun andikape yo sou kote.

  Yon Leta ki responsab dwe korije sitiyasyon inaseptab sa a. Se nan sans sa a nouvo ekip gouvènman an, atravè SEIPH, mete tout pwa l nan travay sa a depi apeprè 2 lane.

B.- Istwa (evolisyon sitiyasyon moun andikape yo ann Ayiti)

Youn nan mak fabrik sosyete kote moun ap viv se yon tandans pou ap chirepit toutan. Depi lontan, toupatou, nan ajisman l ak nan pratik li yo, jan pwovèb la di : ***« lòm toujou nan chen manje chen ».***

Gras ak evolisyon ki fèt nan relasyon moun ak moun pandan syèk ki pase yo, vin gen yon bon amelyorasyon nan relasyon sa yo, sa te posib paske moun yo te pran konsyans yo se moun ak inyorans lan ki te fè bak, anpil vwayaj alevini ki t ap fèt, youn te vin konn lòt pi byen. Sepandan moun te kontinye pratike move tretman ak krazezo sou moun parèy yo.

Si andikap la se tou dabò rezilta fason sosyete a wè kesyon enkapasite a ak baryè sosyete a mete devan enkapasite sa yo, fò n di laplipa konpòtman sa yo gen rasin yo nan listwa tou. Akote

defòmasyon l kite nan sèvo Ayisyen an, kolonizasyon an gen responsablite tou nan pratik vyolans ki te konn fèt depi lontan, k ap fèt jis jounen jodi a e ki te lakoz yon pakèt moun vin enfim, sa ki paralize yon bon pati nan popilasyon ayisyen an.

Sèten atik nan Kòd Nwa 1685 lan ki te fèt anba lòd Colbert, Kontwolè Jeneral tou pisan ki te Minis Wa Lafrans lan Louis XIV, te dakò ak pratik esklavajis la nan Sen Domeng, atik sa yo te jistifye epi legalize krim ak move tretman esklav yo te konn sibi. Nou gen egzanp atik 38 la :

Atik 38
Yon esklav ki sove e ki te mawon pandan yon mwa, apati jou mèt li denonse l devan lajistis la, y ap koupe de zòrèy li epi y ap make l ak yon flè lis sou yon zepòl ; si l rekòmanse pou yon mwa ankò apati jou denonsyasyon an, y ap koupe yon jarèt li epi y ap make l ak yon flè lis sou lòt zepòl la ; e sou twazyèm fwa a, y ap touye l.

Se pa san rezon nou te fè ti retou sa a nan listwa. Sa pèmèt nou konstate depi anvan nou te pran endepandans nou 1e janvye 1804 te deja gen moun andikape nan koloni an. Sèten ladan yo te natirèl men anpil fwa se sistèm nan ki pa t konsidere esklav yo kòm moun ki te lakoz.

Epoutan pa gen youn nan lwa yo adopte apre endepandans lan ak pandan tout rejim ki pase yo ki te pran ka moun andikape yo an konsiderasyon.

B.1.- Aksyon ki fèt an favè moun andikape yo nan nivo entènasyonal

Toupatou sou latè, moun ki andikape nan kò yo, nan lespri yo ak nan sans yo toujou viktim diskriminasyon ni nan fanmi

yo ni nan sosyete a. Sepandan, avèk pwomosyon dwa Moun yo, nan dezyèm mwatye ventyèm syèk la, sou plan entènasyonal, gen pa enpòtan ki fèt sitou lè yo adopte plizyè Akò, Deklarasyon, Konvansyon, Trete (ki pa egzijib) ki vize pwoteksyon moun andikape yo. Sou pwen sa a, men kèk dokiman nou ka konsidere:

- **Deklarasyon sou Dwa Moun Retade mantal**
- **Deklarasyon sou Dwa Moun Andikape yo**
- **Pwogram Aksyon Mondyal konsènan Moun Andikape yo**
- **Direktiv Tallin Aksyon pou Devlopman Resous Moun nan domèn enkapasite**
- **Prensip pou Pwoteksyon Moun k ap viv ak yon Maladi Mantal ak pou Amelyorasyon Lasante Mantal**
- **Regleman jeneral pou Egalizasyon Moun k ap viv ak Enkapasite**
- **Rekòmandasyon Oganizasyon Entènasyonal Travay (OIT) konsènan readaptasyon pwofesyonèl moun andikape yo**
- **Deklarasyon Sundberg sou Aksyon ak Estrateji pou Edikasyon ak Entegrasyon.**

Pami dokiman sa yo, sa moun pi konnen se **Konvansyon Entèameriken pou Elimine tout Kalte Diskriminasyon kont Moun Andikape Oganizasyon Leta Ameriken yo (OEA) te adopte nan lane 1999** ak **Konvansyon Nasyonzini sou Dwa Moun Andikape Asanble Jeneral Nasyonzini an te adopte nan lane 2006.**

Pandan ane ap pase epi yon fason pi sistematik nan kòmansman ane 80 yo, gen anpil jefò ki te fèt. Se konsa yo te vin declare ane 1981 an **« ANE MONDYAL MOUN ANDIKAPE**

YO ». Nan menm sans lan apre, Asanble Jeneral Nasyonzini an te pwoklame period 1983-1992 la **« DESENI NASYONZINI POU MOUN ANDIKAPE YO »** epi yo te kenbe dat 3 desanm nan kòm **« Jounen Entènasyonal moun andikape yo ».**

B.2.- Aksyon ki fèt anfavè moun andikape yo nan nivo nasyonal

Nan nivo nasyonal, lè nou fè yon koutje nan tout Konstitisyon peyi d Ayiti yo, soti 1801 rive 1983, si nou dakò ak prensip jeneral ki di « tout moun fèt egalego, yo gen menm dwa ak diyite », se sèten, depi premye konstitisyon nou an te pibliye, konstitisyon Toussaint Louverture a, dwa fondamantal moun andikape yo te garanti teyorikman. Toufwa, lè nou konnen moun k ap viv ak enkapasite yo se moun ki gen de bezwen espesyal ki dwe benefisye pwoteksyon lalwa yon fason espesyal, li klè sektè sa a pa janm jwenn tretman yo merite paske pa gen okenn kote yo pale sou pwoteksyon espesyal pou moun andikape yo. Menm Konstitisyon 1889 la ki te dire pi lontan te bliye rezève yon espas pou plede kòz moun andikape yo.

Fòk nou te tann piblikasyon Konstitisyon 1987 la pou n te jwenn koreksyon gwo enjistis sa a ki te mete yon pakèt moun sou kote pandan plizyè lane. Nan atik 32-8 la, Konstitisyon 1987 la rekonèt moun andikape yo gen dwa pou yo otonòm, pou yo jwenn edikasyon epi pou yo reskonsab tèt yo.

Apa rekonesans sa a ki sou papye, ti sa gouvènman ayisyen yo fè pou entegrasyon moun andikape yo mèg anpil:

- nan lwa òganik Ministè Afè Sosyal ak Travay yo prevwa kèk mezi pwoteksyon anfavè moun ki vin andikape akoz yon aksidan travay;

- nan lane 1983, Leta ayisyen kreye Konsèy Nasyonal pou Reyabilitasyon Andikape yo (CONARHAN) ;
- an 1994 Palman ayisyen an ratifye Konvansyon sou Dwa Timoun kote yo rekonèt timoun andikape yo gen menm dwa ak tout lòt timoun yo di ki nòmal yo;
- an 1998, Leta ayisyen ansanm ak lòt Leta nan Karayib la ak Amerik Latin nan siyen Deklarasyon San Juan Pòtoriko a ki rekonèt nesesite pou moun andikape yo patisipe nan demach pou tabli demokrasi nan zòn nan ;
- an 1999, Ayiti siyen Konvansyon Entèameriken pou Eliminasyon tout Fòm Diskriminasyon kont Moun Andikape Oganizasyon Leta Ameriken yo (OEA) te adopte.

Fò n di tou, sou demand Gouvènman an, nan dat 12 mas 2009 la, Palman ayisyen an te ratifye Konvansyon Entèameriken ak Konvansyon Nasyonzini sou Dwa Moun Andikape yo.

C.- Prezantasyon SEIPH: Yon zouti nan sèvis moun andikape yo.

Desizyon Egzekitif ayisyen an pran pou kreye Sekreteri d Eta pou Entegrasyon Moun Andikape yo nan mwa me 2007 la te parèt nan je popilasyon ayisyen an kòm yon bagay tou nèf nan administrasyon Leta ayisyen an. Depi yo te fin adopte Konstitisyon 1987 la, se premye fwa yon arete Prezidansyèl te pale de atik 32-8 la nan okazyon nominasyon Sekretè d Eta pou Entegrasyon Moun Andikape yo.

Atik sa a fè Leta ayisyen obligasyon pou l bay moun andikape yo ak sidwe yo (moun entèlijans yo depase nòmal) mwayen nesesè pou yo fonksyone.

Lè gouvènman an pran desizyon sa a, li montre li wè lwen epi li gen sans responsablite. Pandan tout listwa peyi a, moun andikape yo te toujou apa, bandonnen, yo toujou viktim mepriz ak move tretman anba men otorite leta, paran ak anba men sosyete a alawonnbadè.

Lè l kreye enstitisyon piblik sa a, gouvènman Repiblik la kapab frape lestomak li pou l di li eseye leve defi moun andikape yo t ap fè faskare chak jou tankou posiblite pou yo jwenn swen lasante, edikasyon, travay. Toupatou sou latè moun sa yo ap viv nan yon anviwònman sosyal, kiltirèl, ekonomik ki difisil. Yo konsidere yo kòm yon kategori moun apa.

Si sitiyasyon malouk sa a toujou rete yon pwoblèm yo poko rezoud nan peyi rich yo, nou pa menm bezwen mande kouman sa ye nan ti peyi pòv yo. An reyalite, nan peyi sa yo, koze povrete a ranfòse zafè mete sou kote a, sa dekouraje distribisyon sèvis sosyal yo epi li anpeche yo adopte mezi legal pou entegrasyon ak devlopman total kapital moun andikape yo.

Sa pi rèd toujou ann Ayiti, anplis pwoblèm espesyal ki gen pou wè ak sitiyasyon ekonomik grav peyi a ap viv an jeneral, moun andikape yo rankontre divès lòt kalite difikilte (wout yo plen twou, twotwa yo chaje machann, biwo piblik ak biwo prive pa fèt ak fasilite pou moun andikape yo) ki gen pou wè ak limitasyon pa yo pou yo fonksyone nan yon anviwònman ki degrade nan tout sans.

Sekreteri d Eta pou Entegrasyon Moun Andikape yo vle pote solisyon pou pwoblèm moun sa yo ap viv. Se misyon sa a li bay tèt li.

C.1.- Misyon SEIPH

Men misyon Leta ayisyen konfye Sekreteri d Eta pou Entegrasyon Moun Andikape yo :

- konsevwa, prepare yon politik nasyonal anfavè moun andikape yo;
- fè aksyon konkrè nan diferan domèn pou non sèlman soulaje mizè moun andikape yo men tou pou pote kole nan avansman ak entegrasyon popilasyon andikape a ann Ayiti.

Misyon sa a klè, pa gen wout pa bwa. Li vize pou amelyore kondisyon lavi moun andikape yo, yon bò nan chanje fason popilasyon an wè yo epi yon lot bò nan chanje kondisyon lavi yo. Aksyon anfavè moun k ap viv ak andikap yo dwe fèt nan nivo nasyonal ann akò ak lespri desantralizasyon konstitisyon an ap pale a epi sa dwe fet san okenn diskriminasyon. Aksyon an dwe prezan nan tout entèvansyon Leta a epi fò l fèt nan respè nan diyite moun sa yo sa vle di sa pa dwe sanble aksyon charitab papa oubyen manman bon kè k ap pran pitye pou yo.

C.2. - Gwo objektif ak objektif espesyal SEIPH

Pou SEIPH reyisi misyon sa a li bay tèt li gran oryantasyon sa yo ki se yon seri objektif li dwe atenn:

- devlope yon politik piblik anfavè moun andikape yo avèk twa eleman idantifikasyon ak reperaj sa yo : mak fabrik yo, resansman, lokalizasyon;
- presize diferan aksyon ki nesesè ki pou fèt pou politik sa a reyisi ;

- rekonèt moun andikape yo se moun se sitwayen toutbon epi rekonèt yo kòm patnè;
- ankouraje moun andikape yo òganize yo pou defann dwa yo;
- idantifye pwoblèm moun andikape dapre sa ki pi enpòtan yo epi chache solisyon yo;
- amelyore sèvis piblik yo pou moun andikape yo kab jwenn yo pi fasil;
- sansibilize tout moun alawonnbadè sou pwoblèm moun ki nan sitiyasyon andikap yo;
- pwovoke yon chenn solidarite ak jenewozite kòm patisipasyon SEIPH nan chanjman k ap fèt nan nasyon an;
- patisipe nan prevansyon ak demach pou redui kantite moun andikape nan peyi a ;
- patisipe nan tabli yon sosyete ki chita sou solidarite.

C.3.- Chapant SEIPH

Kòm zafè andikap la travèse plizyè sektè, sa oblije responsab yo chita pale ak òganis piblik tankou prive pou chache solisyon dirab pou entegrasyon moun andikape yo. Pou l fè travay sa a, SEIPH mete yon estrikti operasyonèl sou pye ki fonksyone sou 2 nivo santral ak rejyonal.

Estrikti santral la

a. Biwo Sekretè deta a kwafe estrikti sa a ki se ògàn egzekitif SEIPH la. Li pran desizyon politik yo epi li bay otorizasyon pou desizyon ki konsène administrasyon an. Sekretè d Eta a patisipe nan konsèy gouvènman ak

nan konsèy minis yo epi li la pou aplike politik gouvènman an nan domèn andikap.

b. ***<u>Kabinè teknik</u>*** lan ki gen ladan l yon seri kad (pwofesyonèl, teknisyen ak espesyalis) ki la pou konseye epi asiste Sekretè d Eta a nan tout domèn ki diferan e ki espesyal tou tankou reyadaptasyon, politik aksesibilite, ekonomi, kad jiridik, edikasyon espesyal, pwodiksyon entelektyèl, eks.

c. ***<u>CONARHAN</u>***, ki se ti non Konsè Nasyonal pou Reyabilitasyon Moun Andikape yo, se yon enstans konsiltatif pou SEIPH, li jwe wòl lyezon ant gouvènman an ak Sosyete Sivil la, li fasilite dyalòg ant de enstans yo epi li ankouraje yo pran desizyon anfavè moun andikape yo. CONARHAN gen nèf (9) manm, se Prezidan an ki nonmen yo ak yon arete prezidansyèl.

d. ***<u>Inite yo ak sèvis yo</u>***

<u>d.1.- Inite Administrativ</u>: Inite sa a gen nan tèt li yon kòdonatè administratif ki okipe tout kesyon ki gen pou wè ak administrasyon SEIPH la.

<u>d.2.- Inite Etid, Planifikasyon ak Envestisman:</u> Se yon ògàn teknik Sekreteri d Eta pou Entegrasyon Moun Andikape yo ki gen kòm misyon :

a. patisipe nan elaborasyon politik nasyonal pou entegrasyon sosyal ak ekonomik moun andikape yo ;
b. reflechi sou pwojè, elabore, evalye dosye pwojè, veye pou yo aplike epi pou suivi yo fèt.

<u>d.3.- Sèvis Sansibilizasyon ak Fòmasyon</u> : Li gen kòm wòl sansibilize tout kominote ayisyen an sou

pwoblèm andikap la yon bò, epi yon lòt pa, fè fòmasyon san rete pou kad SEIPH yo. Se sèvis sa a tou ki okipe zafè relasyon piblik enstitisyon an.

Estrikti rejyonal la:

a. <u>Biwo depatmantal yo:</u> diferan depatman yo pral gen biwo k ap responsab lyezon ak biwo santral la pou aplike politik SEIPH la sou pwoblèm andikap la.

b. <u>Komisyon Kominal pou Aksesibilite</u> k ap gen ladan yo manm sektè piblik ak sektè prive ki pral la pou fasilite moun andikape yo jwenn sèvis piblik tankou swen sante, lekòl, espas ki ouvè pou piblik la tankou pak, twotwa, pakin, eks…

CHAPIT II

Politik nasyonal pou entegrasyon moun andikape yo

A. Politik Entegrasyon SEIPH la

Nan kokenn dispozisyon k ap pran sou politik piblik yo, politik entegrasyon an se yon demach teyorik ki vini apre obsèvasyon ak analiz, se yon entèvansyon dinamik kote aktivite ak enfliyans yo se dabò sou moun andikape yo fèt, apre se sou sosyete sivil la ak sou enstans leta ak enstans gouvènman yo, yo chak nan sa ki konsènen yo.

Si nou dakò ak prensip moun andikape a se yon sitwayen total kapital e ki konsyan se sa l ye, li gen devwa nan fanmi l e kòm sitwayen, sosyete a dwe fè tout sa l kapab pou tout moun andikape jwi dwa sivil ak politik yo epi pou yo benefisye avantaj kondisyon yo a egzije san okenn lespri charitab.

Nan sans sa a, politik nasyonal k ap aplike a dwe chita alafwa sou esperyans ki te fèt déjà, sou aksyon k ap fèt kounye a, pou

prepare epi amenaje lavni an. Politik nasyonal la dwe menm nan tout rakwen peyi a, dapre posiblite lajan, li dwe vize yon lavi miyò pou tout moun epi fò l mache ak aktivite kominikasyon, fòmasyon, ensesyon ak lòt anko. Kidonk sa mande pou n fè yon evalyasyon k ap pèmèt nou fouye rasin pwoblèm nan, idantifye bezwen yo epi aji pou amelyore sitiyasyon jeneral moun andikape yo nan tout nivo.

Moun andikape yo prezan nan tout kouch sosyal peyi a nan mòn tankou lavil. Pou rezoud pwoblèm sa a nan tout peyi a, sa mande tou dabò pou nou byen sène l epi gade kijan l manifeste ann Ayiti yon fason pou n kab defini domèn entèvansyon yo pou n pote solisyon ki nesesè.

B.- Ki sa andikap la ye ?

Mo «andikap » la sèvi pou pale de moun ki gen domaj nan kò yo, nan lespri oubyen nan sans yo, domaj sa a gen dwa pa kab geri oubyen li kab geri, men li limite kapasite moun nan pou l mennen yonn oubyen plizyè aktivite nan lavi chak jou, pafwa se anviwònman ekonomik ak sosyal la ki konn lakoz domaj la oubyen ki agrave l.

Gen plizyè kalite andikap nou kapab klase konsa :

C.- Divès kalite andikap

1. - Andikap motè

Andikap motè a kab touche yon manm oubyen tout kò a. Moun ki gen fòm andikap sa a deplase swa ak yon pè beki oubyen sou chèz woulan. Pou n pi klè, andikap motè a jennen

oubyen anpeche moun nan deplase, jennen l pou l pran bagay ak men e pafwa pou l pale.

Gen divès kalite andikap motè pami yo nou kab site:

Blese medilè: chòk nan mwèl epinyè a.

Parapleji: lè kò a paralize akoz yon chòk nan mwèl epinyè dòsolonbè a ki atake manm enferyè yo (janm yo) ki anpeche moun nan fè mouvman ak senti l e ki fè l pa santi anyen nan pati ki afekte nan kò a.

Kadrapleji: lè kat manm yo ak kò a paralize akoz yon chòk nan mwèl epinyè nan zòn kou a.

Mouvman envolontè: Mouvman envolontè e san kontwòl manm ki paralize yo fè sitou kay moun ki blese nan mwèl yo.

Trakeyotomi: Twou yo fè nan kou a ki pèmèt yo mete yon tiyo nan youn nan kanal gòj la pou pèmèt yon moun respire lè l gen pwoblèm respirasyon.

Emipleji: Lè yon bò nan kò moun nan pa ka fé mouvman oubyen li pa santi anyen nan bò a (soti anwo rive anba) akoz yon chòk nan sèvo a.

Aksidan Vaskilè Serebral (AVC): Sa kab rive akoz yon ti venn ki bouche (twonboz) oswa ki chire (emoraji).

Enfimite motè serebral/(IMC): moun ki pèdi kontwòl mouvman yo akoz yon chòk nan sèvo, men ki pa afekte kapasite pou moun nan konprann.

***Chòk nan tèt*:** Chòk nan sèvo akoz yon aksidan. Moun ki viktim chòk nan tèt la kapab genyen difikilte pou l fè mouvman tankou emipleji, men li kapab gen twoub nan kon-

pòtman l tou tankou: fè tout bagay dousman, pa mal pou eksite, pèdi kontwòl fizyolojik, pèdi kontwòl tan ak espas.

2.- Pwoblèm nan je

Andikap nan je a kouvri plizyè reyalite ki soti nan etap wè twoub pou rive nan avèg total kapital.

Nan kategori andikap nan je yo nou ka site :

Anbliyopi : kapasite pou moun nan wè ap bese san je a pa t pran okenn chòk.

Mal vwayans : Lè moun nan we twoub

Sesite: Moun ki avèg

3. - Andikap mantal

Otis: andikap nan devlopman moun nan ki fè l gen difikilte pou l kominike ak pou l konprann relasyon sosyal yo.

Ansefalopati: pwoblèm mantal ki asosye ak enkapasite pou fè mouvman ak pou gen sansasyon.

Trizomi 21: se lè pè 21 kwomozòm nan pa fonksyone nòmalman, sa bay gwo pwoblèm entelektyèl.

4. - Andikap sichik

Isteri: dezòd mantal ki parèt avèk yon konpòtman egzajere nan lespri ak santiman moun nan

Nevwoz: maladi ki frape moun nan nan pèsonalite l ki lakoz dezòd nan santiman ak emosyon l, men moun nan toujou rete konsyan nan tout zak li.

Sikoz: pwoblèm ki afekte pèsonalite ak fonksyon entelektyèl yon moun nètalkole, men moun nan pa konn sa l ap fè.

Eskizofreni: sikoz ki manifeste ak yon move fonksyònman lespri, moun nan pèdi kontak ak lòt moun epi li fèmen sou limenm.

Twoub obsesyonèl konpilsif (TOC): Moun nan soufri obsesyon ak konpilsyon. Obsesyon an se yon seri imaj oswa panse ki ap pase nan tèt moun nan toutan epi ki kreye enkyetid, laperèz ak tansyon lakay li. Konpilsyon yo se konpòtman yon moun ap repete kòm reyaksyon a obsesyon yo.

5.- Andikap oditif

Kit se depi moun nan fèt, kit se konsekans yon maladi oswa yon aksidan, andikap oditif la kapab nui kominikasyon ak posiblite pou moun nan jwenn enfòmasyon si anviwònman l pa veyatif. Moun ki soud oubyen ki tande di a devlope pwòp ladrès li pou l kab kominike. Devan andikap sa a ki pa twò vizib e yo pa bay twòp enpòtans, sèten moun soud oubyen moun ki tande di reyaji nan evite kontak ak lòt moun e pafwa yo izole tèt yo piti piti. Sepandan, mòd kominikasyon adapte yo, nouvo metòd pou moun aprann ak aparèy espesyal kab pèmèt yo entegre epi viv prèske « nòmalman ».

Andikap oditif yo se:

Soud transmisyon: Li atake pati zòrèy la ki deyò, lè sa a moun nan pa ka tande son grav yo.

Soud pèsepsyon: Li atake pati zorèy la ki anndan. Jeneralman pwoblèm sa a konn korije trè byen ak aparèy oditif. Sa kapab rive lè moun nan te twò pre son ki fò anpil.

Devan diferan kalite andikap sa yo, nou pa menm bezwen di Leta dwe aji san pèdi tan, tabli politik piblik ki konsidere tout difikilte chak kalite andikap kab bay. Leta dwe pran yon seri mezi koreksyon tankou adapte kay yo, miltipliye aparèy òtopedik, mete medikaman disponib pou moun ki soufri ak trizomi, fòk mezi sa yo pran non sèlman nan Pòtoprens ak nan lòt vil yo men tou nan tout rakwen ki pi lwen yo nan peyi a.

D.- Eta sitiyasyon Andikap la an Ayiti

Pa gen yon repons imedyat pou kesyon sa a. Pou n jwenn repons lan, gen nesesite pou yo anvizaje yon resansman serye ak kèk ankèt ki konsidere sitiyasyon an dapre reyalite lokal ak disparite rejyonal yo. Nan menm demach sa a, diferan kalite (tipoloji) andikap yo se yon enfòmasyon enpòtan ki merite konsiderasyon. Fò n di tou pou kounye a, etid ki te fèt deja yo bay yon bon bourad pou n byen fè travay la ki ap sèvi ak yon seri chif, menm si yo gen plis pase 20 lane, kapab sèvi kòm endikatè, paske yo konfòm ak kalkil Nasyonzini yo. Annatandan nouvo rechèch fèt pou founi nou chif ki pi nèf ki nesesè pou pote plis limyè sou pwoblèm nan jounen jodi a.

Chif sa yo Andikap Entènasyonal ak RANIPH te bay te estime popilasyon andikape a a 800 mil moun, swa anviwon 10% popilasyon total peyi d Ayiti.

Lè n konsidere diferan kalite andikap yo, men kijan yo klase popilasyon andikape a :

d.1.- Tablo repatisyon moun andikape nan peyi d Ayiti

Kalite andikap	%	Kantite moun
Andikap motè	25	200.000
Andikap nan je	9	72.000
Andikap oditif	9	72.000
Moun ki gen difikilte pou y aprann	43	344.000
Maladi lèp ki pa jwenn swen	1	8.000
Epilesi/malkadi ki pa jwenn swen	6	48.000
Moun ki gen konpòtman dwòl	6	48.000
Divès lòt andikap	1	8.000
Total	**100**	**800000**

Sous : Andikap Entènasyonal ak RANIPH (2003)

Moun andikape yo viktim dèske yo pa ka jwenn sèvis de baz yo. Nou pa menm kab di, jounen jodi a, gen 3% moun andikape nan tout peyi a ki jwenn sèvis sante, edikasyon ak reyadaptasyon. Bezwen Ayisyen k ap viv ak andikap yo genyen pou devwale kantite difikilte grav y ap rankontre chak jou. Tout politik piblik responsab dwe pran sa an konsiderasyon dabò nan idantifye difikilte sa yo epi ansuit fè aksyon enèjik pou elimine yo.

E.- Domèn entèvansyon yo

E.1.- Posiblite pou jwenn swen sante yo limite

Yon etid Healing Hands for Haïti Foundation reyalize an janvye 2002 montre se sèlman 1 a 3% popilasyon ayisyen an ki benefisye yon fòm pwoteksyon sosyal nan men Leta lè yo malad, pou akouchman, aksidan ak lè yo granmoun retrete.

Anpil fwa yo konsidere moun andikape yo kòm pi pòv pami pòv yo paske, anplis sitiyasyon difisil y ap viv, yo pi frajil paske

yo pap travay e yo pa gen resous lajan pou fè faskare ak tout kalite pwoblèm lavi a. Akoz kondisyon lavi a k ap deteryore ann Ayiti, posiblite pou moun jwenn swen sante pou tretman ak prevansyon prèske pa egziste, nan ka moun andikape yo, yo pa ko eseye tabli okenn sistèm espesyal.

Posiblite pou moun andikape yo jwenn swen sante prèske pa egziste menm jan manke pòs sante pou sèvi tout popilasyon ayisyen an.

E.2.- Pwoblèm pou jwenn sèvis yo ak pwoblèm entegrasyon an

Makfabrik sosyete ayisyen an ki chita sou eksklizyon (mete yon kategori moun sou kote), moun pa ak klan, frape moun andikape yo di. An reyalite se moun andikape yo menm ki dwe degaje yo jan yo konnen pou eseye entegre epi viv nòmalman nan sosyete sa a kote menm moun ki gen tout kapasite yo mal pou evolye. Sitiyasyon moun andikape nan gwo peyi rich yo amelyore anpil. Gen dispozisyon yo pran nan peyi sa yo pou fasilite entegrasyon yo e fè lavi a pi miyò, pou yo viv pi alèz. Poutèt yo menm, yo konstwi espas ki pèmèt yo deplase pi fasil (konstriksyon ranp, yo fè estasyon/pakin ak zòn sikilasyon espesyal pou yo) nan sousi pou respekte privilèj ak obligasyon yo kòm sitwayen total kapital, ki gen dwa, ki gen devwa, ki menm oblije peye taks ak enpo lalwa prevwa, mete sou frè yo gen pou peye tou pou sèvis yo resevwa nan diferan enstitisyon piblik, demi-piblik ak prive.

Epoutan, ann Ayiti, Direksyon Jeneral Enpo (DGI) ak Ladwann, pou n pran de pi gwo enstitisyon sa yo ki responsab ranmase resèt pou Leta, pa menm konn si kategori kontribi-

yab sa yo egziste. Menm jan tou yo pa pran okenn dispozisyon pou fasilite sikilasyon moun sa yo nan kay ak nan espas piblik tankou prive. Anplis nuizans nou deja siyale yo (ranp ki pa genyen, pakin espesyal ki pa genyen pou yo), gen anpil lòt ankò ki redui alevini moun andikape yo:

- difikilte pou yo sikile sou chèz woulant akoz pa gen espas ki fèt pou sa ;
- twotwa yo ki anvayi ak machann, ti komèsan oubyen garaj ;
- gwo twou ki gaye pasipala nan tout ri kapital la ak prensipal vil peyi a ;
- règ priyorite anfavè moun andikape yo ki pa obsève nan transpò piblik yo.

Sa se kèk egzanp difikilte moun andikape yo ap rankontre epi y ap eseye kòlte ak yo chak jou pou yo ka viv yon fason otonòm epi nan pi bon kondisyon ann Ayiti.

Politik entegrasyon an dwe ranmase sitiyasyon malouk sa a epi fè jefò pou pote koreksyon, reparasyon ak restorasyon pou retabli moun andikape yo nan dwa yo.

E.3.- Pwoblèm ki gen pou wè ak Edikasyon timoun ak jèn andikape

Rezilta yon ankèt komisyon adaptasyon eskolè ak api sosyal Ministè Edikasyon Nasyonal te fè an 1998 te di gen 23 lekol espesyal ak sant reyadaptasyon eskolè pou moun andikape. Sou yon popilasyon 120 mil jèn ak timoun andikape ki gen laj pou al lekòl, 2019 sèlman jwenn pen lenstriksyon, sa vle di 1.7%. Pandan dis lane ki pase yo, (1988-2008), kantite moun andika-

pe ki ale lekòl soti nan 1.7% pou l rive nan 3.5%. Men sityasyon an toujou kritik lè n konnen gen 3.5% timoun andikape ki ale lekòl pou 70% timoun ki pa andikape ki ale lekòl.

Ankèt Ministè Edikasyon Nasyonal la montre sou yon total 46.919 pwofesè (1e ak 2e sik fondamantal), se sèlman 298 ki resevwa yon fòmasyon nan edikasyon espesyal.

Mank preparasyon pwofesè ayisyen yo nan nivo lekòl regilye yo parèt klè. Se sa k fè yo pa gen kapasite pou yo detekte timoun ki gen difikilte pou aprann epi pou fasilite entegrasyon jèn andikape yo. Pa gen okenn ansèyman ak fòmasyon espesyal nan pwogram inivèsite yo espesyalman nan sant kote yo fòme pwofesè yo. Youn nan bagay ki manke nan Plan Nasyonal Edikasyon ak Fòmasyon an se yon seksyon apa ki pale sou yon sèvis edikasyon espesyal.

An jeneral, sistèm edikasyon ayisyen an pa pran ka andikape yo an konsiderasyon. Men nou kab site kèk ka moun ki avèg ak moun soud-bèbè ki reyisi nan sistèm nan. Nan menm sans lan, anpil fwa, yo inyore timoun ki gen difikilte pou yo aprann. Nan kategori sa a gen sa ki kapab ale lekòl (andikap lejè....) ak sa ki pa kapab ale lekòl (andikap grav ak divès lòt kalite andikap).

Esperyans edikatè espesyalize yo bay prèv timoun ki nan premye gwoup la kapab boukle etid primè a. Men sistèm nan kondane timoun sa yo paske pa gen yon pwogram espesyal pou yo. Yo fè yo pase menm kalite egzamen ak timoun lekòl regilye yo.

Edikatè espesyalize yo montre enpòtans ankadreman an nan demach reyabilitasyon yon timoun andikape. Anpil fwa,

timoun sa yo konn viktim koutim ak mès paran yo ki se gwo baryè ki anpeche timoun nan reprann li. Pa egzanp gen paran ki pa asepte dyagnostik espesyalis fè epi ki di se kreten timoun nan ye oubyen se malediksyon.

E.4.- Retisans pou entegre moun andikape yo nan sistèm travay ak sistèm pwodiksyon an.

Nan mwa jiyè 2004 la, yo te estime kantite anplwaye leta yo 50 mil. Sou chak 10 mil anplwaye Leta ou te jwenn 2 moun andikape, swa yon total 10 fonksyonè. Sa gen 10 ane, pa te gen yon sèl moun andikape ki t ap travay nan Leta. Jounen jodi a gen trant moun andikape ki anplwaye Leta.

Nan sektè prive a, nan sikui fòmèl la gen yon ti amelyorasyon tou piti. Pou kounye a, sou 1.050 anplwaye nan yon antrepriz, 31 se moun andikape. Swa 2,95%. Fò n siyale tou kèk ka moun andikape k ap travay nan antrepriz fanmiy. Men nou konstate lè de kandida pou yon travay gen menm kalifikasyon, se moun ki pa gen andikap la y ap pran sou sa ki pa gen tout kapasite l la, se sa ki lakoz tout chomè sa yo nan popilasyon andikape a.

Malgre anpil enstitisyon finansyè (bank, kès epay, mikwokredi) renka pou yo prete moun andikape yo lajan, gen anpil nan yo ki fè komès kanmenm nan sikui enfòmèl la pou yo kab okipe tèt yo ak fanmi yo.

E.5.- Yon sipò jiridik solid pou kore batay moun andikape yo.

Kèk lwa ta dwe egziste pou korije anpil feblès ki genyen nan domèn sa a. Anvan Palman ayisyen an te vote, 12 mas 2009 la,

Konvansyon Oganizasyon Leta Ameriken yo ak Nasyon Zini sou Dwa moun andikape yo, sèl atik 32-8 Konstitisyon an te pale sou moun andikape yo. Men sa atik la di: **« Leta ayisyen gen obligasyon pou l bay moun andikape yo ak sidwe yo mwayen nesesè pou yo asire otonomi yo, edikasyon yo ak endepandans yo».**

Sa ki te parèt yon deklarasyon prensip sou pant pou vin yon reyalite depi vòt de konvansyon sa yo, paske, dapre atik 276-2 Konstitisyon an, tout Konvansyon, Trete ak Akò entènasyonal adopte vin lwa an Ayiti depi Palman ayisyen an ratifye yo. Toutfwa, yon komite swivi ak aplikasyon konvansyon sa yo rete pou fòme pou garanti respè tout bon vre dwa moun andikape yo.

Nominasyon yon Sekretè d Eta pou Entegrasyon Moun Andikape yo nan mwa me 2007, jwe yon wòl enpòtan nan travay pou rekonèt dwa moun andikape yo. Toutfwa, fò n rekonèt anvan SEIPH la te kreye, gen bonjan jefò ki te fèt nan kèk òganizasyon sosyete sivil la, pi fò nan yo regwoupe nan Rezo Asosyatif Nasyonal pou Entegrasyon Moun Andikape yo (RANIPH).

E.6. - Demach pou eseye korije sitiyasyon an

Menm si mezi yo pran pou korije sitiyasyon malouk moun andikape yo pa sifi, li enpòtan pou n site kèk nan yo:

1.- Nan nivo politik:

Kreyasyon Sekreteri d Eta pou Entegrasyon Moun Andikape yo (SEIPH) apre nominasyon Sekrete d Eta a ak yon arete prezidansyel 17 me 2007.

2.- Nan nivo sanitè: yon mezi prevansyon

Kreyasyon Komite Nasyonal Prevansyon Sesite (CNPC) ki regwoupe enstitisyon sektè piblik tankou prive, nan lane 1998.

3.- Nan nivo sosyal :

- Kès Asistans Sosyal (C.A.S), pandan plizyè lane, se sèl enstitisyon leta ki t ap travay sou pwoblèm moun pòv ak andikape yo nan ba yo yon ti chèk 250 goud, sou gouvènman pwovizwa 2004-2006 la, montan sa a te rive 500 goud, men yo pa bay li yon fason regilye. Pou kounye a, apre kèk mezi otorite yo fenk pran, sitiyasyon an kòmanse ap amelyore.

- Yon sektè nan sosyete sivil la ki enterese nan domèn nan kreye yon Rezo ki regwoupe divès asosyasyon k ap travay sou pwoblèm andikap la (RANIPH).

- Arete meri delma nan dat 28 novanm 2007 ki mandé pou nouvo kay kap konstwi pou sèvis piblik yo prevwa espas pou sikilasyon ak fonksyonman moun andikape yo.

4. - Nan nivo edikasyon :

- Kreyasyon depi 1994 anndan Ministè Edikasyon Nasyonal yon Komisyon ki rele Komisyon Adaptasyon nan Lekòl ak Api Sosyal (CASAS) ki anchaje entegrasyon timoun andikape yo nan sistèm edikatif regilye a.

- Arete meri Dèlma nan dat 28 novanm 2007 ki fè etablisman lekòl yo obligasyon pou yo akeyi moun andikape.

5.- Konsènan Espò ak Divètisman :

Nan lane 2006 Federasyon Ayisyen Asosyasyon ak Enstitisyon Moun Andikape d Ayiti kreye Komite Paralenpik Ayisyen.

> ***(N ap siyale pou memwa, nan mwa novanm 2007, 2 atlèt ayisyen andikape David Rosenthal ak Marinique Dubuisson. te patisipe nan jwèt paralenpik ki te fèt Shangai. David te ranpòte 2 meday, yon meday ajan ak yon meday bwonz nan konpetisyon mach 400 mèt ak 800 mèt).***

6.- Aksyon enpòtan ki realize deja

Gen kèk reyalizasyon ki merite pou n pale de yo akoz efè yo fè sou sosyete a :

- kreyasyon Sant Dyagnostik Entegre (CDTI) nan Avni Charles Sumner ;
- amenajman ranp ak gichè espesyal nan kèk bank anfavè moun andikape yo kote sa nesesè.

Yon lòt egzanp ki ka ankouraje entegrasyon moun andikape yo se kreyasyon nan lane 1983, Konsèy Nasyonal pou Reyabilitasyon Andikape yo (CONARHAN), konsèy sa a te remanbre nan lane 2008 apre yon arete prezidansyèl. Sepandan fò n siyale, anvan remanbreman sa a, malgre jefò Doktè Gérard Léon (premye Sekretè Egzekitif enstitisyon sa a), ak konkou PNUD, CONARHAN an pa te rive ranpli misyon l.

Konsta sa a fè parèt aklè kijan pwoblèm andikap la travèse tout sektè e fòk yo konsidere sa lè y ap chèche solisyon yo. Nan sans sa a li enpòtan pou n note jefò chak moun ak diferan enstitisyon yo dwe fè pou chanje lavi moun andikape yo toutbon.

CHAPIT III

Pou yon politik nasyonal global andikap

A. Enonse Politik Nasyonal la

Nan kad misyon sa a, SEIPH la ki bay tèt li yon bi, kèk objektif jeneral ak objektif espesyal, ap pwopoze e yon vizyon laj ki ranmase kesyon andicap la nan nivo jeyografik, politik, sosyal, ekonomik ak nan nivo moun pou tabli politik nasyonal la. Nan sans sa a, politik SEIPH la ap gen kòm bousòl ajisman san paspouki, nan chèche satisfè bezwen tout moun andikape yo kèlkeswa kote yo ye nan peyi a nan jefò k ap fèt chak jou pou amelyore sitiyasyon yo.

Lè n konsidere sitiyasyon andikap la ann Ayiti, pwoblèm ki makònen avè l, diferan fòm li pran, solisyon gaye epi ki pa sifi epitou koreksyon y ap pote yo prèske pa vo anyen nan domèn ki travèse l yo (Sante, Edikasyon, Travay, Sistèm jistis....), SEIPH la deside atake pwoblèm sa yo pou l jwenn solisyon nesesè yo. Sa dwe pase nan ranfòsman enstitisyonèl ki pou fasilite politik nasyonal sa a tabli kòmsadwa anfavè moun ki gen bezwen espesyal yo.

A.1.- Ranfòsman enstitisyonèl

Nan domèn ranfòsman enstitisyonèl la, SEIPH la ap ankouraje lide dekonsantrasyon, modènizasyon ak planifikasyon pou chèche epi jwenn rezilta. Pou rive la, Biwo Sekretè d Eta a dwe respekte yon seri kritè ki konsène estrikti l, kapasite l, konpetans li pou planifye aksyon l gen pou reyalize anndan pwogram ki tabli yo.

Nan zafè dekonsantrasyon an, SEIPH ap reprezante nan tout peyi a ak estrikti oubyen antèn k ap bay bonjan sèvis ki kab satisfè bezwen moun andikape k ap viv andeyò kapital la ak nan depatman lwès la e menm sou zile yo.

Pou sa ki konsène modènizasyon an, SEIPH la ap pran angajman, yon bò, pou l rele pwofesyonèl li pral chwazi apre l fin analize dosye yo sou konkou, epi yon lòt bò, pou l mete nan Biwo a resous materyèl modèn e ki adapte.

Sekreteri d Eta pou Entegrasyon Moun Andikape yo refize tout lide enpwovizasyon, se pou sa kesyon planifikasyon pwogram yo dapre bezwen ak demann benefisyè yo gen premye plas nan travay li. Pou rive la, SEIPH la, deside kreye yon inite estatistik ki anchaje pou ranmase enfòmasyon sou moun andikape yo nan kolaborasyon ak Enstiti Ayisyen Estatistik ak Enfòmatik (IHSI).

Tout rezilta yo pral pase yon evalyasyon sou kalite ak kantite apati yon mas kritik k ap soti sou teren an dapre yon seri kritè k ap tabli.

Sou kesyon ankadreman an, SEIPH la ap ankouraje siyati akò ak lòt enstitisyon nan Leta oubyen sa ki pre Leta a e menm

enstitisyon prive. Pou elaji koperasyon ak etranje, l ap anvizaje fè antant avèk ONG yo ak òganis entènasyonal prive oubyen ki pre Leta yo.

Vizyon SEIPH la vle ale pi lwen pase entegrasyon mas moun andikape yo nan pran chimen reyalizasyon kèk objektif li dwe atenn wè pa wè :

- sansibilize moun andikape yo yo menm sou dwa yo ak devwa yo ;
- sansibilize tout sosyete a san bliye fanmi yo sou sitiyasyon moun andikape yo epi fè pwomosyon respe dwa ak diyite moun sa yo.
- fè tout aksyon pou montre pwoblèm andikap la makònen ak tout lòt sektè ak enstitisyon
- mete inivèsite a nan demach entegrasyon an (fòmasyon ak sèvis kominotè…)
- kreye fason pou moun andikape yo antre nan sistèm edikatif regilye a pi fasil (entegrasyon nan lekòl ak nan pwofesyon).

A.2.- Politik Nasyonal anfavè moun andikape yo

Nan nivo nasyonal, pa gen okenn politik leta ki vize entegrasyon moun andikape yo nan sosyete a. Menm kreyasyon Ministè Afè Sosyal ak Travay pa t pèmèt kondisyon lavi moun sa yo amelyore.

Bò kote Ministè Afè Sosyal ak Travay, entèvansyon ki te konn fèt yo te sitou pase pa Kès Asistans Sosyal (CAS), yon enstitisyon ki ap travay anba kontwòl Ministè sa a. Sa pa gen lontan,

CAS se sèl estrikti leta ki te gen misyon pou travay sou pwoblèm moun andikape yo. Men depi l fèt, li pa janm kab ranpli misyon yo te kreye l pou li a. Pouvwa politik yo toujou sèvi ak li pou regle zafè pa yo. Toutfwa, fòk nou rekonèt, gen kèk jefò ki fèt pou netwaye CAS pou l ka pote konkou kòmsadwa bay moun ki nan nesesite yo, pòv yo ki se vrè kliyantèl li a.

Pou bay jefò sa yo plis jarèt epi mennen aksyon yo pi lwen, SEIPH tabli yon plan d aksyon k ap pèmèt li aplike politik pou antre moun andikape yo nan sosyete a ak yon pwogram epi yon kalandriye ki fèt pou sa menm.

A.3. - Plan k ap gide aksyon yo

Pou rete kole ak bi, manda ak objektif nou te pale pi wo a, SEIPH bay tèt li yon plan d aksyon kote gran pwen oryantasyon politik piblik li a parèt.

Oryantasyon sa a gen anndan l yon seri operasyon byen òdone, li gen ladan l tou mwayen ki la pou pèmèt reyalize yon pwogram ki kab satisfè moun ki gen bezwen espesyal yo ak konkou reyèl sosyete sivil la. Nan sans sa a, lespri ki nan fondman plan d aksyon an chita sou yon politik egalite, jistis sosyal ki konte sou chak Ayisyen kit li andikape kit li pa andikape pou l yon sitwayen total kapital. Se sa ki esplike jefò ki parèt nan plan d aksyon an pou ofri moun andikape yo tout kondisyon pou yo antre nan sosyete a.

A.4.- Politik entegrasyon an

Chak andikap made epi nesesite yon pedagoji espesyal. Konsa, pedagoji ki adapte pou andikape nan je se pa menm

nan ki valab pou moun soud-bèbè yo oubyen pou andikape motè yo e sa valab nan tout sans. Ak pwogrè teknoloji yo, entegrasyon yon moun k ap viv ak yon andikap vin pi fasil. Pa egzanp, pou andikape nan je yo, sa vle di moun ki wè twoub oubyen sa ki pa wè ditou yo, ekriti Bray la, liv ki ekri an gwo lèt yo, tablèt ak pwenson, odinatè ak sentèz vokal epi enprimant bray yo, kàn blanch lan, se tout materyèl yo itilize pou reponn bezwen kategori moun frajil sa a. Sou pwen sa a nou kab di zouti sa yo nesesè pou adaptasyon oubyen reyadaptasyon moun sa yo nan sosyete a. Moun ki pa tande byen yo ap reklame materyèl vizyèl ak langaj siy yo pou yo itilize.

Kòm li konsyan bezwen esansyèl sa yo egziste, SEIPH la dwe pran yo an konsiderasyon lè l ap elabore plan d aksyon li a. Se menm jan an pou tout lòt ka andikap yo resanse yo. Natirèlman, gen sèten difikilte tankou enstabilite politik oubyen mank resous lajan ki kab ralanti demach pou rive nan objektif sa yo. Men kèlkeswa jan sa ye, sitiyasyon moun andikape yo egzije aksyon konkrè epi rapid tout kote sa nesesè. Li enpòtan pou yon travay sansibilizasyon ak motivasyon fèt pou chanje konpòtman nou vizavi moun andikape yo, sa dwe fèt atravè medya yo, bò kote sosyete sivil la ak yon entegrasyon entelijan espesyalman nan domen edikasyon, espò ak divètisman.

Pou twa lane k ap vini yo, yo prevwa yon planifikasyon djanm ki bay yon seri tèm premye plas, esansyèlman tèm ki gen pou wè ak bi epi objektif plan d aksyon an vize yo epi ki konsidere reyalite teren an nan rapò ak diferan kalite andikap yo epitou kote nou jwenn moun andikape yo plis konsantre.

A.5.- Yon ajennda ki makònen ak reyalite a

Men ki sa ajennda ki adopte pou travay sa a pou peryòd 2008-2010 la ap bay priyorite:

- tabli done korèk sou popilasyon andikape a ann Ayiti;
- posiblite pou moun andikape yo jwenn swen lasante ;
- edikasyon ak fòmasyon pwofesyonèl;
- entegrasyon moun andikape yo sou mache travay la;
- amelyorasyon kondisyon lavi moun andikape yo;
- motivasyon kominote a sou dwa ak devwa moun ki gen bezwen espesyal yo;
- mete lwa ki pou pwoteje moun andikape yo;
- dekonsantrasyon pou mete biwo SEIPH la nan tout rejyon nan peyi a.

Y ap mete yon kalandriye an plas pou travay sa a kapab reyalize

CHAPITRE IV

Politik piblik SEIPH

A. Definisyon ak Enonse politik piblik yo

Politik piblik yo se yon ansanm aksyon byen planifye ki ap reyalize nan objektif pou rive chanje yon sitiyasyon frajil oubyen fè l avanse pi devan. Nou kapab di tou, politik piblik SEIPH yo se yon seri objektif konkrè ki fòme politik nasyonal global li a.

Prensip k ap gide politik piblik SEIPH yo chita sou pwen nou pral wè la yo, nan yon pèspektiv inivèsel, sa vle di nan objektif pou kouvri tout nivo politik, sosyal ak ekonomik ki gen pou wè ak lavi sosyete a an jeneral epi espesyalman lavi moun andikape yo :

- veye sou sitiyasyon sante moun andikape yo (kanpay prevansyon, kanpay laswenyay, kanpay vaksinasyon) ;
- pèmèt sikilasyon moun andikape yo epi mete sèvis de baz yo alapòte yo ;
- tabli rezo transpò aprè siyati akò ak enstitisyon ki konsène yo ;
- patisipe nan edikasyon sitwayen ki nan sitiyasyon andikap ;

- fè pwomosyon pou travay pandan n ap evite yo tonbe nan malsite ;
- garanti alemye ak revni pou tout moun ;
- veye pou sekirite ak dwa chak moun asire epi respekte nan yon Leta ki chita sou lalwa.

Nan demach pou jwenn reparasyon anfavè moun andikape yo, politik piblik yo dwe jwe yon wòl redistribisyon pou garanti chans egalego pou tout moun.

Aprè yon delè rezonab soti 3 pou rive 5 lane, yo dwe fè evalyasyon an kalite ak an kantite pou verifye si objektif yo vize nan politik piblik yo atenn yon fason klè epi kòrèk pou moun andikape yo. Mete sou sa, nou kapab konsidere evalyasyon politik piblik yo kòm yon eleman enpòtan ki pèmèt yo mete lòd nan depans piblik yo nan sa ki gen pou wè ak objektif epi aksyon ki fèt yo.

Nan kad aksyon ki gen pou fèt la epi pami pwen ki merite pou n aji sou yo an priyorite n ap site :

A.1- Prevansyon

Prevansyon an se yon seri mezi yo pran pou evite yon danje, yon risk, yon mal, pou anpeche l rive.

Lè nou fè yon kout je nan listwa, nou jwenn prevansyon an toujou vini apre yon peryòd entèdiksyon ak pozisyon twò rèd tankou « Lig kont alkòl » nan peyi Lafrans oubyen peryòd entèdiksyon nan peyi Etazini ki te montre aklè dezas yon politik sante twò radikal kab lakoz.

Nesesite pou yon politik prevansyon nan zafè andikap la parèt aklè. Prevni andikap vle di **« anmenmtan n ap aji sou**

sitiyasyon yo, sou sikonstans k ap pwodui andikap yo, anmenmtan tou rive dekouvri yo bonè pou anpeche yo vin pi grav alòske yo te kab menm disparèt ».

Asire byennèt fizik, mantal ak byennèt sosyal sitwayen an, mete l nan kondisyon pou l viv ak diyite epi pwoteje l kont tout koz ak tout fòm dezentegrasyon ak majinalizasyon, sa a se yon defi men tou se yon deviz pou SEIPH e se poutèt sa prevansyon andikap la benefisye yon atansyon espesyal epi l okipe yon plas enpòtan nan priyorite Sekreteri d Eta a.

Epitou se paske moun se alafwa zouti epi benefisyè tout aktivite devlopman ki fè SEIPH la deside sèvi ak ti mwayen l genyen yo pou l mete moun an valè atravè yon seri pwogram ki tabli sou divèsite. Pwogram sa yo dwe pote lavi miyò ak pwomosyon sosyo-ekonomik sitwayen an kòm fondman yon politik prevansyon kont tout fòm andikap kay moun. Nan sans sa a, prevansyon parèt kòm yon moso enpòtan nan politik diferan sektè yo espesyalman sektè lasante, anviwònman, travay, pwomosyon ak sekirite sosyal,….

Pou mete politik sa yo an plas sa mande bon jan travay edikasyon, enfòmasyon ak sansibilizasyon popilasyon an.

Konsa, gwo priyorite politik sa yo dwe chita sou edikasyon sanitè ki fèt pou kore diferan pwogram sante yo, fòk gen edikasyon sou anviwònman pou antre dimansyon sa a nan konpòtman chak jou sitwayen an ; sansibilizasyon ak enfòmasyon nan zafè prevansyon risk pwofesyonèl, aksidan sou wout ak lòt aksidan nan lavi a.

Aksyon sa a dwe apiye tou sou bon jan patisipasyon sitwayen an ak konkou asosyasyon ak enstitisyon konpetan k ap travay nan domèn andikap la.

Domèn priyorite prevansyon an ap defini daprè enpòtans sektè kote tout fay kapab tounen risk ki lakòz yon andikap.

Si kòz yo toujou rete difisil pou dekouvri, yo kapab depiste anpil andikap ki soti nan peryòd ant fen gwosès la ak akouchman an depi nan premye ane lavi moun nan. Pou sa fòk yo mete sèvis ki kab detekte byen bonè blese sèvo kay timoun frajil yo epi devlope yon politik prevansyon sistematik pou popilasyon ki pi frajil yo.

Demach prevansyon sa a dwe mache ak pwojè tretman byen adapte epi yon bonjan suivi pou timoun nan.

Gen anpil nan andikap ki soti peryòd ant fen gwosès ak akouchman, yo kapab detekte yo nan twa premye lane timoun nan, espesyalman pou andikap motè, andikap newosansoryèl ak gwo twoub ki anpeche devlopman.

Entèvansyon ki fèt byen bonè yo nou kapab wè yo tankou yon seri estrateji prevansyon ak tretman k ap fèt pou favorize devlopman sèvo a ak bon jan estriktirasyon depi sou premye lane oubyen dezyèm lane lavi moun nan. Estrateji sa yo chita sou 2 gwo potomitan :

- estrateji entèvansyon edikatif byen bonè yo, ki chita sou sa yo rele plastisite sèvo a e ki fèt ak yon seri entèvansyon reedikasyon sou yon sèvo k ap devlope. Konesans sou diferan mekanis devlopman sèvo a montre tout enpòtans premye lane yo nan vi yon moun pou l jwenn konpetans koyitiv yo.

- nan kòmansman, estrateji newopwoteksyon an te rezève pou molekil ki pwoteje oubyen ki prevni lanmò selil yo, kounye a yo kapab sèvi tou pou tout aksyon ki anfavè devlopman nòmal sèvo a e ki kab anpeche lòt twoub rive.

A.2. - Pwoblèm timoun ki nan sitiyasyon andikap

a. Kondisyon timoun andikape

Se toujou yon gwo dram lè yo anonse yon paran pitit li gen yon andikap. Doulè, kòlè, santiman koupab, revòlt ak yon santiman enjistis… se yon eprèv terib. Paske li oblije asepte timoun nan konsa alòske se pa sa li te reve, timoun nan diferan, li oblije fè faskare ak diferans sa a, asepte l jan l ye a. Sa konn pran ti tan anvan pou paran yo ak rès fanmi an vin renmen timoun nan. Rive asepte timoun sa a jan l ye a men pa jan li te dwe ye, se resevwa tout richès li genyen li menm tou pou l ofri, tout renmen li menm tou li gen nan kè l pou l pataje ak lòt moun. Asepte timoun sa a tou se di lòt yo yo pa dwe pè diferans lan.

b. Aksyon ki dwe fèt pou amelyore difikilte ki makònen ak andikap depi timoun nan piti

• Wòl fanmi an: bay timoun andikape a afeksyon pou rekonfòte l.

Pwofesyonèl ki anchaje pou okipe pwoblèm twoub afeksyon kay timoun yo, depresyon kay manman yo ak dezòd nan fanmi yo lè timoun sa yo fin fèt, ranmase temwayaj paran ki pote mak chòk ki gen pou wè ak konsiderasyon yo pa jwenn e ki ta kapab esplike emosyon yo.

Li enpòtan pou yo pa kouri dèyè paran yo epi fòk yo jwenn repons pou bezwen espesyal ki makònen ak andikap pa yo. Nou pral wè premye rezilta pozitif patisipasyon yo a, lè yo gen mwens posiblite pou yo malad akòz estrès, lè yo komanse tabli pi bon relasyon ak timoun nan, epi lè fanmi an rete ak ekilib li.

- **Sa SEIPH pote**

Sou pwen sa a, SEIPH la vle travay kòmsadwa sou pwoblèm timoun nan epi entegre l nan politik jeneral prevansyon pou moun andikape yo :

- *Kreyasyon filyè swen nan chak depatman*

Gen nesesite pou tabli politik **prevansyon** sistematik epi li itil pou kreye **filyè swen** nan chak depatman jeyografik peyi a. Sa ap fèt pou amelyore fason yo pran malad yo anchaj, jan yo fè sonje sa nan diferan pwopozisyon enstitisyon k ap travay nan domèn andikap la fè.

- *Tabli bon jan enfòmasyon*

Se yon bagay ki frapan tou lè nou konstate jan manke enfòmasyon sou jèn timoun andikape nan peyi d Ayiti paske anpil fwa paran yo toujou wont prezante yo nan piblik. Konsa, chif konsènan andikap yo kay timoun ann Ayiti prèske pa disponib ditou. Sa lakoz kesyon ranmase ak trete enfòmasyon yo difisil anpil ann Ayiti.

Konsa li vin endispansab pou **tabli bon jan done** k ap pèmet yo evalye si politik yo aplike kòmsadwa epitou pou yo anvizaje dispozisyon kòrèk ki dwe pran.

- *Sipò pou entegrasyon nan lekòl san fòs kote*

Gen yon kesyon moun toujou ap poze, « èske yo dwe chanje fason y ap anseye timoun andikape yo ? », repons lan se non. Pa gen 2 kalite pedagoji, youn pou timoun andikape, yon lòt pou timoun ki pa andikape. Men sèlman fòk yo fè adaptasyon lè sa nesesè.

Repons kesyon sa a fè wè pito nesesite pou anrichi pedagoji a epitou pèmèt yo pi byen apwoche divès sitiyasyon ki parèt nan ansèyman an jounen jodi a.

Kanta pou elèv ki an difikilte yo, olye nou pini yo, nou dwe rekonèt gen kèk adaptasyon ki kapab mete yo nan yon pi bon anbyans pou yo aprann.

Pou yon entegrasyon reyisi tou, sa gen pou wè ak kalite atansyon yo bay elèv la. Se nòmal pou andikap la fè moun pè, deranje moun. Lè sa a, yo riske konsantre nèt sou li, defini timoun nan apati mank yo sèlman, pa konsidere l ankò tankou yon moun total kapital. Poutan, timoun andikape a se yon timoun ki renmen lè yo ba l menm konsiderasyon ak lòt yo. Sa kapab kòmanse nan mo n ap sèvi pou pale de li, epi li toujou bon pou n evite di mo tankou : « avèg la », « soudè a », « trizomik la ».

Lòt pwoblèm nan se lè nou vle banalize oubyen efase diferans, « fè kòmsi » epi konsa nou nye bezwen ak difikilte yo, sa a tou riske mete elèv la nan sitiyasyon pou l echwe.

Se vre tou, li pa fasil pou jwenn yon ekilib ant rekonèt diferans lan epi anmenmtan fè jefò pou sa pa aji sou timoun nan.

Bò kote lòt elèv yo, prezans yon elèv andikape nan klas yo konn fè yo wè kesyon diferans lan yon lòt jan. Yo jwenn yon okazyon pou yo montre yo gen lespri tolerans, pou yo aprann fè solidarite ak lòt moun, pou yo aprann respekte lòt moun.

A.3.- Kondisyon fanm andikape

Pami moun andikape yo, fanm yo reprezante yon popilasyon apa ; an jeneral, se yo ki pi frajil. Anpil fwa, 2 sitiyasyon

sa yo, andikap yo ak kondisyon yo kòm fanm, konn oblije yo fè faskare ak zafè mete sou kote, laperèz oubyen sipèstisyon.

Si andikap fanm yo pa tèlman lakòz lòt fòm diskriminasyon, li gwosi yo. Men sou ki fòm diskriminasyon yo parèt nan fanmi ayisyen yo : mwens swen, mwens manje, yo mete yo sou kote nan relasyon fanmi an ak nan aktivite ekonomik li.

Yo viktim vyolans pi fasil pase gason ki nan menm sitiyasyon ak yo.

Gen yon doub diskriminasyon ki frape kèk fanm. Yo pa ba yo valè, yo mete yo sou kote epi pafwa yo viktim vyòl, yo sibi imilyasyon ak sipèstisyon akoz andikap la.

Ann Ayiti, kote, dapre tradisyon an, fanm yo gen plis difikilte pou jwenn swen ak edikasyon, yon fanmi ap toujou gen tandans envesti plis mwayen, fè plis sakrifis pou voye yon gason lekòl olye l voye yon fi.

Fanm andikape yo viktim pi souvan anba abi, kou ak move pawòl pase gason andikape yo. **Sèten moun ti lespri epi ki sipèstisye, panse si yon moun al nan kontak seksyèl ak yon fanm andikape sa ap bay chans ak richès.** ***Sa vin fè, nan sèten zòn nan peyi a, yo kwè kadejak sou yon fanm andikape ta kapab geri sèten maladi. Pratik sa yo ki entolerab, anpil fwa moun pè pale de yo, montre pi plis toujou kijan fanm andikape yo frajil. Se yon seri pratik ki kreye epi ogmante inegalite ant fanm ak gason.***

Deklarasyon plizyè espesyalis ak moun k ap feraye nan domèn nan ki te chita pale avèk nou sou pwoblèm nan, tankou Doktè Legrand BIJOUX, Madam Marguerite DERENONCOURT, madame Denise FOUCHARD (BABOU), montre diskriminasyon an egziste tout bon vre. (Gade nan Anèks II, III, IV).

Kidonk, pwoblèm fanm andikape yo makònen ak plas yo okipe nan kominote a epi ak rekonesans yo jwenn, yo pap soti nan plas sa a si pa gen yon chanjman nan fason yo wè yo ak nan konpòtman sosyete a.

• Aksyon SEIPH dwe mennen

Edikasyon jèn fi a oubyen fanm nan, kesyon entegrasyon an, se responsablite moun nan limenm an premye, men enstitisyon Leta yo gen responsablite pa yo tou ladan l.

Pou ede fanm yo satisfè bezwen yo, SEIPH devlope yon politik akonpayman moun andikape yo dapre dispozisyon moun nan epi talan li genyen.

Nan tout nivo, fanm nan ap resevwa yon èd tout tan pou sekirite l (sekirite sosyal, sekirite lamanjay, sekirite nan travay ak pwoteksyon l kòm moun) e nan tout lòt sektè ki enpòtan tankou lasante, edikasyon… SEIPH ap ankouraje fanm nan pou l entegre lavi sosyal la ; sa se youn nan wòl li kòm sitwayèn.

A.4.- Pwoblèm nan lè se moun aje

SEIPH la vle pwofite politik desantralizasyon an pou l mete sou pye yon seri aktivite k ap pèmèt non sèlman yo ankadre moun ki kòmanse granmoun ak sa ki fin vye, kidonk ki diminye nèt akoz vyeyès oubyen andikap, men tou travay pou entegre yo nan sosyete a.

a. Kondisyon moun aje yo ap viv

Pa gen twò lontan depi yo bay kesyon laj la enpòtans. Anvan, yo te plis bay aparans yon moun enpòtans pase laj li. Nan nivo sa a, li pa fin fasil nèt pou distenge moun ki fin granmoun nèt ak moun ki poko granmoun. Lè nou poze kesyon sou kritè ki pèmèt yo defini kategori moun frajil sa a (granmoun yo), endikatè yo

bay yo pa fin merite konfyans. Gen kèk gwo diferans nan fason yo fè klasman an ki vin montre reyèlman li pa fasil pou defini diferan kalite reprezantan popilasyon sa a sou baz laj yo.

Nan ka pa fanm yo espesyalman, nan anpil rejyon, lè yo fin elve timoun oubyen lè yo vèv, yo mete yo nan gwoup moun aje. Jounen jodi a relasyon laj ak vyeyisman an evolye. Chak jou pi plis jèn ap vin vye sosyalman alòske biyolojikman moun pran plis tan pou yo vyeyi.

Lanmò plis frape moun ki gen plis pase 70 ane epi chif yo montre maladi ak andikap frape moun plis lè y ap rantre nan laj. Kounye nan lespri moun, vyeyès mache kòtakòt ak maladi ak lanmò epi anpil fwa yo wè moun aje yo tankou moun ki malad oubyen ki andikape e ki pa ka itil tèt yo anyen.

Nou kapab asosye pawòl moun aje a ak jeryatri, jewontoloji, vyeyisman, twoub mantal ak maladi Alzaymè. Pou ka ki konsène an, sa kapab vle di vyeyisman kò a, vyeyisman sikolojik, vyeyisman nan konpòtman ki konn vin pi grav akoz yon sitiyasyon sosyal malouk. Men, vyeyisman nòmal la pa yon maladi, jan anpil moun vle fè kwè. Li enpòtan pou kesyon sa a eklèsi yon fason pou tout moun konprann, malgre tout aparans, vyeyès pa egal ni maladi ni andikap.

b. Politik piblik SEIPH anfavè moun aje yo

Politik piblik SEIPH anfavè moun aje yo makònen ak gran liy ki se fòs vizyon ak objektif li bay tèt li kòm aksyon pou soulaje doulè moun aje yo epi pèmèt yo gen yon ti byennèt nan vye jou yo. Nan sans sa a, yon politik pou ede moun aje yo an pati, kapab renouvle fason y ap abòde kesyon an, renouvle konesans yo ak tretman yo parapò ak analiz ki fèt anvan yo.

Politik sa a gen ladan l:

- previzyon swen nan jewontoloji ak nan jeryatri;
- ankourajman fòmasyon ak espesyalizasyon kad teknik ak pwofesyonèl osèvis moun aje yo ;
- apwòch ki adapte ak bezwen espesyal kategori moun espesyal sa a ;
- asistans sosyal ak asistans sikolojik
- ankourajman pou yo rete anfòm epi kapab okipe tèt yo pou kont yo ;
- obsèvasyon regilye sou eta jeneral moun nan;
- apwòch kominotè sou pwoblèm moun aje yo ;
- respè dezi yo ak preferans yo.

Yon lòt kote, SEIPH ap travay pou pwoteje, pou pi lontan posib, otonomi yo, pou yo vin gen plis kapasite pou yo okipe tèt yo ak pwòp mwayen pa yo, pou yo kab satisfè bezwen yo.

Nan peyi devlope yo, depi kèk tan yo remake yon ogmantasyon kantite tan moun yo viv. Menm ann Ayiti tandans lan klè tou nan sans sa a. Si nou dakò ak prensip vyeyès pa vle di maladi, yon moun kab vyeyi san l pa malad, SEIPH, atravè politik pwomosyon edikasyon ak lasante li a, bay tèt li objektif pou akonpaye kategori moun frajil sa a ki se moun aje yo epi miltipliye kapasite adaptasyon yo nan anviwònman yo.

B.- Pou mete sèvis debaz yo alapòte moun andikape yo

Sa sa vle di sèvis debaz ?

Nan kad yon politik piblik, sèvis debaz yo se sèvis esansyèl okenn sosyete pa ta dwe neglije e okenn manm yon kominote

òganize, okenn sitwayen, okenn kontribiyab nan yon Leta pa ka viv san sèvis sa yo, si yo pa vle rive nan yon dezekilib oubyen nuizans grav. Se sa ki fè sèvis sa yo dwe disponib toupatou e yo dwe fè pati yon planifikasyon ki konsidere tout sa ki nesesè pou yo rive jwenn tout moun.

Pami sèvis debaz yo genyen : sa ki gen pou wè ak lasante ; sèvis ki garanti sekirite nan Lojman ak Anviwònman, Transpò, Edikasyon ak Fòmasyon Pwofesyonèl, Travay, Lajistis, ak lòt sèvis ki fasilite moun jwenn Nouvo Teknoloji Enfòmasyon ak Kominikasyon (NTIC) yo, Lakilti, Divètisman ak Espò.

B.1.- La sante

Sèvis sante piblik yo ap okipe rezoud premye bezwen ki soti nan ka espesyal sa yo : malnitrisyon, maladi andemik ak epidemik, pou tabli sant sante polivalan ki pi pre moun yo epi ki fèt pou moun andikape kab antre ladan yo byen fasil.

Lè n konnen gwo mank ki genyen nan zafè lasante ak mank estrikti piti kou l ye pou ede moun sa yo kòmsadwa, SEIPH la nan tèt kole ak Ministè Sante Piblik (MSPP) vle :

- gaye swen sante yo toupatou (motive aktè ki egziste yo : lpopital, pwofesyonèl lasante yo eksetera) ;
- ankouraje lopital yo pou yo devlope sèvis reyadaptasyon pou pèmèt moun andikape yo resevwa swen ak tretman ka yo nesesite ;
- tabli politik èd medikal anfavè moun andikape ki nan nesesite sou fòm asirans ak kondisyon fòk moun nan bay yon ti kotizasyon. (Pwopoze yon lwa sou kesyon sa a) ;
- sèvi ak langaj siy yo pou sansibilize moun andikape yo (soud-bèbè) sou pwoblèm VIH/SIDA ;
- siyen pwotokòl antant ak ONG kap travay sou VIH/SIDA.

B.2.- Kay ak yon anviwònman ki ofri sekirite

Toujou nan jefò k ap fèt pou entegre moun andikape yo nan mouvans sosyal la, SEIPH ap ankouraje yon politik lojman epi li rete veyatif pou kontwole nan ki kalite kay moun sa yo ki te toujou lage pou kont yo ap viv. Sitwayèn ak sitwayen andikape sa yo dwe viv nan bon kondisyon, nan respè entegrite moral yo kòm moun. Kay yo fèt pou bati dapre regleman ak prensip nan zafè ibanis (prensip ki gen pou wè ak vil yo). Fòk yo evite rasanble tout moun handikape yo apa yon fason pou moun andikape yo pa santi yo mete yo sou kote pou moun gen pitye yo. Nan apatman kote moun andikape a abite, li dwe kapab evolye pou kont li, fò l benefisye konfò ak komodite nan respè prensip lapwòpte yo. Pou moun andikape a kab mennen yon vi ki pwoteje l anba lamizè, li dwe benefisye yon sistèm sekirite sosyal ki prevwa asistans, asirans ak fòmasyon.

Moun andikape a dwe evolye nan yon anviwònman ki gen sekirite, kote l jwenn pwoteksyon e menm byenveyans. Fòk lari yo bòde ak twotwa ki fèt pou sekirite l. Règleman yo ak lwa yo ap fèt pou sa menm. Yon politik piblik SEIPH dwe prevwa, ankouraje, aplike lapè nan lari a ak lapè nan kè tout moun, nan respè youn pou lòt. Yon anviwònman ki gen sekirite ak pwoteksyon epi espas ki adapte pou moun andikape k ap pèmèt yo gen plis otonomi. Apa gran vil yo, entèvansyon ap fèt nan rejyon yo, nan komin yo ak nan seksyon kominal yo depi gen nesesite pou sa. Nan nivo sa a, nou dwe reflechi sou nouvo estrikti ki pou konstwi, sou plan lokal ak sou plan rejyonal avèk kreyasyon komisyon kominal ak depatmantal pou aksesibilite.

B.3.- Transpò

Dwa mobilite se yon dwa fondamantal tout moun. Nan sans sa a, yon transpò piblik adapte, anplis li se yon dwa nòmal moun andikape yo genyen e yo pa ka retire l nan men yo, se yon eleman esansyèl pou entegrasyon yo an mas, pou devlopman sikolojik, sosyal ak pwofesyonèl. Kidonk gen nesesite yon politik piblik nan domèn nan. Nan objektif sa a, apa wout ak espas piblik yo ki dwe amenaje pou sa, li enpòtan pou machin yo gen bon jan sekirite ni anndan ni deyò, nan jan pòt pou moun antre ak soti ak jan sòti sekou yo fèt. Pa egzanp otobis yo kapab fèt yon fason espesyal pou resevwa moun ki nan chèz woulan yo.

Sekreteri d Eta pou Entegrasyon Moun Andikape yo ap travay kounye a sou yon avan-pwojè lwa ki prevwa yon sistèm òganizasyon transpò nasyonal la anfavè moun andikape oubyen moun ki gen difikilte pou deplase yo. Konpayi transpò piblik ki sèvi ak « machin, bato a motè, bato a vapè oubyen bato a vwal » gen obligasyon pou yo kreye kondisyon fonksyònman nan bon jan respè regleman ak prensip sekirite yo.

Pou rive reyalize objektif sa a ki gen plizyè fasèt, sa ap pran tan, men mete sèvis tousuit nan kèk otobis ki adapte pou moun andikape yo, se yon pa enpòtan.

B.4.- Edikasyon/Fòmasyon pwofesyonèl

Dapre sa ki di nan Konstitisyon 29 mas 1987 la, tout sitwayen gen devwa anvè peyi yo sitou nan sa ki gen pou wè ak koze peye taks ak enpo lalwa prevwa.

Toutfwa, devwa sa yo mache bradsoubradsa ak dwa fonda-

mantal ki konsakre non sèlman nan lwa ayisyen yo, men tou nan diferan akò, trete ak konvansyon Leta ayisyen ratifye epi siyen. Pa egzanp, atik 32-1, 32-2, 32-3 ak 32-8 Konsitisyon an di edikasyon, omwens, edikasyon primè a gratis e Leta dwe fè tout mwayen posib pou fè aplike prensip sa a ki konsène tout Ayisyen alawonnbadè. Moun andikape yo kòm sitwayen total kapital dwe benefisye tout sa ki prevwa nan konstitisyon an menm jan ak tout lòt Ayisyen. Nan pèspektiv sa a, apre konsta tris ki fèt sou sitiyasyon Moun andikape yo, Sekreteri d Eta pou Entegrasyon Moun andikape yo, nan kolaborasyon ak Ministè Edikasyon Nasyonal ak Fòmasyon Pwofesyonèl (MENFP), pou rive nan yon edikasyon de mas, bay tèt yo objektif pou mete 120 mil timoun andikape lekòl.

Pou rive la, Sekreteri a deside :

- entegre plis timoun andikape posib nan lekòl ki pi pre yo sa vle di lekòl ki pa twò lwen anviwònman fanmiy yo ;
- mete klas espesyal oubyen klas resous nan lekòl regilye yo pou fasilite entegrasyon timoun andikape yo nan milye edikasyon odinè a ;
- kreye lekòl espesyal kote ki gen bezwen (kote ki gen anpil moun avèg, moun ki wè twoub, moun soud-bèbè, eks.) ;
- siyen akò ak Inivèsite Leta d Ayiti ak Inivèsite prive yo pou fè fòmasyon san rete pou pwofesè nan edikasyon espesyal ak nan reyadaptasyon ;
- sèvi ak metòd bray la epi langaj siy yo pou alfabetize moun andikape yo. SEIPH kapab siyen yon pwotokòl akò ak Sekreteri d Eta pou Alfabetizasyon an pou fasilite demach la ;
- oganize fòmasyon pwofesyonèl yon fason pou moun andikape yo kab aprann metye.

Li parèt klè, edikasyon ak lakilti kreye ouvèti sou lòt yo, se poutèt sa, nan politik piblik li a, SEIPH ap ankouraje fòmasyon sou tout fòm, nan tout nivo ak nan tout domèn tout disiplin nan yon pèspektiv edikasyon pèmanan : alfabetizasyon, alfanetizasyon, fòmasyon nan metye moun fè ak men, fòmasyon teknik, teknolojik ak pwofesyonèl, fòmasyon literè ak fòmasyon atis (teknik pou ekri, dans, teyat, eks.), fòmasyon nan espò, fomasyon nan teknik mikwokredi, nan administrasyon ak jesyon.

B.5.- Travay

Menm jan ak tout sitwayen, moun andikape a gen dwa jwenn yon travay kote y ap peye l. Nan yon peyi ki pa gen gwo mwayen lajan, li difisil pou yo jwenn travay pou bay yon pakèt moun andikape, pou ta fè yon diskriminasyon pozitif anfavè yo. Yo pa mande pou responsab yo revoke anplwaye onèt ak konpetan pou mete moun andikape nan plas yo. Sa nou mande sèlman, fòk yo jis avèk yo epi nan tout politik kote y ap kreye plas travay pou yo prevwa yon pousantay plas pou moun andikape yo dapre kapasite yo pou entegre mache travay la. Malgre limit yon moun kab genyen akoz yon andikap, bonjan fonksyònman nan travay li mande pou responsab la kreye bon jan kondisyon k ap pèmèt moun sa a bay bon randman nan respè tout regleman antrepriz la nan zafè pwodiksyon.

Nan zafè travay, Sekreteri d Eta pou Entegrasyon Moun Andikape yo vle sèvi kòm boustè pou ankouraje sosyete sivil la ki deja kòmanse antre nan batay pou entegrasyon total kapital moun andikape yo, pou ofri plis posiblite pou yo travay. Konsa pou reyalize objektif li yo, SEIPH la vle kòmanse :

- siyen pwotokòl akò ak antant angajman avèk kèk sektè nan sosyete sivil la ;

- pwopoze yon lwa ki bay antrepriz ki gen 50 oubyen plis moun andikape kèk avantaj nan zafè peye taks ak enpo depi yo gen plis pase 2% moun andikape pami anplwaye yo ;
- ankouraje yo mete sou pye atelye pwoteje oubyen atelye adapte.

Si moun andikape a byen antoure ak sipò divès moun, l ap gen kouraj ak detèminasyon pou l franchi diferan etap k ap mennen l nan diyite l. Ak sipò tout moun epi ak akonpayman estrikti Leta yo, l ap rive entegre mache travay la ak mwens kòlè, mwens brimad. Si moun nan byen deside epi si l gen talan pou sa, l ap kab kreye pwòp biznis pa l, menm si l piti, ki kab sèvi kòm egzanp pou ouvri mache travay la pou lòt yo.

B.6.- Mete lajistis ak sèvis jiridik alapòte moun andikape yo

Kit yo nan sitiyasyon moun ki pote plent kit yo se akize k ap defann tèt yo, moun andikape yo dwe benefisye yon jistis san paspouki. Sizoka yo pa ta kapab peye dèt oubyen frè avoka nan yon pwosè, Leta ak sosyete a gen pou devwa ba yo tout èd jiridik yo bezwen kòmsadwa soti depi nan frè pou gid ki akonpaye yo rive nan lajan pou peye avoka. Si yo mande moun andikape a pou l deplase, enstitisyon ki envite l la dwe asire l gen yon sèvis akèy ansanm ak tout lòt dispozisyon pou resevwa l.

B.7.- Mete Nouvo Teknoloji Enfòmasyon ak Kominikasyon (NTIC) yo alapòte moun andikape yo

Nan dat 15 me 2008, nan moman yo t ap lanse reyinyon HT pou Rezo Devlopman Dirab d Ayiti a (RDDH), Prezidan Repiblik la, Mesye René Préval te pran yon pozisyon klè pou mande

pou mete NTIC yo alapòte moun andikape yo. Nan tèm Jounen 2008 la yo te souliye jan li enpòtan pou ekipman ak sèvis kominikasyon yo rive jwenn moun andikape yo pou ede yo satisfè bezwen yo.

Nan dat 17 me 2008 - Jounen mondyal telekominikasyon ak sosyete enfòmasyon- Inyon Entènasyonal Telekominikasyon (UIT) te chwazi kòm tèm: **« *Mete Teknoloji Enfòmasyon ak Kominikasyon yo alapòte moun andikape yo* ».** Menm jou a, Sekreteri d Eta a te tanmen demach la ak siyati yon kontra angajman ak konpayi telefòn selilè yo ann Ayiti e kòm sipò yo fòme yon komite suivi ki gen yon manm chak enstitisyon yon fason pou travay vrèman vre pou NTIC yo kab rive jwenn moun andikape yo.

Pou tout bagay sa yo kab posib, fòk dabò, bilding, plas yo konstwi yon jan pou moun andikape yo kab antre ladan yo, sikile ladan yo san pwoblèm. Poutèt sa, SEIPH deside, menm jan meri Dèlma sot fè **li (ak yon arete kominal ki oblije tout moun k ap bati kay pou yo fè yo ak espas pou moun andikape kapab sikile),** aji ansanm ak responsab diferan komin nan peyi a pou tout kay kote y ap resevwa anpil moun konstwi ak fasilite pou moun andikape yo. Aksyon sa a dwe kòmanse depi lè y ap fè plan kay la.

B.8.- Kilti, divètisman ak espò

Gen anpil moun, menm sa ki avèti, ki konn etone lè yo wè moun andikape yo gen talan. Yo gen tan bliye peyi d Ayiti te gen atis tankou Joe Jacques, Ti Pierre, Bekenn ak plizyè lòt mizisyen chaje ak talan k ap jwe nan òkès filamonik Sen Trinite pa egzanp. Nan pami moun andikape yo se pa talan ki manke, se

detekte pou yo detekte yo, ankouraje yo pou yo kab eklate ak tout sa yo kab fè. SEIPH vle ankouraje yo pou yo travay di pou yo vin pi maton chak jou pou yo kab bay lòt pèfomans toujou.

Moun andikape yo gen dwa pou divèti yo, pou yo patisipe nan rankont sosyal tankou piknik, jwèt sosyete, vizit gide nan sit istorik yo, nan mize, nan biwo Leta yo, trezò patrimwàn, san bliye pratik dans ak espò. Konsa tou fòk gen yon ankadreman serye pou mennen sa ki kapab yo nan konpetisyon, nan jwèt paralenpik yo epi nan tout lòt aktivite espò tankou mach, pa egzanp, k ap pèmèt yo rete an sante epi k ap fasilite sosyalizasyon yo ak devlopman yo.

Pou ankouraje pratik espò ak pratik kiltirèl, SEIPH bay tèt li objektif sa yo:

- chache jwenn tout moun andikape ki gen yon talan. Ankadre yo pou pèmèt yo bay menm randman ak lòt moun ki pa andikape yo.
- ankouraje responsab bibliyotèk yo pou yo fasilite moun andikape yo, ba yo materyèl adapte (liv ki ekri ak gwo lèt, liv ki ekri ak ekriti Bray, liv an son), ankouraje yo tou pou yo sèvi kòm monitè espesyalize yon fason pou kesyon yo kab jwenn repons.
- ankouraje Ministè Jenès, Espò ak Aksyon Sivik pou yo bay komite paralenpik la plis ankadreman epi devlope yon patenarya ak Ministè a pou vilgarize konpetisyon espò yo.
- kreye aktivite rekreyatif avèk yo pou eseye rezoud pwoblèm mank divètisman kay moun andikape yo.
- òganize konpetisyon/chanpyona espò swa pou kont li swa avèk lòt gwoup.

C.- Pou yon koperasyon anfavè Andikap la

Peyi nou ak enstitisyon ki anchaje aplike politik piblik anfavè moun andikape yo, sètadi SEIPH, deside devlope yon koperasyon solid nan tout sans. Koperasyon sa a ap chita sou respè regleman pou tout pati yo, prensip respè, egalite e sitou libète pou Ayiti ak SEIPH chwa priyorite yo.

Nan yon sans pi laj, koperasyon an se yon aksyon tèt ansanm ki mande patisipe nan yon travay oubyen nan yon pwojè ansanm. Koperasyon an tou se kapasite pou patisipe nan aksyon tèt ansanm sa a pandan n ap travay pou ranfòse makònay ant patnè k ap travay ansanm pou rive nan twa objektif sa yo: **ranfòsman chapant yo, amelyorasyon sèvis yo epi reyalizasyon kòmsadwa pwojè ki fèt pou byennèt moun andikape yo.** Koperasyon an se yon politik èd ekonomik, finansye, kiltirèl ak teknik k ap reyalize anfavè patnè nasyonal ak entènasyonal. Koperasyon an kapab konsène plizyè peyi pafwa kèk òganis entènasyonal (miltilateral) oubyen li konsène de (2) peyi (bilateral). Koperasyon sa a prale nan twa sans : relasyon Nò/Sid, relasyon Sid/Sid epi nan sans relasyon patnè avèk enstitisyon lokal, nasyonal (biznis prive sosyopwofesyonèl, enstitisyon legliz yo oubyen sendika yo), òganizasyon ki pa sou kont gouvènman yo (ONG), òganizasyon entènasyonal yo (OI). Avèk peyi rich yo, koperasyon an ap fèt nan yon lespri ouvè epi nan relasyon egalego. Kit se ak peyi rich oubyen ak peyi ki sou wout devlopman, echanj yo vize tou dabò byennèt pou moun andikape yo.

Pou fini

Politik nasyonal andikap la ak gran oryantasyon l yo, se globalman, politik piblik andikap Sekreteri d Eta pou Entegrasyon Moun Andikape yo (SEIPH). Li chita sou prensip inivèsèl Konstitisyon an rekonèt. Li tonbe daplon ak egzijans solidarite ak fratènite ki nesesè pou nasyon ayisyen an jan istwa lit nou yo kòm pèp montre sa. Politik piblik sa a vle fè nou vin pi toleran, pou n kapab konsidere diferans nou gen ant nou kòm yon eleman ki kab fè n vanse pi devan. ***Devan listwa, nou deklare byen fò nou kondane pou n reyisi.*** Pou n rive toutbon, nou bezwen sipò tout moun, Ayisyen anndan peyi a tankou sa ki nan dyaspora. Fòn pa pè di tou : sipò kominote entènasyonal la nan domèn sa a endispansab pou nou.

Se travay sa a, ki se alafwa, yon travay dekonstriksyon, pandan nap di : **« *dekonstwi pa vle di detwi* »** epi yon travay konstriksyon nan solidarite, SEIPH deside reyalize nan kad politik nasyonal entegrasyon moun andikape yo nou jwenn nan dokiman sa a ki prezante gran oryantasyon yo.

ANNEXES

ANNEXE I

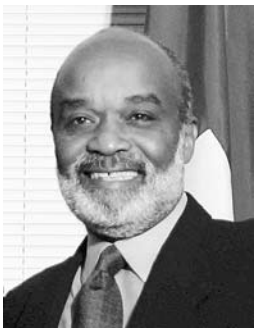
SOMMET HT 2008

DISCOURS INAUGURAL DU PRESIDENT DE LA RÉPUBLIQUE RENÉ PRÉVAL

Hôtel Montana, Port-au-Prince, 15 mai 2008

Mesdames, Messieurs

Monsieur le Président du Conseil d'Administration du RDDH



Je vous remercie de votre invitation à participer à l'inauguration du Sommet HT 2008. Vous en êtes à votre sixième édition de telles assises sur les technologies de l'information et de la communication. Ceci est la preuve d'une grande constance et d'un incontestable sens de la continuité dans les engagements.

Je vous en félicite et j'exprime le vif souhait que votre fondation approfondisse le dialogue et la coopération amorcés avec les autorités et l'ensemble des autres acteurs concernés de la société afin de permettre à notre pays de profiter de tous les atouts associés à l'exploitation des technologies de l'information et de la communication (TIC).

De nombreuses études montrent qu'une part importante de la croissance économique (près de 50% dans le cas de cer-

tains pays) s'explique à partir de l'intensité de l'investissement en technologies de l'information et de la communication. La Fondation RDDH a choisi comme thème du Sommet ht 2008: Teknoloji Enfòmasyon ak Kominikasyon (TEK) se Zouti pou Kreye Dyòb ak Richès. C'est donc que vous êtes, au sein du réseau RDDH, pleinement conscient des enjeux de l'exploitation et du déploiement des TEK en Haïti.

Ces enjeux concernent d'abord, au premier plan :

- la création d'emplois,
- l'accroissement des investissements privés,
- l'amélioration de la compétitivité du pays et la modernisation de l'Etat.

Un nombre significatif d'emplois nouveaux ont pu être créés ces dernières années sous l'influence des investissements dans les nouvelles technologies de l'information. Vous aurez noté comme moi, que selon les derniers comptes économiques publiés par l'IHSI, le sous-secteur Transports et Communications a connu la plus forte croissance au cours des cinq derniers exercices, près de14%, soit en moyenne un taux de croissance de 2,8% par an. Et il s'agit là, vous serez d'accord avec moi, d'une tendance à la hausse. Nul ne contestera que les activités associées à la téléphonie, au déploiement de l'internet y contribuent pour une part principale, compte tenu des niveaux d'investissements directs privés nationaux et étrangers réalisés dans ces secteurs. Toujours au chapitre de l'emploi et de l'investissement, l'un de mes collaborateurs me soulignait tantôt un article récent du Miami Herald relatant les conclusions d'une étude réalisée sur l'industrie de

l'outsourcing dans la région (caraïbe). Il semblerait que le seul secteur des centres d'appels (call centers) aurait dégagé en 2007-2008 près de 60,000 emplois dont 25,000 seraient captés par la République Dominicaine et 17,000 par la Jamaïque. Cette industrie connait une croissance de 54% par an, dans la région alors qu'elle est encore à peine embryonnaire chez nous. Si je comprends, il s'agit là d'un secteur dans lequel des emplois directs peuvent être créés assez rapidement, sans parler des nombreux emplois indirects qui les accompagnent généralement.

N'y a-t-il pas là de nouvelles opportunités pour nos entreprises, si nous prenons en compte, toujours selon ce même article, le fait que la région fait face à une demande croissante de télé services au détriment des fournisseurs traditionnels que sont l'Inde, le Pakistan et d'autres pays asiatiques ?

Améliorer la compétitivité du pays est certes une question plus complexe qui renvoie à de nombreux autres chantiers : celui des infrastructures, celui des institutions, celui de la gouvernance économique, celui de la stabilité politique, celui de la continuité dans le fonctionnement de l'Etat, pour ne mentionner que quelques uns. Quand nous prenons en compte l'ampleur et l'urgence des tâches qui nous interpellent dans chacun de ces domaines, nous devons admettre qu'il nous faut parler non pas d'amélioration de la compétitivité du pays mais plutôt de conditions à créer pour que notre pays devienne un pays compétitif. Un pays compétitif comme site d'accueil de l'investissement direct étranger mais aussi comme premier choix d'investissement des Haïtiens qui peuvent investir, incluant ceux qui vivent à l'étranger. Un pays compétitif dans la production des biens et

services qu'il place sur le marché national mais aussi dans celle des biens et services qu'il exporte à l'étranger.

Lorsque, dans mon discours devant le Parlement le 14 janvier 2008, j'ai annoncé la modernisation de l'Etat et la facilitation des investissements notamment dans la production nationale, comme les deux priorités des trois prochaines années, j'étais pleinement conscient qu'un tel agenda même lorsqu'il couvre des aspects ordinaires de la vie de nos citoyens comme accomplir les actes de l'état civil, avoir accès à l'information, effectuer une transaction commerciale, enregistrer un patrimoine, former une société, représente un casse-tête pour l'Etat.

Pourtant, pour redonner confiance au citoyen, le traiter avec la dignité qu'il mérite et réduire les risques de corruption, il nous faut, au minimum, assurer la mise en place d'un système d'information fiable, articulé autour d'un ensemble d'outils numériques pouvant s'appliquer à l'identification des citoyens, aux actes ordinaires de l'état civil, au registre foncier, au registre des sociétés commerciales, aux archives nationales, aux tarifs douaniers, etc.

Je suis conscient qu'un tel agenda exigera un horizon de temps allant bien plus au-delà des trois ans que j'ai commencé.

Voilà pourquoi, pour moi, chaque minute compte.

Voilà pourquoi nous devons tous, par delà nos différences le plus souvent plus apparentes que réelles, maintenir le cap sur les objectifs essentiels et nous atteler *san pèdi tan*, au labeur de la lente construction de nouvelles capacités productives susceptibles de répondre aux besoins des Haïtiens, particulièrement des plus pauvres.

Voilà pourquoi l'instabilité et le désordre, grands destructeurs du capital physique du pays, mais aussi grands destructeurs de notre image et des rêves de notre jeunesse, doivent être bannis de nos pratiques politiques.

Voilà pourquoi la corruption dans tous les compartiments de l'appareil d'Etat, la contrebande et la fraude fiscale sont des pratiques inadmissibles, dont les auteurs sont à mettre au rang d'ennemis publics.

Créer des emplois, accroitre les investissements privés, améliorer la compétitivité du pays et moderniser l'Etat ne sont pas, à mon avis, les seuls enjeux associés à la maîtrise des technologies de l'information et de la communication, Ayant moi-même, personnellement, vécu dans un petit village semi rural (Marmelade) l'expérience de la mise en place et de l'animation d'un télé centre, je peux témoigner du rôle des TIC pour soutenir l'apprentissage des jeunes, relayer la diffusion de la culture et des loisirs.

Nous avons devant nous une population jeune dont plus de la moitié à moins de 21 ans. Vis-à vis de ces jeunes, nous avons non seulement une immense responsabilité : celle de créer les conditions appropriées pour qu'ils deviennent des citoyens éduqués, responsables et patriotes, mais aussi, il nous faut prendre conscience du potentiel de production et d'innovation que ces jeunes représentent dans le domaine du développement de contenus, de la production de logiciels.

Le secteur des technologies de l'information me parait bien indiqué pour mettre à profit ce potentiel et dynamiser la crois-

sance du pays. J'invite donc les prestataires de services, les centres techniques, les universités, les professionnels du secteur à travailler ensemble afin de transformer les nombreux cybercafés distribués à travers le pays, les laboratoires des écoles en de véritables centres de production de biens et de services dans les nouvelles technologies.

J'invite les acteurs des TIC à mieux mettre à profit la bonne pénétration du téléphone cellulaire, pour assigner à cet outil de plus en plus présent dans nos villes et nos villages, des fonctions plus structurées comme celle de servir par exemple d'instrument d'alerte précoce lors des saisons cycloniques, ou de canal de sensibilisation ou de prévention contre des pandémies, ou même celle de support à la production de services. Cela fait quelques mois que je rencontre assez régulièrement plusieurs groupes d'acteurs évoluant dans le secteur des technologies de l'information. Ils n'ont pas omis de souligner à mon attention les nombreuses contraintes qui à leur avis constituent un frein au développement du secteur.

Qu'il s'agisse des infrastructures dont les insuffisances se traduisent par des coûts de transaction élevés pour les opérateurs comme pour les bénéficiaires (il parait qu'au niveau de l'internet, l'accès international coûte à notre pays environ 1,400 dollars américains par mégabite par mois, alors que le même service reviendrait à 300 ou 400 dollars américains dans des pays voisins) ; qu'il s'agisse des déficits ou de l'obsolescence du cadre réglementaire qui ne rassure pas les opérateurs ; qu'il s'agisse des carences des institutions d'encadrement et de régulation qui ne facilitent pas l'investissement. Il y a là, il faut l'admettre, un énorme chantier à activer.

Je suis conscient du rôle joué par le secteur privé pour introduire et entretenir les innovations dans le secteur des technologies de l'information; j'ai noté en particulier le rôle joué par des Haïtiens de la diaspora dans des partenariats avec des associés sur place pour alimenter la dynamique du secteur.

Nous devons profiter de ces opportunités pour créer un nouvel espace économique et social où des partenariats multisectoriels faisant appel aux organes de l'Etat, au secteur privé des affaires, aux associations de la société civile, aux universités afin de promouvoir des solutions innovantes et de soutenir l'exploitation de niches porteuses d'emplois et créatrices de richesse pour les Haïtiens.

Je vous annonce donc, comme je viens de le faire pour d'autres secteurs comme l'éducation, le sport, la justice, la création d'un Groupe de travail multisectoriel sur les technologies de l'information dont le mandat sera de produire un agenda d'actions innovantes appelé à dynamiser l'industrie des nouvelles technologies en Haïti. Les questions se rapportant aux politiques publiques, aux infrastructures, à l'accès universel, au cadre légal et réglementaire, à la gouvernance électronique, au développement d'applications, à la formation devront être au cœur des préoccupations de ce groupe. Cette structure de proposition, comme c'est le cas pour les autres groupes de travail que j'ai déjà mis en place, ne prétend pas se substituer aux responsables de l'Etat, gestionnaires de leur secteur propre. C'est au contraire un moyen de vivifier l'Etat et d'enrichir ses analyses et d'améliorer ses stratégies de résolution des problèmes, en mobilisant à son service des ressources humaines compétentes et généreuses. Par consé-

quent, les Ministres, Secrétaires d'Etat et Directeurs généraux devront en toute sincérité, apporter à ces structures tout le soutien et la coopération nécessaire pour leur permettre de conduire leurs travaux de réflexion en toute indépendance, et dans les meilleures conditions opérationnelles possibles. Le bénéfice en sera pour toute la communauté.

Mesdames, Messieurs, Monsieur le Président du RDDH,

Je me réjouis de voir que le thème de la Journée Mondiale sur la Société de l'Information met cette année l'emphase sur les personnes handicapées. Ce choix est en bonne résonnance avec les objectifs poursuivis par l'Exécutif avec la création du poste de Secrétaire d'Etat aux Personnes handicapées et les nombreuses initiatives lancées par cette Secrétairerie d'Etat. Je ne doute pas qu'à travers vos ateliers, une attention spéciale sera apportée aux questions spécifiques relatives à l'accès aux réseaux d'information, à l'accessibilité physique des structures collectives, et aux équipements appropriés aux besoins spéciaux de cette partie courageuse de notre population.

Monsieur le Président, Merci encore de votre invitation.

Bonne Journée Mondiale de la Société de l'information à tous et à toutes !

Bon Sommet « Ht 2008 »! Et bon travail dans les ateliers !

René Préval
Président de la République

ANNEXE II

ENTREVUE AVEC DR. LEGRAND BIJOUX SUR LA PRÉVENTION ET LA RÉHABILITATION

***Q.**: L'Organisation Handicap International et le RANIPH révèlent qu'il y a en Haïti environ 800.000 personnes handicapées. Dr Bijoux, vous qui êtes un spécialiste dans le domaine, quelle doit-être la priorité entre la prévention et la réhabilitation ?*

R.: En principe la prévention devrait venir avant la réhabilitation. En effet, comme dit un judicieux proverbe de chez nous, ***''se pa lè kabrit fin pase pou di fèmen baryè''***. La prévention devrait impliquer diverses institutions.

Institutions de santé pour la vaccination des femmes enceintes et des enfants déjà très tôt après leur naissance et pour d'autres formes de soins préventifs tels que les soins adéquats aux bébés nés prématurément, les soins aux femmes enceintes et aux enfants frappés par la maladie et les accidents de toutes sortes, etc…

Institutions de travaux publics et d'aménagement des communautés en ce qui concerne par exemple :

1- La gestion des trottoirs pour prévenir des accidents.
2- La gestion des bouches d'égoût qui, trop souvent et trop longtemps, restent béantes, etc…

Institutions de législation pour passer des lois garantissant la sécurité et la protection des individus.

Institutions de prévention et de répression comme la Police qui devrait veiller au respect des lois.

Institutions de protection sociale pour faire respecter les dispositions légales en gérant par exemple la question des examens prénuptiaux et autres.

Comme la prévention intéresse presque toutes les institutions étatiques et peut prendre du temps avant de produire des effets majeurs, la réhabilitation doit être améliorée en même temps que la prévention. La réhabilitation ne doit pas attendre que la prévention soit complète, (la prévention ne peut être complète, quand tous les progrès dans le mode de vie des populations apportent avec eux des risques d'accident susceptibles de causer des handicaps ou physiques ou mentaux).

Q.: ***Dr. Bijoux, pour chaque type de handicap, il faut une campagne de prévention appropriée, alors l'Etat et les organisations œuvrant dans le domaine du handicap ne devraient-ils pas définir une stratégie commune en ce sens ?***

R.: Tenant compte des différentes institutions tant publiques que non gouvernementales impliquées dans la prévention, des colloques ou autres formes de mise en commun des ressources diverses devraient être organisés en vue d'une stratégie commune appuyée autant que possible par des dispositions légales appropriées.

Q.: ***Quel rôle la famille, les médias et les églises peuvent-ils jouer dans une campagne de prévention ?***

R.: On a bien fait de placer la famille en tête de liste parce qu'elle est en effet la cible principale de toute campagne d'information et d'éducation visant la prévention. Les médias et autres devraient prêter main forte à cette campagne.

Q.: Dans le cadre d'une stratégie de prévention, quel type d'action la SEIPH peut-elle entreprendre pour chaque catégorie de personnes handicapées?

R.: La Secrétairerie d'Etat devrait jouer, en tout temps, le rôle de coordonnateur, d'activateur, d'évaluateur et de contrôleur de toutes les démarches visant la prévention à la fois efficace et rapide. La législation du pays devrait justifier les différents rôles sus-mentionnés.

Q.: Pour obtenir les résultats escomptés, une stratégie de prévention doit être nationale. D'après vous, quelle doit être la position de la SEIPH ?

R.: Les commentaires au point 4 suggèrent la partie principale de la stratégie de prévention.

ANNEXE III

FORUM SUR LA PROBLEMATIQUE DU HANDICAP

Intervention de Henri Bazin

« Personnes Handicapées et Participation au Développement Economique du Pays »

Excellence, Mesdames et Messieurs les Ministres,

Quand j'ai été approché par mon ami Michel Péan, Secrétaire d'Etat à l'Intégration des Personnes Handicapées, pour être l'un des intervenants à ce colloque, j'avoue que j'ai été d'abord un peu perplexe. Perplexe tout simplement parce que je ne me reconnais pas d'expertise particulière dans le domaine concerné…

Mais, tous ceux qui l'ont fréquenté connaissent la force de persuasion de l'éminent Docteur. En outre, la cause des personnes déficientes en général et celle, en particulier, de leur participation au développement économique de notre pays étant ce qu'il est convenu d'appeler une cause d'intérêt national, je pouvais difficilement me dérober à la pressante invitation de Michel Péan.

Et puis, l'intérêt personnel entrant presque toujours en ligne de compte, je me suis dit, à l'instar d'Arnold Antonin, organisateur en 1994, d'un Forum libre sur le même sujet, qui lui-même parodiait Jules Romain que, finalement, ''tous les êtres humains sont des handicapés qui s'ignorent''.

Je me permets, pour ma part, d'ajouter que nous sommes tous des handicapés potentiels, que nous en soyons conscients ou pas. En d'autres termes, la question de la participation des personnes à besoins spéciaux au développement de notre pays est une question qui nous interpelle tous, et cela à divers titres et à divers niveaux.

Cela étant dit, dans le cadre de ma présentation de ce matin, je me propose d'examiner, aussi succinctement que possible, deux points essentiels.

En premier lieu, il s'agira de faire un bref état des lieux, c'est-à-dire d'examiner la situation actuelle en essayant de voir dans quelle mesure les personnes déficientes participent au développement en question.

En second lieu, j'aimerais partager avec vous quelques réflexions et suggestions en ce qui concerne la possibilité, je dirais, en fait, la **nécessité** d'améliorer cette participation de manière significative ainsi que sur les voies et moyens pour y parvenir.

I. Etat des lieux

Commençons d'abord, non pas à définir ce qu'est une personne déficiente, puisque cela a déjà été fait, au cours des

exposés antérieurs, mais plutôt ce qu'il faut entendre par participation au développement économique.

Pour moi, cette expression réfère à la possibilité qui devrait être donnée à chacun et, tout particulièrement, aux personnes ayant une incapacité, de jouer un rôle dans la croissance et le développement durable de notre pays.

Et cela, de quelque type ou que ce soit ce rôle, de quelqu'importance qu'il soit également, mais aussi dans quelque branche d'activité et secteur que ce soit.

D'abord, de quelque type ou nature que ce soit, c'est-à-dire que l'on occupe par exemple une fonction ministérielle ou celle d'un simple messager.

Dans quelque branche d'activité ou l'on se trouve, c'est-à-dire qu'il s'agisse de l'agriculture, des services ou de l'industrie, et, finalement, dans quelque secteur ou l'on trouve à s'employer, qu'il s'agisse du secteur public ou du secteur privé, qu'il s'agisse du secteur formel ou du secteur informel. L'essentiel étant pour la personne ayant une incapacité de se voir reconnaitre non seulement le droit, mais aussi la possibilité de jouer effectivement le rôle que ses qualités propres, (sens du leadership, capacité de travailler sous pression par exemple), ses qualifications et son niveau d'expérience l'autorisent à jouer.

Cela étant, la question qui vient tout de suite à l'esprit est celle de savoir dans quelle mesure la réalité, telle que la vivent chaque jour les personnes handicapées, correspond à la situation idéale, pour ainsi dire, que nous venons de décrire.

Comme beaucoup d'entre vous le savent, les données chiffrées, particulièrement les données chiffrées actualisées, sont extrêmement difficiles à trouver dans le domaine qui nous intéresse ici.

Commençons par le commencement, à savoir l'importance de la population des personnes à besoins spéciaux qui, toutes choses égales par ailleurs, devraient pouvoir exercer éventuellement le droit de participation dont nous venons de parler.

Je relève, à cet égard, qu'en 1994, au moment ou se tenait le Forum libre sur cette même problématique des personnes handicapées, mon confrère et ami Arnold Antonin mentionnait l'existence dans notre pays de 800.000 personnes déficientes sur une population totale alors estimée à 6 millions d'habitants. Quelque treize ans plus tard, c'est-à-dire en 2007, notre population totale se chiffre aux alentours de 8.5 millions tandis qu'on continue, ici et là, d'évoquer le chiffre de 800.000 pour l'ensemble des personnes déficientes. Cela voudrait dire que le nombre de ces personnes n'a pas bougé entre temps, chose dont nous serions tout naturellement les premiers à nous réjouir mais qui est, hélas, manifestement invraisemblable, et même tout simplement impossible. Il y a donc là un gros effort de mise à jour à faire pour ce qui est non seulement des données globales, mais aussi des données sectorielles, en termes de répartition de la population déficiente entre handicapés moteurs, handicapés sensoriels, par exemple, ou de distribution de la population en question entre le secteur formel et le secteur informel.

Ce que l'on sait, par contre, de manière certaine, c'est qu'au niveau de la fonction publique il n'y a que deux personnes handicapées employées pour chaque 10.000 non-handicapées.

Ce que l'on sait également à partir de certains recoupements, c'est que le secteur privé formel, à quelques exceptions près, se trouve, à cet égard, dans une situation encore plus défavorable que le secteur public, le secteur privé informel comptant, quant à lui, proportionnellement beaucoup plus d'employés souffrant d'une incapacité quelconque.

S'agissant précisément du secteur informel, c'est le moment de rappeler entr'autres choses qu'il compte aussi plusieurs groupes d'agriculteurs aveugles du Plateau Central qui arrivent à travailler la terre à l'aide de techniques adaptées à leur condition. C'est le cas aussi de plusieurs artisans disséminés dans tout le pays, de femmes en particulier, engagés dans des micro-entreprises et bénéficiaires quelquefois de micro-crédits.

Tout cela n'empêche que, même en l'absence de statistiques détaillées et fiables, le pourcentage de personnes à besoins spéciaux participant au développement économique de notre pays, au sens où nous l'entendons ici, parait des plus faibles. Cela tient à plusieurs causes.

Comme chacun sait, les préjugés, les discriminations dont pâtissent ces personnes de la part non seulement d'une société trop encline à stigmatiser tout ce qui ne rentre pas dans un moule connu, mais aussi assez souvent de la part de leurs proches parents, constituent, sans aucun doute, un des facteurs les plus importants dont il faut tenir compte pour expliquer une pareille situation.

Mais cela ne devrait pas nous en faire oublier d'autres. Le taux d'alphabétisation de la population de personnes souf-

frant d'une incapacité qui, d'après plusieurs indices, est sensiblement inférieur à celui de l'ensemble de la population haïtienne (i-e 50-60%), constitue également un obstacle de taille au recrutement de ces personnes tout particulièrement par le secteur public et le secteur privé. A quoi il faut ajouter que le pourcentage d'enfants handicapés qui fréquentaient l'école en 2006 n'était que de 3%, ce qui représentait quand même un progrès important, puisqu'il était presque le double du chiffre correspondant pour 1999, soit 1,7%. Et cela, sans compter, bien sûr, le fait, hélas bien réel, que le stock de compétences et d'habiletés disponibles au sein du groupe de personnes dont il est question est vraisemblablement beaucoup plus faible proportionnellement que celui de la population haïtienne dans son ensemble, lui-même de plus en plus faible, pour toutes sortes de raisons bien connues de tous.

Pour couronner le tout, si l'on peut dire, on n'aura garde d'oublier que la question de l'emploi ou, si l'on préfère, du taux de chômage de l'ensemble de notre population active qui avoisine 70% d'après certaines estimations, est non seulement de loin, de très loin même, le plus important de toute la Caraïbe, mais aussi l'un des plus élevés au monde, sinon le plus élevé, constitue de ce fait une donnée fondamentale de l'économie haïtienne. C'est aussi une toile de fond qui s'impose à tous, qu'il s'agisse de personnes déficientes ou non.

Pour autant, nous sommes confrontés à une situation très spéciale dans le cas des personnes déficientes et, malheureusement, les considérations que je viens de faire et qu'il fallait faire dans le cadre d'une analyse économique objective et équilibrée, sont trop souvent invoquées pour faire l'impasse

sur le caractère singulier de la situation des personnes à besoins spéciaux. Car enfin, de quoi s'agit-il ? Nous parlons d'une population, celle des gens frappés d'une incapacité qui représente souvent une charge, une lourde charge, d'abord pour eux-mêmes, mais aussi pour leur famille, le petit milieu qui les entoure au-delà de leur proche famille, ainsi que pour la société dont ils sont partie intégrante, que l'on veuille bien s'en rendre compte ou non, qu'on l'accepte dans les faits ou non.

Procurer un emploi, sur une base préférentielle, à une personne se trouvant dans cette situation et qui possède les qualifications requises, c'est d'abord lui permettre de retrouver une dignité d'homme ou de femme trop souvent bafouée par les regards condescendants, méprisants ou apeurés, qu'on lui jette au fil des jours, ainsi, du reste, que par les discriminations dont elle est très souvent l'objet.

C'est aussi et souvent fournir à cette femme ou à cet homme l'occasion d'apporter sa propre contribution à l'amélioration des conditions de vie de sa famille, ne serait-ce que de manière tout à fait modeste, mais, quelquefois aussi, de manière brillante, comme l'ont montré de nombreux exemples. En effet, dans notre pays comme dans de nombreux autres pays en voie de développement ou moins avancés, que de potentialités n'ont pu être exploitées, que de contributions n'ont pu être apportées au bien-être de la société simplement parce qu'on n'a pas pu ou pas su mesurer à sa juste valeur le coût d'opportunité de ces occasions manquées…

Je suis venu vous dire aujourd'hui qu'un pays tel que le nôtre, qui a tant besoin de l'apport de tous ses fils et de toutes ses filles, en particulier des plus créatifs, des plus performants

d'entre eux, lesquels se rencontrent, plus souvent qu'on ne le pense, dans les rangs des personnes déficientes, ne peut laisser filer la chance de les utiliser. Et cela d'autant plus que, si on se base sur l'expérience acquise dans le monde entier, plusieurs d'entre elles voudront à la fois s'acquitter de leur dette envers la société et prouver qu'elles peuvent faire aussi bien et même mieux que les personnes non-handicapées. Or, il se trouve que c'est précisément le contraire qui se passe ici, nonobstant les nombreux efforts du gouvernement de la République qui vient de doter le pays, pour la première fois, d'un Secrétariat d'Etat à l'Intégration des Personnes Handicapées dont l'absence se faisait sentir depuis longtemps et qui, en organisant ce forum, marque clairement sa volonté d'aller de l'avant.

II. Quelques réflexions et suggestions

Mais, face à l'état des lieux que je me suis efforcé de brosser, face aux besoins qui ont été exprimés ce matin par les divers intervenants, les efforts dont il vient d'être question ne suffisent pas, tant s'en faut. Il faut, - et cela a été répété avec une grande détermination par les voix les plus officielles, y compris le Premier Ministre M. Jacques Edouard Alexis, le Ministre des Affaires Sociales et du Travail M. Gérald Germain, le Secrétaire d'Etat M. Michel Péan, et je joins ma voix de simple citoyen à la leur-, **il faut une stratégie nationale pour rendre possible une véritable intégration des personnes à besoins spéciaux, et cette stratégie doit pouvoir s'incarner dans un plan.**

Et, disons le avec force, stratégie et plan, pour être effectifs et opérationnels, doivent s'articuler autour d'axes bien précis. Je n'ai pas la prétention ici, à moi tout seul, de dire quels de-

vraient être cette stratégie et ce plan. L'idée même qui est à la base de ce forum comme l'indiquait tantôt le Secrétaire d'Etat Michel Péan, est de permettre à tout un chacun (et en tout premier lieu, aux personnes handicapées elles mêmes, que je me réjouis de voir ici en aussi grand nombre) de dire son mot là-dessus. Et c'est de ces discussions et des divers efforts qui seront entrepris par les uns et les autres, que devraient émerger et cette stratégie et ce plan.

Ce que je m'apprête à vous dire, par conséquent, ne peut être qu'une contribution, parmi d'autres, et qui se situe principalement dans le cadre du sujet qui m'a été assigné, à savoir

« Personnes Handicapées et Participation au Développement Economique du Pays ».

D'abord la stratégie. Elle devrait être, à mon sens, une stratégie conçue de telle façon qu'elle facilite et stimule cette participation dans le cadre d'une solidarité nationale bien comprise mais, en même temps, **d'une responsabilisation et d'une autonomie croissantes des personnes à besoins spéciaux elles mêmes**. Traduite au niveau du plan ensuite, une telle orientation implique que l'accent soit mis sur un certain nombre de points.

La promotion de l'emploi, d'abord. Celle-ci suppose qu'un maximum de personnes déficientes soient mises en mesure d'acquérir des formations appropriées ou de renforcer celles-ci, quand elles existent déjà. Je note, à cet égard, qu'il existe une spécificité haïtienne qu'il convient de prendre en compte bien au-delà du primaire et du secondaire. **C'est l'école intégrée** qui présente l'avantage, non seulement de se faire à un

coût relativement bas à la mesure de nos possibilités, mais aussi de permettre un brassage entre élèves et étudiants déficients et ceux qui ne le sont pas, dont tout laisse penser qu'il ne peut qu'être utile à l'avenir, aux uns et autres.

Une possibilité, toujours sur la question de l'emploi, est d'instituer un système d'abattements fiscaux pour récompenser en quelque sorte, les hommes et les femmes d'affaires du secteur formel qui auront recruté un nombre X de personnes déficientes, mais aussi de sanctions d'ordre fiscal, elles aussi, à l'encontre d'entrepreneurs qui, **à compétences égales,** auraient rejeté la candidature de personnes déficientes pour donner la préférence à des personnes qui ne se trouvent pas dans cette situation.

De même, une attention spéciale devrait être accordée aux personnes ayant une incapacité, dans le cadre du système de microcrédit. J'apporte mon soutien total à la proposition du Secrétaire d'état pour **l'institution d'un fonds de garantie pour l'aide au microcrédit.** Si ce fonds devait voir le jour, il devrait être constitué de manière à s'auto-financer à partir d'une contribution initiale de l'Etat.

Dans le même contexte, un **Fonds de Solidarité Nationale** pour l'intégration et l'autonomie des personnes handicapées serait le bienvenu. On s'attend, bien sûr, à ce que l'un et l'autre soient alimentés par l'Etat, mais il est clair, en tout cas, il devrait être clair pour tout le monde, que la contribution de l'Etat ne saurait suffire. Il est indispensable que la société tout entière s'y mette et vienne au secours, non pas de l'Etat, mais de l'ensemble des personnes handicapées. On devrait pouvoir s'attendre à des contributions du secteur privé, mais aussi d'associations professionnelles et de citoyens ordinaires.

Mais, je vois mal comment toutes ces actions pourraient être conduites avec succès sans **une sensibilisation accrue du public aux problèmes des personnes handicapées et aux solutions à y apporter**. Cette sensibilisation passe, bien sûr, par les mass médias. La Radio Nationale consacre une émission hebdomadaire, semble-t-il, à ces questions. Mais cela ne suffit pas. S'agissant d'une question d'intérêt national de cette envergure, le simple citoyen que je suis se permet de lancer un appel à ses amis de l'Association Nationale des Médias Haïtiens pour qu'ils acceptent de relayer cette émission sur leurs antennes à titre gracieux.

Enfin, dans une optique de responsabilisation des secteurs les plus directement concernés, je suggère que **le CONARHAN soit revivifié** en quelque sorte pour qu'il joue pleinement le rôle qui lui était assigné dès sa création. Cela permettrait aux Associations de personnes déficientes représentées en son sein de faire entendre leur voix sur toutes les questions qui les intéressent directement, comme le fit en son temps la Société Haïtienne d'Aide aux Aveugles (SHAA) sous la présidence de nul autre que le Dr. Michel A. PEAN.

Je voudrais clore cette intervention, en mettant l'accent sur deux points qui me paraissent fondamentaux. Le premier porte sur le fait que **les mesures de politique économique et fiscale** à prendre en faveur de nos frères et sœurs, cousins et nièces, souffrant d'une incapacité, si elles doivent être spéciales, **ne devraient pas être dissociées de la politique économique à mettre en œuvre au plan global ni de la stratégie nationale de développement quand celle-ci verra le jour**. Une véritable intégration des personnes handicapées est à ce prix.

Le deuxième, c'est que ce forum devrait être non un point d'arrivée, mais **un point de départ vers une conscientisation réelle de tous les secteurs**, je dis bien ''de tous les secteurs'' de notre société, politiques, religieux, économiques etc., par rapport aux problèmes qui affectent les personnes dites déficientes, et cela pas seulement parce que nous serons mus par un sentiment de charité ou un idéal de solidarité, mais surtout parce que nous aurons réalisé que notre intérêt bien compris en tant que société le commande. Car **une société, qui ne s'occupe pas**, dans la mesure de ses moyens, **de ses membres dits handicapés se handicape elle-même**, peut-être pas à très court terme, mais sûrement à moyen et long terme.

FORUM SUR LA PROBLEMATIQUE DU HANDICAP

Intervention de Gérald ORIOL Jr.

« Rôle de la société civile dans le processus d'intégration des personnes à besoins spéciaux »

Excellence, Monsieur le Président de la République,
Excellence, Monsieur le Premier Ministre,
Excellence, Monsieur le Ministre des Affaires Sociales et du Travail,
Excellence, Monsieur le Secrétaire d'Etat à l'Intégration des Personnes Handicapées,
Honorables Invités,

Je voulais vous remercier de me donner l'opportunité de vous parler d'un sujet qui me tient à cœur : le rôle de la société civile dans le processus d'intégration des personnes à besoins spéciaux dans la communauté haïtienne. Vous me permettez ainsi de partager avec vous mes réflexions et mes soucis.

Frappé d'une dystrophie musculaire, je médite souvent sur des questions fondamentales réclamant une réponse à brève échéance, et qui, si elles me touchent tout spécialement, n'en

concernent pas moins l'ensemble de notre société.

Qu'allons-nous faire, face aux difficultés qu'affrontent nos compatriotes handicapés ?

LIBERTE- EGALITE-FRATERNITE. La devise de notre patrie!

Il est temps de tirer la sonnette d'alarme avec tous ceux qui nous accompagnent dans cette lutte pour l'égalité des droits, l'égalité des chances de tous les Haïtiens.

Combien je souhaite que toutes les personnes handicapées puissent comme moi être pour leurs parents un membre à part entière de la famille et pas un fils ou une fille dont on a honte. Mes parents m'ayant pleinement accueilli et soutenu, j'ai pu réaliser la plupart de mes rêves et devenir indépendant.

Toutes les personnes handicapées ne sont pas aussi chanceuses. Le plus souvent venues de milieux démunis, elles sont abandonnées à leur triste sort et survivent grâce à l'aumône d'âmes charitables. Mon expérience m'a permis de noter que les adultes et les enfants à besoins spéciaux sont trop souvent méprisés et considérés comme des incapables par leur famille.

Il est vrai que nous ne disposons pas de statistiques officielles, mais d'après les estimations du RANIPH, environ 800.000 Haïtiens présentent des types de déficience : soit 344.000 en difficulté d'apprentissage, 200.000 déficients moteurs, 72.000 déficients visuels et 72.000 déficients auditifs.

Nous reconnaissons la valeur des réussites personnelles, les réalisations et les efforts consentis par plusieurs associations dont la Société Haïtienne d'Aide aux Aveugles (SHAA), l'Ecole Saint-Vincent, l'Institut Montfort, le Centre d'Education Spé-

ciale (CES) et le Centre Haïtien Chrétien pour les Sourds qui reflètent la préoccupation de la société civile pour la problématique des personnes handicapées.

Malheureusement, le nombre de personnes touchées par ces œuvres est limité et ne représente qu'une goutte d'eau dans l'océan quand on sait que seulement 3000 à 3500 personnes handicapées sont scolarisées et à peine 3 % de nos frères et sœurs à besoins spéciaux sont suivis en clinique ou réhabilités.

Où sont les 7 à 10 % de nos compatriotes souffrant d'une déficience ?

KOTE YO ?

800 mille personnes handicapées.

800 mille « KOKOBES » comme on appelle avec mépris certains d'entre eux.

Cachés sous les escaliers, dans une chambre de la maison ou en train de mendier dans les rues ?

Chers compatriotes, comment pouvons-nous continuer à accepter que la grande majorité des personnes à besoins spéciaux n'ait ni l'opportunité ni les moyens d'acquérir un minimum d'autosuffisance, de liberté et de jouir d'un bonheur auquel tout être humain a droit ?

Chez nous, les structures les plus élémentaires, telles que les rampes d'accès, sont pratiquement inexistantes, même dans les institutions, les lieux publics et les plus importantes représentations diplomatiques. Par la récente création de la Secrétairerie d'Etat à l'Intégration des Personnes Handicapées

les autorités du pays manifestent un intérêt aux personnes atteintes d'une déficience, pour cela, Excellence M. le Président de la République, Excellence M. le Premier Ministre, Excellences Messieurs les Ministres et Secrétaires d'Etat, nous, les personnes handicapées, vous remercions. C'est un premier pas, nous restons persuadés que des initiatives favorables à l'intégration de nos compatriotes seront réalisées.

Notre vision du rôle de l'Etat est, comme l'a si bien dit Monsieur Nicolas Sarkozy, Président de la République française, « celle qui ne laisse personne dans la détresse, où l'Etat tend la main à l'enfant pauvre, au malade, [à la personne handicapée], à la personne âgée qui est dépendante, où l'Etat accompagne ceux qui veulent s'en sortir, ceux qui sont prêts à faire un effort sur eux-mêmes, où l'Etat donne à ceux qui n'ont plus la force de vouloir, l'énergie de vouloir de nouveau.

Car vouloir pour soi-même, c'est espérer encore. Et toute la grandeur de l'homme est dans cette espérance qui le pousse à se dépasser, qui fait de sa vie une aventure dans laquelle rien n'est écrit par avance, qui le fait acteur et non spectateur de sa propre histoire ».

Le degré d'éducation et d'humanité de notre société face à la situation des personnes handicapées laisse à désirer. A cause du manque d'information et de conscientisation de la communauté, un certain complexe d'infériorité se développe en nos frères et sœurs atteints de déficience, obligés de supporter des commentaires négatifs, des taquineries et des abus de leur entourage. Parfois, face à ces situations, les personnes handicapées ont le sentiment amer d'être des parasites dans la société haïtienne. Et pourtant, elles sont capables d'y jouer un rôle utile !

Perspectives

Il nous suffit de penser à quelques personnalités, victimes de déficience qui ont marqué l'histoire de leur pays. Franklin D. Roosevelt, victime de la polio en 1921, a été élu président des États-Unis en 1932, Ludwig Van Beethoven, virtuose du piano, devenu sourd en 1796, a continué à composer jusqu'à sa mort, Stephen Hawking qui, souffrant d'une maladie neuromusculaire progressive et incurable, est aujourd'hui l'un des plus grands physiciens du monde. Actif, il enseigne à la célèbre Université de Cambridge en Angleterre.

Ces quelques exemples confirment que la personne handicapée est capable de faire bouger le monde grâce à son art, sa science et son génie. En ignorant la condition humaine de nos compatriotes, notre pays perd beaucoup d'opportunités tant du point de vue économique que du point de vue social. L'intégration des personnes handicapées est un prérequis au développement durable. J'espère fermement que ce forum nous permettra d'établir une stratégie nationale d'intégration.

Pour la réussite de ce grand projet, il nous faut la participation non seulement des organisations œuvrant pour la réhabilitation et l'intégration de nos compatriotes mais aussi celle de toute la société.

Qu'entend-on par « société civile » ?

La définition de la société civile fait l'objet de nombreux débats. Dans le cadre du présent exposé, on la considérera comme l'espace social organisé qui existe entre l'Etat et l'individu ou la famille.

La société civile est composée de l'ensemble des associations et des groupes non gouvernementaux, les syndicats, les

associations patronales, les organisations religieuses, les associations communautaires et les réseaux de recherche, les associations de parents et les organisations professionnelles, les organisations estudiantines et différents mouvements sociaux à but non lucratif qui participent à l'amélioration de la qualité de la vie quotidienne, à la défense de la démocratie et des droits de l'homme et à la lutte pour un développement équitable et un environnement plus sain.

La société civile n'a pas le pouvoir coercitif ou réglementaire de l'Etat ni le pouvoir économique du marché, mais elle donne aux individus un pouvoir et une influence dans la société.

Le rôle de la société civile dans le processus d'intégration des personnes à Besoins Spéciaux

Les 10% d'Haïtiens et d'Haïtiennes souffrant d'un handicap sont voués à une lutte sans merci et demeurent les plus exclues de toutes les populations marginalisées, et ce malgré les efforts herculéens déployés par des âmes de bonne volonté.

800 mille citoyens !

N'ayant que peu d'accès à l'éducation, à l'emploi et aux moyens de réaliser leur plein potentiel, les 800 mille citoyens de toutes conditions sociales sont laissés pour compte par la société dans toutes ses composantes. Il n'est pas encore trop tard pour entreprendre les actions susceptibles d'améliorer le sort de ces 800 mille citoyens à la recherche de l'ÉGALITÉ.

Tout d'abord, il est primordial que toute la communauté reconnaisse son manque d'engagement face au sort de ces 800 mille personnes au ban de la société.

La société civile n'est pas là pour remplacer l'Etat mais elle demeure, cependant, un acteur incontournable dans le processus d'intégration des personnes à besoins spéciaux, non seulement pour ce qui est de mobiliser l'opinion publique, mais aussi pour la formulation des grandes politiques et leur application sur le terrain.

Les actions à entreprendre sont multiples, il faut:

- réaliser un recensement pour déterminer le nombre de personnes handicapées et les différents types de déficience ;
- définir une politique nationale d'intégration des personnes à besoins spéciaux;
- établir un cadre juridique afin de promouvoir et protéger les droits des personnes handicapées;
- sensibiliser le public sur la problématique du handicap;
- renforcer les institutions apportant une assistance aux personnes handicapées dans le besoin;
- s'assurer que toutes les lois, tous les programmes, toutes les politiques tiennent compte des besoins des personnes handicapées;
- promouvoir l'adoption et la mise en œuvre de normes inclusives dans différents domaines, comme par exemple l'adoption d'un code de construction qui prend en compte les besoins des personnes handicapées ;
- lancer des initiatives favorables à l'insertion des personnes handicapées dans les différents secteurs de la société.

Conclusion

Rêvons ensemble ! Imaginons que toutes les personnes handicapées aient la possibilité de gagner leur vie. Cela leur permettrait **d'acquérir une indépendance et d'obtenir la capacité d'exercer leurs droits et devoirs comme tous les citoyens** avec décence, honneur, intégrité et dignité, sans compter les retombées positives pour toutes les composantes de la société.

Mais ne rêvons pas seulement. Travaillons plutôt pour atteindre cet objectif comme cela se fait dans d'autres pays.

Je peux citer l'exemple de l'organisation « Goodwill of South Florida » qui n'emploie pratiquement que des personnes handicapées dans ses usines de fabrication de drapeaux américains et d'uniformes pour l'armée américaine.

Haïti ne pourrait-elle porter des initiatives de cette trempe ?

Citoyens Haïtiens, n'oublions pas les personnes handicapées dans la lutte pour sauver notre pays ! N'oublions pas que **les personnes à besoins spéciaux, comme celles dites normales, ont le droit d'avoir la possibilité de développer leur personnalité, d'exercer leur citoyenneté, de s'insérer dans la vie sociale, culturelle, professionnelle et politique de notre pays.** Elles ont aussi droit au bonheur.

N'oublions pas que l'intégration à la société est un droit pour tous ...

Merci.

ANNEXE IV

VIE DE BABOU : JEUNESSE ET PARCOURS ACADEMIQUE

Denise Magloire a répondu sans hésiter à l'appel de l'Association Haïtienne pour la Réhabilitation des Handicapées (AHRH) qui a pris l'initiative de créer le ***CENTRE D'EDUCATION SPECIALE*** et qui compte sur elle pour le diriger. Elle quitte en 1976 carrière et famille au Canada pour se consacrer à cette œuvre de pionnier dans son pays.

Les premiers professionnels qui assument la responsabilité de la mise en œuvre du nouveau centre sont le Dr. Legrand Bijoux, neuropsychiatre, Président du Conseil d'Administration, et Madame Denise Fouchard, spécialiste en éducation spéciale et préscolaire, qui en devient la directrice. Le Dr. Legrand Bijoux, dans ses anecdotes autobiographiques (janvier 2006), donne de Madame Denise Fouchard cette appréciation : **« Une directrice technique tombée du ciel… qui, grâce à ses connaissances et sa compétence, fera évoluer le CES magnifiquement ».**

Madame Denise Fouchard a conduit l'institution jusqu'à son décès le 20 novembre 2008, avec des préoccupations sociales dans les domaines de la santé et de l'éducation. Sa vision généreuse d'une société sans exclusion la conduit à travailler sans relâche avec d'autres associations ou institutions dans le domaine du handicap pour définir une politique nationale et pour structurer le mouvement. L'Association des Parents de Personnes Déficientes Intellectuelles (APMADEN) et le Réseau

Mme Denise Fouchard (Babou Magloire)

Associatif National pour l'Intégration des Personnes Handicapées (RANIPH) doivent beaucoup à sa ténacité et à sa vision. Elle a fait sans relâche la promotion de l'inclusion des enfants à besoins spéciaux dans les écoles régulières en démontrant que c'était possible, à condition d'y associer la formation des professeurs, des directeurs et des parents. Dans ces orientations nouvelles, elle rejoint le Réseau Caribéen d'Appui aux Déficients Intellectuels (CAMRODD), dont le CES est membre fondateur.

Considérée comme une autorité dans les domaines du préscolaire et de l'éducation spéciale, elle a rempli à deux reprises des missions pour l'UNICEF en Guinée, et a été délé-

guée à titre d'experte par le Gouvernement haïtien à Vienne et plus tard à la Havane pour représenter Haïti à des Conférences Mondiales. Elle a été consultée lors des Etats Généraux de l'Education et a contribué à la définition d'une Politique Nationale de la Petite Enfance pour Haïti.

Elle a été nommée Directrice de l'Office National pour la Participation et l'Education Populaire (ONPEP) rattaché au Ministère de l'Education Nationale en

1986, et Présidente du Conseil National pour la Réhabilitation des Handicapés (CONARHAN) (2004) rattaché au Ministère des Affaires Sociales et du Travail, à l'occasion des 30 ans du CES, pour sa contribution innovatrice à l'éducation pour tous.

L'apport de Denise Fouchard Magloire (Babou) dans le domaine de l'Education spéciale est impressionnant. Le CES, (dont elle fut la grande inspiratrice), a été créée en 1976 pour donner une chance d'épanouissement à une catégorie de personnes handicapées qui jusqu'alors n'étaient pas considérées comme telles : les enfants et adultes déficients intellectuels.

Dès le début, la vision est claire et les orientations bien tracées :

- Dépister très tôt les retards et les anomalies de développement et faire de la prévention ;
- Orienter vers les soins appropriés ;
- Entreprendre la réhabilitation ;
- Dispenser une éducation qui vise l'autonomie, la socialisation et l'insertion dans le monde du travail ;
- Impliquer la famille dans la prise en charge et l'intégration sociale.

Les cliniques de dépistage et de stimulation, les écoles spéciales, l'inclusion des enfants déficients dans les écoles régulières, le réseau préscolaire ***« Timoun byenvini »,*** l'éducation des parents, la réhabilitation communautaire, les ateliers protégés ***« Bèljwèt »,*** ateliers de fabrication de jouets et de matériel éducatif, la sensibilisation du public, le plaidoyer pour une politique nationale de la petite enfance, en sont les principales réalisations.

1976-2006, représentent trente années de travail persévérant au bénéfice de la petite enfance et des enfants handicapés qui ont des besoins spéciaux. Le CES choisit de travailler dans les secteurs démunis de la population et de leur rendre accessibles les services de santé et d'éducation appropriés qui sont généralement trop coûteux. Le CES englobe dans ses interventions, le milieu dans lequel évolue l'enfant. Il associe la famille, l'école, la communauté à la démarche d'intégration sociale. Ralliant des professionnels de haut niveau et des artistes, la marque de Denise Fouchard a été d'alimenter sa démarche éducative par les connaissances scientifiques les plus modernes et de les enrichir avec la culture du peuple haïtien.

> *" Au centre d'Education Spéciale, mettant à profit les perspectives ouvertes lors de recherches au Canada, dit-elle j'ai fait appel aux artistes haïtiens pour enrichir l'imaginaire des enfants, tel Syto Cavé et son équipe de Kouidor. Des chansons, du théâtre à cité Soleil !... Le répertoire des chansons du CES contient des merveilles.*

Sa vision de l'éducation de la petite enfance est résumée dans le manuel **DEMARCHE POUR UNE EDUCATION PRESCOLAIRE ADAPTEE** et apparaît dans toute la production du CES : répertoire de chansons, fiches de travail pour les moniteurs et monitrices de ***« Timoun Byenvini »***, tout le matériel éducatif traduit et adapté en créole et en français du Guide Portage pour le développement des enfants, et les outils pour la prévention du handicap, la réhabilitation et l'intégration sociale.

Le CES a progressé également en élargissant ses structures et en se constituant un vaste réseau de partenaires à l'échelle du territoire national. Il a bénéficié de l'appui de plusieurs organisations internationales. Outre le bureau central de Port-au-Prince, il compte trois bureaux régionaux dans le Nord/Est, dans l'Artibonite et dans le Sud, et une équipe de superviseurs qui atteignent des régions éloignées telles que la Gonâve et le Nord-Ouest. Le CES encadre en moyenne 20.000 enfants par an. Il est devenu une référence pour l'éducation spéciale, le préscolaire et l'éducation parentale.

Dans une trajectoire constamment menacée par un contexte socio-économique difficile et une conjoncture politique souvent troublée, le CES a maintenu le cap et est resté fidèle à sa mission centrale, à savoir la prévention, la détection précoce, la réhabilitation et l'intégration sociale des enfants handicapés. Le CES est pionnier, et à cette date, il continue à faire un travail unique dans le domaine de la déficience intellectuelle.

ANNEXE V

Caractéristiques des personnes âgées

Caractéristiques	Conséquences
Présence des stigmates du vieillissement	Baisse des capacités physiologiques Difficulté à distinguer le vieillissement Récupération plus lente Sensibilité accrue aux médicaments
Présentation atypique ou non spécifique des maladies	Difficulté à diagnostiquer les maladies Retard à traiter des maladies curables et réversibilité du problème compromise (moment stratégique d'intervention)
Symptômes non rapportés par le patient âgé	Retard à diagnostiquer les maladies Détérioration fonctionnelle
Maladies multiples et présence concomitante des grands syndromes gériatriques (delirium, démence, incontinence, chute, dépression)	Intrication des symptômes Risque d'effets cascades Polymédication Nécessité d'établir des priorités Nécessité de définir et de discuter du pronostic et du niveau d'intervention médicale
Difficultés de communication associées en particulier à la surdité, la démence, l'aphasie mais aussi à la langue, la culture et les valeurs	Collecte de données plus longue et laborieuse Nécessité d'explorer les valeurs de la personne âgée Nécessité de l'implication de l'entourage
Précarité psychosociale et troubles d'adaptation liée aux stress d'ordre physique, psychologique, social ou environnemental.	Influence des facteurs psychosociaux sur la maladie et le traitement Difficultés d'adaptation aux pertes associées au vieillissement Nécessité d'une approche globale

Tiré du cahier de formation projet SIPA
Préparé par PAULE LEBEL, Md Spécialiste en santé communautaire. 1999.

ANNEXE VI

Quelques sigles importants

CASAS : Commission de l'Adaptation Scolaire et d'Appui Social

CONARHAN : Conseil National pour la Réhabilitation des Personnes Handicapées

MAST : Ministère des Affaires Sociales et du Travail

MENFP : Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle

OEA : Organisation des Etats Américains

ONU : Organisation des Nations Unies

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

RANIPH : Réseau Associatif National pour l'Intégration des Personnes Handicapées

SEIPH : Secrétairerie d'Etat à l'Intégration des Personnes Handicapées

Le Secrétaire d'Etat Michel A. PEAN, intervenant au Forum des 4 et 5 octobre 2007

Des personnalités œuvrant dans le domaine du handicap honorées lors du forum par la Secrétairerie d'Etat à l'Intégration des Personnes Handicapées, et assistées du Président Préval et des membres du Gouvernement

Forum sur la Problématique du handicap, les 4 et 5 octobre 2007 au Caribe Convention Center

La SEIPH commémore son 1er Anniversaire d'existence le 23 mai 2008

Une visite de sensibilisation à Boston

M. Albert Ramdim Secrétaire Général Adjoint de l'OEA, l'Ambassadeur des Etats-Unis Mme Janet A. Sanderson et le Secrétaire d'Etat Michel A. PEAN à la cérémonie de remise de matériels adaptés à la SEIPH par l'OEA le 30 janvier 2009 à l'hôtel Montana.-(Institutionnalisation de la Banque de Matériel Adapté de la SEIPH).-

Le Secrétaire d'Etat Michel A. PEAN, lors d'une distribution de kits scolaires à l'Institution d'Education spécialisé (IES)

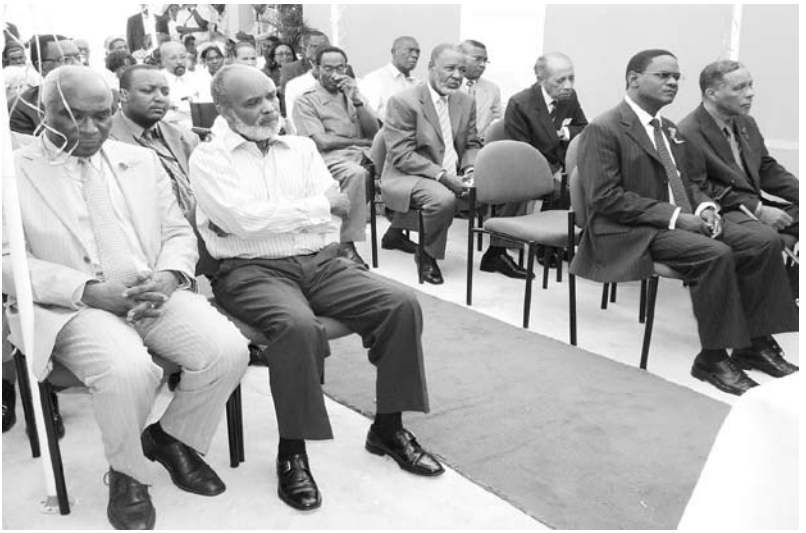
Le Secrétaire d'Etat Dr. Michel A. Péan, accompagné de sa Directrice de Cabinet Madame Marie Jessie A. Muscadin, participe aux Jeux Paralympiques de Beijing, Chine en Septembre 2008

Le Secrétaire d'Etat, Dr. Michel A. Péan, accompagné de la Secrétaire Exécutive du Bureau mademoiselle Guerline Dardignac, participe au Brunch du 20ème Anniversaire de l'Association des Aveugles et Amblyopes Haïtiens du Québec en juin 2009

Atelier de finalisation de l'avant-projet de loi sur l'intégration des personnes handicapées au Caribe Convention Center, les 16 et 17 février 2009

La Première Ministre, Madame Michèle D. Pierre Louis, prend part à l'inauguration de la Banque de Matériels Adaptés de la SEIPH en mai 2009

Le Président de la République Son Excellence Monsieur René PREVAL, le Secrétaire d'Etat à l'Intégration des Personnes Handicapées Dr. Michel A. PEAN et la Ministre à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme Madame Marie Laurence J. LASSEGUE présents au forum



Inauguration des locaux de la Secrétairerie d'Etat à l'Intégration des Personnes Handicapées

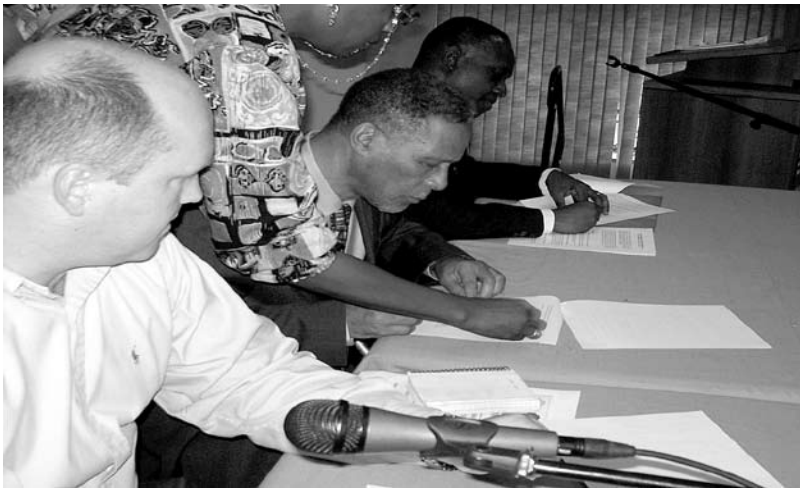
Le Secrétaire d'Etat Michel A. PEAN, en conversation avec le Premier Ministre Jacques E. ALEXIS

Installation des Membres du Conseil National pour la Réhabilitation des Personnes Handicapées (CONARHAN), le 19 janvier 2008

Le Président du CONARHAN, Monsieur Gérald ORIOL Jr, prononçant son discours de circonstance

Le Secrétaire d'Etat rencontre les responsables d'associations et institutions de et pour personnes handicapées à l'espace d'informations et d'échanges institué à cet effet

La SEIPH à la Faculté des Sciences Infirmières de Léogane pour un séminaire sur la Convention des Nations Unies relative aux Droits des personnes handicapées et les techniques en réadaptation



Signature de la Charte d'engagement des opérateurs téléphoniques pour l'intégration des personnes handicapées sous l'égide du CONATEL en mai 2008

La Caisse d'Assistance Sociale (CAS) et la Secrétairerie d'Etat fêtent les mamans

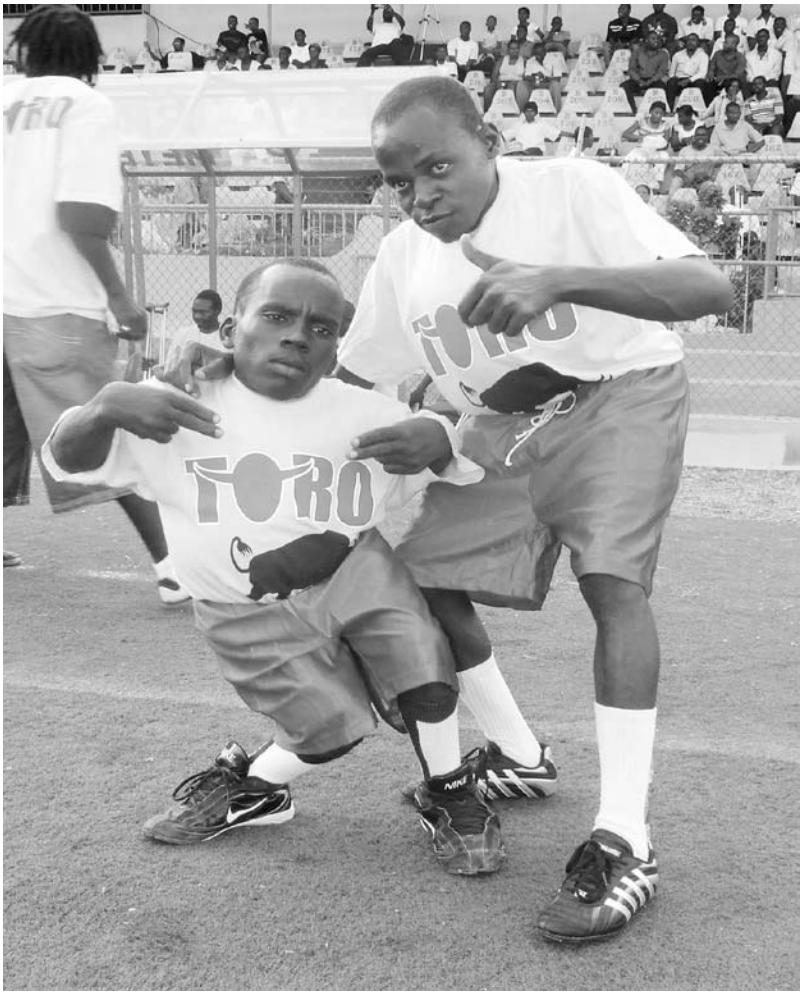
Une équipe bien motivée au service des personnes handicapées

Deux équipes de football de personnes handicapées

Un groupe de jeunes filles handicapées dansant au Stade Sylvio Cator

L'équipe de football de Mirebalais comptant des personnes handicapées dans ses rangs

L'équipe de football de personnes handicapées de carrefour


TORO
TORO
TORO

Un jeune flutiste handicapé du Centre Foyer d'Amour

Une jeune fille non voyante, du Centre St Vincent pour Enfants Handicapés, jouant au violon

Des danseurs handicapés en action à la SEIPH

Le poète non voyant, Josué Cazeau